

Les jeunes, la paix et la sécurité

Manuel de
programmation



Jeunes,
Paix et
Sécurité



Les jeunes, la paix et la sécurité : Manuel de programmation

Consultante principale : Tammy Smith

Recherche et introduction : Paula Sevilla

Équipe de coordination et de rédaction : Cécile Mazzacurati (UNFPA), Noëlla Richard (PNUD),
Marie Doucey (DPPA/PBSO), Erike Tanghøj (Folke Bernadotte Academy)

Mise en page : Prepress Projects Ltd

Conception : Prographics

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions des Nations Unies, de l'une quelconque de ses organisations affiliées ou de ses États Membres.

© 2021 UNFPA, PNUD, DPPA/PBSO, FBA

Tous droits réservés.

Citation proposée :

Nations Unies et Folke Bernadotte Academy,

Les jeunes, la paix et la sécurité : Manuel de programmation, New York, 2021.

Les jeunes, la paix et la sécurité

Manuel de
programmation



Sommaire

Listes des figures, tableaux et encadrés	iv
Résumé exécutif.....	vi
Vue d'ensemble.....	viii
Préface	x
Remerciements	xii
Abréviations	xiii

Introduction..... 1

L'importance des jeunes dans la paix et la sécurité	2
Programmes JPS.....	10

Chapitre 1 – Approches participatives des jeunes 15

Comprendre le concept de participation réelle	15
Comment assurer une participation réelle des jeunes	20

Chapitre 2 – Planification et réalisation d'une analyse tenant compte de la situation des jeunes 25

Comprendre ce qu'est une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes	25
Planification et réalisation d'une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes	29
Annexe – Ressources suggérées.....	43

Chapitre 3 – Priorités stratégiques et théories du changement des programmes JPS 45

Comprendre les priorités stratégiques adaptées aux jeunes	45
Guide par étape pour définir les visions de la paix et les priorités stratégiques des jeunes	47
Comprendre les théories du changement tenant compte des besoins des jeunes.....	49
Accepter la complexité en révélant les hypothèses sous-jacentes.....	50
Guide par étape pour élaborer des TdC JPS.....	52
Exemples de TdC JPS	54
Annexe – Suggestions de lectures complémentaires et de ressources sur les TdC	65

Chapitre 4 – Énoncés des résultats et indicateurs de changement des programmes JPS 69

Les éléments constitutifs d'une conception de projet adaptée aux jeunes.....	67
Échelles des programmes JPS	69
Actions clés et questions pour la formulation des énoncés des résultats	71
Considérations spécifiques aux jeunes	72
Contribuons-nous positivement à la consolidation de la paix ? Le rôle des indicateurs de résultats	72
Guide par étape pour identifier les résultats et les indicateurs relatifs aux jeunes.....	73
Annexe – Lectures complémentaires sur les indicateurs	76

Chapitre 5 – Suivi de la mise en œuvre et de l'impact des projets JPS 77

Introduction	77
Suivi des résultats adapté aux jeunes	78
Annexe – Suivi de projet à trois niveaux	82

Chapitre 6 – Évaluation basée sur les connaissances des programmes JPS 83

Introduction	83
Différentes approches des jeunes et de l'évaluation	84
Guide par étape pour concevoir et mener une évaluation tenant compte de la situation des jeunes	84
Annexe 1 – Lectures complémentaires	90
Annexe 2 – Approches évolutives de l'apprentissage et de l'adaptation des projets	91

Chapitre 7 – Points d'entrée JPS 93

PREMIER PILIER – Participation	94
DEUXIÈME PILIER – Protection, justice et droits humains	100
TROISIÈME PILIER – Prévention	105
QUATRIÈME PILIER – Partenariats.....	112
CINQUIÈME PILIER – Désengagement et réinsertion.....	116

Remarque : Ce manuel utilise les termes « jeunesse » et « jeunes » de manière interchangeable.



Listes des figures, tableaux et encadrés

Figures

FIGURE 1 :	Étapes importantes pour les jeunes, la paix et la sécurité	6
FIGURE 2 :	Tenir compte de la situation des jeunes et inclusion des jeunes	11
FIGURE 3 :	L'approche à trois perspectives de la participation des jeunes	16
FIGURE 4 :	Exemple d'éléments communs d'une analyse des conflits	26
FIGURE 5 :	Les quatre « R »	55
FIGURE 6 :	Les huit piliers de la paix positive de l'Institut pour l'économie et la paix	69
FIGURE 7 :	Échelle graduée de la programmation JPS	70
FIGURE 8 :	Diagnostic des résultats par rapport aux produits.....	71
FIGURE 9 :	Manières innovantes par lesquelles les jeunes peuvent diriger le suivi des résultats ou de la situation ou y participer	80
FIGURE 10 :	Trois approches d'évaluations adaptées aux jeunes	85

Tableaux

TABLEAU 1 :	Liens avec les processus et les cadres	14
TABLEAU 2 :	Questions d'évaluation pour planifier une participation réelle des jeunes	22
TABLEAU 3 :	Exemples de questions à considérer lors de la collecte et de l'analyse des données en vue d'une analyse de contexte	36
TABLEAU 4 :	Questions clés à considérer dans l'analyse factorielle	38
TABLEAU 5 :	Exemples de considérations spécifiques aux jeunes concernant la dynamique des conflits	39
TABLEAU 6 :	Questions à considérer lors de la réalisation d'une cartographie et d'une analyse des parties prenantes tenant compte des besoins des jeunes	40
TABLEAU 7 :	Questions clés à considérer dans l'analyse des opportunités de paix	48
TABLEAU 8 :	Théories du changement par rapport aux modèles logiques	49
TABLEAU 9 :	Révéler les hypothèses	50
TABLEAU 10 :	Théories du changement sur l'inclusion politique	57
TABLEAU 11 :	Théories du changement sur l'autonomisation économique	61
TABLEAU 12 :	Théories du changement sur l'éducation	63
TABLEAU 13 :	Théories du changement sur l'égalité de genre	65
TABLEAU 14 :	Questions d'évaluation tenant compte de la situation des jeunes	89
TABLEAU 15 :	Trois approches d'évaluation de projet en temps réel	91

Encadrés

ENCADRÉ 1 : Définition du terme « jeunes »	1
ENCADRÉ 2 : Les cinq piliers de la résolution 2250 du Conseil de sécurité	4
ENCADRÉ 3 : Le programme de pérennisation de la paix	5
ENCADRÉ 4 : Définitions	8
ENCADRÉ 5 : Enseignements tirés du programme femmes, paix et sécurité	9
ENCADRÉ 6 : Principes directeurs sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix	10
ENCADRÉ 7 : Exigences minimales de la programmation JPS	13
ENCADRÉ 8 : Lectures recommandées	17
ENCADRÉ 9 : Intégration des opinions/objectifs/rôles des jeunes par rapport à l'autonomisation des jeunes	19
ENCADRÉ 10 : Suggestions utiles pour la rédaction des TdR	32
ENCADRÉ 11 : Initiatives	33
ENCADRÉ 12 : Lectures recommandées	33
ENCADRÉ 13 : Suggestions utiles pour la préparation de la collecte de données	34
ENCADRÉ 14 : Les priorités stratégiques remplissent trois fonctions clés dans la consolidation de la paix	48
ENCADRÉ 15 : Lectures recommandées	48
ENCADRÉ 16 : Suggestions utiles pour les exercices de visionnement	49
ENCADRÉ 17 : Conseils	55
ENCADRÉ 18 : Pièges ou écueils courants présentés par les résultats des programmes JPS	70
ENCADRÉ 19 : Lectures recommandées	79
ENCADRÉ 20 : Évaluation menée par les jeunes en Irlande du Nord	85
ENCADRÉ 21 : Conseil	88



Résumé exécutif

Le document « *Les jeunes, la paix et la sécurité : manuel de programmation* », élaboré par les Nations Unies avec le généreux soutien de la Folke Bernadotte Academy – Agence suédoise pour la paix, la sécurité et le développement – a pour but d'aider les praticiens des Nations Unies à mettre en œuvre le programme Jeunes, Paix et Sécurité (JPS) en développant leur état de préparation et capacités opérationnelles.

Pour l'ONU, l'élaboration du manuel a été dirigée par le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, en consultation avec un groupe de travail comprenant diverses entités des Nations Unies représentées aux niveaux mondial, régional et national, ainsi que les partenaires de la Folke Bernadotte Academy.

Si le présent manuel est tout d'abord destiné à l'usage des équipes nationales, régionales et mondiales appartenant au système des Nations Unies, il peut également fournir des informations et des conseils aux professionnels de terrain hors Nations Unies, notamment à d'autres organisations internationales ou régionales, des homologues nationaux, des organisations, des mouvements et réseaux dirigés par des jeunes et axés sur les jeunes, ainsi qu'à des organisations de consolidation de la paix.

Le manuel de programmation s'appuie sur des éléments de preuve récents et sur une tendance accrue à prioriser des programmes de paix et de sécurité tenant compte de la situation des jeunes et qui favorisent leur inclusion, représentant un élément clé des efforts déployés pour assurer une consolidation de la paix plus viable et durable. Il suit les *Principes directeurs sur la participation des jeunes*

à la consolidation de la paix¹ interinstitutions et expose dans le détail les pratiques prometteuses et les limites identifiées par la *Note de pratique sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix*². Les conclusions et recommandations de l'étude « *Les absents de la paix : Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité*³ servent également de base pour orienter les programmes de consolidation de la paix menés par les jeunes et axés sur les jeunes. Le manuel s'appuie en outre sur un examen des directives existantes⁴ et des enseignements tirés des précédents efforts de consolidation de la paix axés sur les jeunes, sous l'égide à la fois du système des Nations Unies et des organisations partenaires. L'objectif du manuel consiste donc à compléter les orientations existantes en remédiant aux lacunes

- 1 Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, Groupe de travail sur les jeunes et la consolidation de la paix (2014). *Guiding Principles on Young People's Participation in Peacebuilding*. New York. Disponible sur https://www.youth4peace.info/system/files/2016-10/Guiding%20Principles%20on%20Young%20People's%20Participation%20in%20Peacebuilding_1.pdf.
- 2 Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, Groupe de travail sur les jeunes et la consolidation de la paix (2016). *Young People's Participation in Peacebuilding: A Practice Note*. New York. Disponible sur <https://www.youth4peace.info/system/files/2016-10/PRACTICE%20NOTE%20-%20Young%20People%27s%20Participation%20in%20Peacebuilding%20%282016%29.pdf>.
- 3 Fonds des Nations Unies pour la population et Bureau d'appui des Nations Unies à la consolidation de la paix (2018). *Les absents de la paix : Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité*. Publication des Nations Unies. Disponible sur <https://www.youth4peace.info/system/files/2018-10/youth-web-french.pdf>.
- 4 Ces directives existantes incluent la note d'orientation « *PBF guidance note on youth and peacebuilding* » (disponible sur https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/pbf_guidance_note_on_youth_and_peacebuilding_2019.pdf) et le document « *Translating Youth, Peace & Security Policy into Practice* » publié par le United Network of Young Peacebuilders et Search for Common Ground (disponible sur <https://www.youth4peace.info/system/files/2016-11/2016.11.22%20-%20Translating%20Youth%2C%20Peace%20%26%20Security%20Policy%20into%20Practice%20-%20Guide%20to%20kick-starting%20UNSCR%202250%20Locally%20and%20Nationally.pdf>).

et en répondant aux priorités identifiées par les jeunes et les partenaires de manière concrète et conviviale⁵.

Ce manuel repose sur des approches privilégiant l'inclusion significative des jeunes tout au long de l'analyse, de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes et projets de consolidation de la paix. Une inclusion significative implique l'identification des besoins spécifiques et du potentiel des jeunes hommes et femmes issus de divers milieux à l'égard de la pérennisation de la paix.

Faisant suite à un aperçu du programme JPS et du contexte concernant l'évolution des attitudes envers le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix évoqué dans la partie « Introduction », le manuel propose des orientations stratégiques et des conseils pratiques sur sa mise en œuvre opérationnelle.

- » Le **Chapitre 1** fournit des orientations assurant une participation réelle des jeunes, en faisant valoir que l'engagement des jeunes favorise l'efficacité des projets. Ce chapitre propose des recommandations spécifiques sur les personnes à mobiliser et la manière de le faire, et formule des questions d'évaluation spécifiques dont il faut tenir compte.
- » Le **Chapitre 2** présente des outils et des étapes opérationnelles permettant d'entreprendre une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes et favorisant leur inclusion, et il propose de donner un aperçu de la situation spécifique des jeunes, du contexte et de la manière dont l'âge est lié à la dynamique des conflits et aux opportunités de paix. Les jeunes peuvent diriger ou codiriger le processus d'analyse et doivent y participer pour éveiller la sensibilité aux conflits et à la notion de « ne pas nuire ».
- » Le **Chapitre 3** décrit les approches à adopter pour élaborer les priorités stratégiques et les théories du changement des programmes JPS, avec à l'appui des exemples liés à la participation politique, à l'autonomisation économique et à des emplois décents, à l'éducation et au genre. Les théories du changement tenant compte de la situation des jeunes aident à

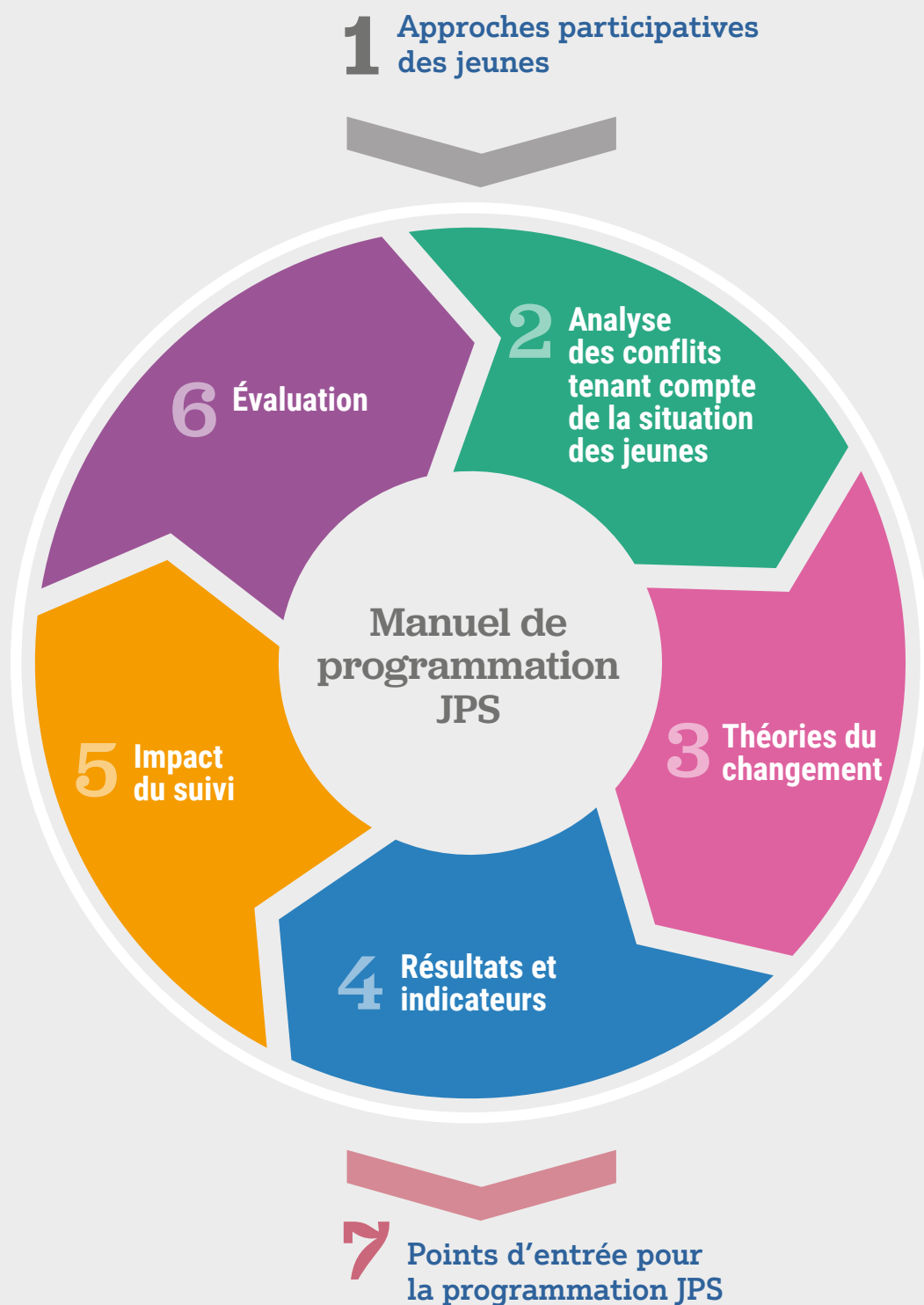
expliquer les hypothèses de programmation et à accroître l'efficacité des projets. Formuler ces priorités stratégiques et théories du changement en collaboration avec les jeunes peut réduire, au niveau des équipes, le risque d'avancer des hypothèses qui ne correspondent pas à l'expérience concrète des jeunes.

- » Le **Chapitre 4** traite de la formulation d'énoncés et d'indicateurs de résultats JPS, soulignant l'importance, lors de l'élaboration d'un projet JPS, de se concentrer sur les résultats de « paix positive » et sur la transformation des conflits afin de trouver des solutions à plus long terme. Travailler avec les jeunes sur le processus de conception des indicateurs peut permettre d'identifier ce qu'il convient de mesurer.
- » Le **Chapitre 5** fournit des conseils sur le suivi des projets JPS. Les dispositifs de suivi doivent être créés de manière à inclure des sources d'informations concernant spécialement les jeunes. Les partenariats avec les jeunes peuvent permettre de mieux comprendre les contextes grâce à l'élaboration et à la réalisation d'un suivi.
- » Le **Chapitre 6** explore la manière d'évaluer l'impact – et pas seulement les produits et les résultats – des programmes JPS et de l'inclusion significative des jeunes. Il traite des évaluations tenant compte de la situation des jeunes, dirigées par les jeunes et axées sur les jeunes. Travailler avec les jeunes sur le suivi et l'évaluation augmente la transparence et la redevabilité de l'organisation envers les jeunes, et peut améliorer l'adoption des recommandations.
- » Le **Chapitre 7** propose une série de points d'entrée pour la programmation JPS, illustrés par des exemples de projets concrets, structurés conformément aux cinq piliers de la résolution 2250 du Conseil de sécurité : participation, protection, prévention, partenariats, et désengagement et réinsertion.

Une bonne mise en œuvre de ce manuel permettra de faire reposer les projets et programmes sur une pleine et entière compréhension du vécu et de la participation des jeunes au sein de leur société, et sur la façon dont ils abordent les questions de paix et de sécurité.

5 Par exemple, en décembre 2018, la Folke Bernadotte Academy a organisé un forum d'apprentissage conjoint des Nations Unies sur Jeunes, Paix et Sécurité, dont l'objectif était de réfléchir au contexte actuel du Programme JPS et de convenir des mesures nécessaires à prendre pour en faire avancer la mise en œuvre. Pour les principaux points à retenir du forum, consulter <https://fba.se/contentassets/e2d4c0a0cec24098afdda2a40fe1906a/executive-summary.pdf>.

Vue d'ensemble



MESSAGES CLÉS

CHAPITRE

1

Approches participatives des jeunes

- Les jeunes ont le droit de participer
- La participation des jeunes accroît l'efficacité des projets
- Il existe différentes formes et divers degrés de participation
- Ne pas nuire et toujours tenir compte des conflits

CHAPITRE

2

Analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes

- Le processus d'élaboration d'une analyse des conflits peut faciliter le dialogue entre les jeunes et les décideurs
- Une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes donne un aperçu de leur situation spécifique, du contexte et des liens entre l'âge et la dynamique des conflits et les opportunités de paix.
- Les jeunes peuvent diriger ou codiriger le processus d'analyse

CHAPITRE

3

Théories du changement

- Le fait d'inclure les jeunes dans les exercices de visionnement reconnaît le droit des jeunes à avoir leur mot à dire dans la définition de leur société et de leur propre vie
- Les théories du changement tenant compte de la situation des jeunes peuvent aider à expliciter les hypothèses de programmation et à accroître l'efficacité d'un projet
- Collaborer avec les jeunes peut réduire le risque de formulation d'hypothèses erronées sur l'expérience vécue par les jeunes

CHAPITRE

4

Résultats et indicateurs

- Les résultats des programmes JPS doivent être concrets et spécifiques aux jeunes
- Travailler avec les jeunes à la conception des indicateurs peut permettre d'identifier ce qu'il convient de mesurer
- Les indicateurs doivent être désagrégés par âge, sexe et facteurs sociaux clés

CHAPITRE

5

Suivi de l'impact

- Le suivi doit inclure des sources d'informations spécifiques aux jeunes
- Les partenariats avec les jeunes amélioreront le processus de suivi

CHAPITRE

6

Évaluation

- Travailler avec les jeunes sur le suivi et l'évaluation augmente la transparence et la redevabilité de l'organisation envers les jeunes, et peut améliorer l'adoption des recommandations
- Prioriser la capacité à travailler avec les jeunes dans le recrutement de l'équipe d'évaluation

CHAPITRE

7

Points d'entrée pour la programmation JPS

- La programmation JPS reprend le lien humanitaire-développement-consolidation de la paix, ainsi que les piliers du système des Nations Unies : droits humains, développement, paix et sécurité
- Le travail des jeunes pour la paix prend différentes formes, tout comme la programmation JPS

Préface

Investir dans l'aptitude, la capacité à agir et le leadership des jeunes artisans de la paix peut renforcer leur capacité à diriger en collaboration les efforts de paix et à utiliser leurs compétences pour relever d'autres défis qui les touchent, à la fois pendant et après la pandémie de COVID-19.

Cette reconnaissance des jeunes en tant que force positive dans la prévention et la résolution des conflits et la construction d'une paix durable s'est considérablement renforcée depuis l'adoption, le 9 décembre 2015, de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les jeunes, la paix et la sécurité (JPS). Cette résolution historique a scellé un changement fondamental dans la reconnaissance du rôle positif que jouent les jeunes femmes et les jeunes hommes dans le maintien de la paix et de la sécurité, ainsi que de l'importance de faciliter leur participation réelle à la prise de décision à tous les niveaux. Depuis lors, le programme JPS est devenu un programme exhaustif, consolidé par la résolution 2419 (2018), qui reconnaît l'importance que jouent les organes régionaux et sous-régionaux dans la mise en œuvre du programme JPS et qui appelle à l'inclusion significative des jeunes femmes et hommes dans la négociation et l'application des accords de paix. Plus récemment, la résolution 2535 (2020) a donné un élan bienvenu au programme JPS, signalant la détermination des États Membres à faire avancer une action concrète de manière intégrée et coordonnée sur l'ensemble du système des Nations Unies et invitant diverses entités des Nations Unies à prendre des mesures bien précises.

Ce manuel s'appuie sur l'élan suscité par ces trois résolutions et répond à l'appel lancé dans le

cadre de la résolution 2535, à savoir assurer une participation pleine, efficace et significative des jeunes sans discrimination d'aucune sorte, ceci incluant tout biais fondé sur l'origine, la couleur, le sexe, l'identité de genre, la langue, le statut socio-économique, le handicap, la religion ou les convictions, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, les biens, la naissance ou tout autre statut. Cette participation est essentielle pour faire avancer des processus et des objectifs de consolidation de la paix qui prennent en compte les besoins de tous les segments de la société.

En réponse à l'appel du Secrétaire général pour une mise en œuvre accélérée du programme JPS, ce manuel fournit des orientations à toutes les entités des Nations Unies sur la mise en œuvre du programme JPS, concernant la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'interventions spécifiques au contexte qui tiennent compte de la situation des jeunes et qui favorisent leur inclusion. Il a pour ambition de compléter les directives existantes élaborées par les Nations Unies et les organisations partenaires et met en évidence les priorités identifiées par les jeunes et les partenaires lors des récents forums d'apprentissage et consultations. Il traite en particulier de la nécessité de faire réellement participer les jeunes femmes et hommes à toutes les étapes du processus de programmation.

Bien que cette orientation de pointe cible les praticiens du système des Nations Unies, nous espérons qu'elle sera également utile aux États Membres, ainsi qu'aux organisations de la société civile et autres organisations internationales, telles que les organisations régionales et infrarégionales.

Le présent manuel a été élaboré par le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, avec le généreux soutien et les connaissances techniques de la Folke Bernadotte Academy. Il témoigne de notre engagement commun à continuer de faire avancer le programme JPS en tant qu'élément central du travail des Nations Unies pour les jeunes et avec ces derniers, et en tant que dimension essentielle de notre travail de soutien aux efforts déployés à l'échelle nationale pour consolider et pérenniser la paix.

Diene Keita, Sous-secrétaire générale et Directrice exécutive adjointe pour le programme, Fonds des Nations Unies pour la population

Oscar Fernandez Taranco, Sous-secrétaire général à l'appui à la consolidation de la paix

Haoliang Xu, Sous-secrétaire général et Directeur du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes, Programme des Nations Unies pour le développement

Sven-Eric Söder, directeur général, Folke Bernadotte Academy



Remerciements

Le présent manuel de programmation axé sur les jeunes, la paix et la sécurité est le résultat d'une fructueuse collaboration associant divers organismes. Il a bénéficié des idées et des conseils de nombre de partenaires et de personnes, que nous tenons à remercier chaleureusement.

La rédaction de ce manuel n'aurait pas été possible sans le généreux soutien de la Folke Bernadotte Academy, qui a fourni à cette entreprise non seulement des moyens financiers mais également une expertise technique et des connaissances approfondies émanant de son équipe Jeunes, Paix et Sécurité. Nous remercions tout particulièrement le chef d'équipe Erike Tanghøj.

L'élaboration du manuel a été dirigée par trois coprésidents des Nations Unies – le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) (Cécile Mazzacurati), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (Noëlla Richard) et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA)/Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) (Marie Doucey) – qui ont collaboré étroitement avec la Folke Bernadotte Academy (Erike Tanghøj). Un grand merci à Chelsea Payne et Laura Buzzoni (DPPA/PBSO) qui ont soutenu la finalisation du manuel.

Nous exprimons notre sincère reconnaissance et notre profonde gratitude à Tammy Smith, principale rédactrice de ce manuel, dont l'expertise en conception et suivi-évaluation et les années d'expérience dans les programmes de consolidation de la paix pour les jeunes, ont fourni l'essentiel du contenu de ce manuel.

Paula Sevilla a considérablement contribué à la rédaction du manuel et aux recherches préliminaires ; nous la remercions chaleureusement de son travail.

Un groupe de travail composé de collègues dévoués des Nations Unies a fourni des conseils et un soutien inestimables tout au long du processus : Ruth Bolline Awuor Aluoch (DPPA), Anna Azaryeva Valente (Fonds des Nations Unies pour l'enfance – UNICEF), Regev Ben Jacob (UNICEF), Brice Bussiere (Secrétariat du Fonds pour la consolidation de la paix, Madagascar), Susanna Dakash (PNUD), Drew Dunbrack (UNICEF), Emilia Hannuksela (Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse), Tatyana Jiteneva (ONU-Femmes), Vilma Kyyroenen (DPPA), Tamasha Mkimbo Mpyisi-White (Département des opérations de paix – DPO), Rozan Naji (DPO), Rukaya Mohammed (ONU-Femmes), Samid Sarenkapić (UNFPA), Joao Scarpelini (Bureau du coordonnateur résident, Somalie), Anna Tarant (DPO) et Miguel Trancozo (ONU-Femmes). Leurs contributions sont grandement appréciées.

Nous tenons à remercier en particulier Sarah Lister et Maria Stage (PNUD), Henk-Jan Brinkman (DPPA/PBSO) et Anneka Knutsson (UNFPA), qui ont fourni de précieux conseils et apporté d'importantes contributions tout au long de la phase de rédaction.

Un grand merci aux évaluatrices officielles Pauline Deneufbourg (PNUD), Regine Guevara (Asia Youth Peace Network), Sarra Hassouni (UNFPA), Gabriela Nones (PNUD), Olena Ursu (PNUD) et Wevyn Muganda (16x16 et Beyond The Lines).

Ce manuel a également bénéficié de l'examen de nombreux collègues des Nations Unies et partenaires de la Coalition mondiale pour la jeunesse, la paix et la sécurité, à qui nous adressons l'expression de notre vive gratitude.

New York, janvier 2021

Abréviations

DDR	Désarmement, démobilisation et réinsertion
DPO	Département des opérations de paix
DPPA	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
DPS	Développement positif des jeunes
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
EA	Enquête appréciative
ED	Évaluation développementale
EPI	Indicateur de paix au quotidien
FPS	Femmes, Paix et Sécurité
JPS	Jeunes, Paix et Sécurité
MdV	Moyens de vérification
MSG	Minorité sexuelle et de genre
ODD	Objectif de développement durable
PBF	Fonds pour la consolidation de la paix
PBSO	Bureau d'appui à la consolidation de la paix
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SCORE	Indice de cohésion sociale et de réconciliation
TdC	Théorie du changement
TdR	Termes de référence
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOY	Réseau uni des jeunes artisans de la paix
VBG	Violences basées sur le genre
VNU	Volontaires des Nations Unies
WG-YPB	Groupe de travail sur les jeunes et la consolidation de la paix
YPI	Initiative de promotion des jeunes



Introduction

Pour réussir à consolider et pérenniser la paix et atteindre les objectifs de paix, de justice et d'inclusion fixés par le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il faut une transformation radicale des attitudes, ainsi que le soutien des jeunes, comme le démontre le document *Les absents de la paix : Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité*⁶.

L'amélioration de l'impact des politiques de paix et de sécurité et des programmes de consolidation de la paix ne peut se faire qu'en ayant une profonde compréhension des expériences vécues par les jeunes femmes et hommes dans des contextes de violence, d'injustice et d'exclusion, à la fois dans des environnements de conflit violent et dans des situations d'inégalité, d'insécurité ou d'incertitude en dehors de toute situation de conflit. De plus, il faudrait qu'une nouvelle approche plus inclusive des jeunes, de la paix et de la sécurité (JPS) reconnaisse le rôle important que jouent les jeunes dans la prévention des conflits violents et la consolidation de la paix.

En 2016, environ 408 millions de jeunes (âgés de 15 à 29 ans) vivaient dans des régions touchées par des conflits armés ou des violences organisées, soit environ un jeune sur quatre dans le monde. Le conflit violent constitue donc pour eux un problème à résoudre de toute urgence. De surcroît, ne pas tenir compte des jeunes dans les programmes de consolidation de la paix reviendrait à ignorer une vaste cohorte de la population, sinon la majorité, dans de nombreux pays confrontés aujourd'hui à des problèmes de paix, de sécurité et de développement.

Les approches alimentées par la notion erronée, selon laquelle les jeunes représentent une menace pour la paix et la sécurité, ne reconnaissent pas que la grande majorité des jeunes n'est pas impliquée

6 Fonds des Nations Unies pour la population et Bureau d'appui des Nations Unies à la consolidation de la paix (2018). *Les absents de la paix : Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité*. Publication des Nations Unies Disponible sur <https://www.youth4peace.info/system/files/2018-10/youth-web-french.pdf>



DÉFINITIONS ET EXEMPLES

ENCADRÉ 1 : Définition du terme « jeunes »

La résolution 2250 définit les « jeunes » comme les personnes âgées de 18 à 29 ans, tout en soulignant les variations qui existent aux niveaux national et international. Les Nations Unies définissent les « jeunes » comme des personnes âgées de 15 à 24 ans, « à des fins statistiques » et « sans préjudice d'autres définitions que pourraient adopter des États Membres » (Assemblée générale des Nations Unies, 1981). Cependant, diverses entités des Nations Unies utilisent des définitions d'âge différentes. Une grande variété de définitions d'âge est également utilisée aux niveaux régional et national. Ce manuel utilise les termes « jeunesse » et « jeunes » de manière interchangeable.

dans des actes de violence, ni ne risque d'y prendre part⁷. Au contraire, nombre de jeunes femmes et d'hommes œuvrent sans relâche pour prévenir les conflits et maintenir la paix dans leurs communautés. Souvent ignorés et exclus des lieux officiels de participation à la consolidation de la paix, les jeunes « font preuve d'une créativité remarquable pour inventer d'autres lieux d'appartenance et d'identification à travers lesquels s'exprimer »⁸. Reconnaître et soutenir les multiples façons dont les jeunes s'engagent dans la consolidation de la paix constitue une étape essentielle vers le développement de sociétés pacifiques et prospères..

7 Ibid.

8 Ibid.

L'importance des jeunes dans la paix et la sécurité

La contribution unique en soi des jeunes en tant qu'artisans de la paix découle de leurs connaissances et expériences particulières de la violence et de l'injustice qui dépassent le cadre traditionnel de la guerre et incluent différentes formes d'exclusion et de discrimination, allant du crime organisé aux violences sexuelles et basées sur le genre (VBG). Ces différentes formes de violence se manifestent souvent à travers des facettes différentes, mais interdépendantes, de la vie des jeunes, que ce soit dans le cadre de la vie domestique ou de la vie publique, et sont perpétrées par différents acteurs, allant des extrémistes violents à l'État. Elles sont également fortement genrées, les jeunes femmes et les minorités sexuelles et de genre (MSG) étant particulièrement exposées à la violence domestique, aux agressions sexuelles, aux enlèvements, à la traite des êtres humains, à la torture et au travail forcé, entre autres formes de violence.

« Il existe donc ici une question centrale pour nous tous : convaincus que nous sommes confrontés à d'énormes défis, convaincus que le meilleur espoir de relever ces défis réside chez les nouvelles générations, nous devons nous assurer que nous sommes en mesure d'investir massivement dans ces nouvelles générations. »

– Allocution du Secrétaire général à l'Université du Caire, le 15 février 2017

Les conflits violents affectent les jeunes en détruisant les sources de stabilité et d'appartenance, ainsi qu'en perturbant les processus de transition vers l'âge adulte du fait de l'interruption de l'éducation et de la destruction des structures de soutien social et des moyens de subsistance. Néanmoins, même dans des contextes non violents, une éducation inadéquate et la précarité des emplois et des services sociaux empêchent également les jeunes de profiter pleinement de l'indépendance et de la capacité à agir normalement associées à l'âge adulte.

Les griefs décrits par les jeunes concernent donc non seulement la violence, mais aussi les droits économiques, sociaux et politiques, et exigent des réponses qui traitent des problématiques plus larges de l'inclusion, de la confiance, de l'égalité et de l'équité. Celles-ci relient naturellement les piliers paix, développement et droits humains du système multilatéral, représentant « un puissant vecteur transversal des approches politiques intégrées »⁹.

Comprendre l'interaction de ces diverses formes de violence, d'injustice et d'exclusion permet de s'affranchir d'approches simplistes et réactionnaires à l'égard des jeunes en matière de paix et de sécurité, pour passer à une prévention des conflits fondée sur des preuves, exhaustive et favorisant l'inclusion des jeunes et davantage conforme aux principes du programme de pérennisation de la paix et aux efforts de consolidation de la paix qui adhèrent à l'impératif du Programme 2030 de « ne laisser personne de côté ». Elle met également en lumière la résilience et l'ingéniosité impressionnantes des jeunes face à de tels défis de développement et révèle les grandes contributions qu'ils peuvent apporter, et apportent déjà, au processus de consolidation de la paix.

La mobilisation croissante des jeunes et leur plaidoyer inlassable pour avoir leur mot à dire dans les politiques et programmes locaux, nationaux et internationaux ont attiré l'attention de la communauté internationale et des décideurs politiques. Des engagements et des partenariats plus poussés avec les jeunes aux Nations Unies et dans d'autres cadres régionaux et nationaux démontrent une reconnaissance accrue de la nécessité d'inclure les jeunes, d'une part et de leur contribution

9 Ibid.

inestimable au développement durable, aux droits humains, à la paix et à la sécurité d'autre part.

Les jeunes et le Programme 2030

Au sein du système multilatéral et dans les contextes nationaux, régionaux et locaux, le rôle essentiel des jeunes dans l'instauration d'un changement positif dans la société est de plus en plus reconnu. Les jeunes sont décrits comme des agents clés du changement dans le Programme 2030 et comme des acteurs cruciaux dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) (20 cibles de six ODD sont spécifiquement destinées aux jeunes)¹⁰. L'inclusion significative des jeunes est également essentielle à l'engagement pris dans le Programme 2030 de « ne laisser personne de côté », et le rôle que jouent les jeunes dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives en particulier (ODD 16) est fondamental et plus largement reconnu.

Travailler avec et pour les jeunes

« Atout fondamental et considérable, les jeunes méritent que l'on investisse dans leur avenir car ils ouvrent la voie à d'innombrables possibilités », affirme la toute première Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse, « Jeunesse 2030 »¹¹, lancée en 2018. La Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse marque le passage d'un simple travail pour les jeunes à une approche qui encourage leur participation, en amplifiant leur voix et en les recrutant en tant que partenaires et leaders. En reconnaissant les contributions importantes et uniques des jeunes à la prospérité de leur société, elle énonce des engagements fondamentaux à travailler avec les jeunes dans le cadre de ses trois piliers, à savoir la paix et la sécurité, les droits humains et le développement durable. Les principales composantes de cette stratégie sont les suivantes :

- un soutien à l'égard du leadership des jeunes et une plus grande sensibilisation du personnel aux problèmes liés aux jeunes
- une production de connaissances renforcée
- une mobilisation accélérée des ressources et développement de partenariats
- une plus grande base de financement et des mécanismes dédiés aux programmes axés sur les jeunes et des actions dirigées par des jeunes.

Elle définit également cinq domaines prioritaires :

1. engagement, participation et sensibilisation
2. enseignement et services de santé de qualité
3. émancipation économique des jeunes grâce à un travail décent
4. jeunes et droits humains
5. consolidation de la paix et renforcement de la résilience.

À travers ces domaines prioritaires, la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse décrit la voie holistique et inclusive des jeunes que le programme JPS préconise. Notamment, la cinquième priorité de paix et de renforcement de la résilience vise à « aider les jeunes à s'impliquer au service de la paix et de la sécurité et de l'action humanitaire ». Sa feuille de route s'inspire non seulement de l'évolution des mentalités au sein des Nations Unies concernant la consolidation de la paix et la prévention, mais aussi de la forte mobilisation au cours des années précédentes des jeunes et des partenaires exigeant que les jeunes hommes et femmes ne soient plus considérés comme des auteurs ou des victimes de violence, mais plutôt comme des partenaires dans la prévention de la violence et le maintien de la paix.

10 Programme des Nations Unies pour le développement (2017) « Fast facts: youth as partners for the implementation of the SDGs ». Disponible sur https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/results/fast_facts/fast-facts-youth-as-partners-for-the-implementation-of-the-sdgs.html.

11 Nations Unies (2018). Nations (2018) *Jeunesse 2030 : Travailler avec et pour les jeunes - Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse*. Disponible sur https://www.un.org/youthenvoy/wp-content/uploads/2014/09/UN-Youth-Strategy_French.pdf.

De nouvelles attitudes envers les jeunes et un nouvel agenda pour la paix et la sécurité

Le tournant concernant la compréhension du rôle des jeunes dans la paix et la sécurité a commencé à prendre forme sous l'impulsion de déclarations telles que celle du Secrétaire général dans son rapport de 2012 *Consolidation de la paix au lendemain d'un conflit*¹², dans lequel il préconise la participation d'« un grand nombre de protagonistes » aux efforts de consolidation de la paix, y compris les jeunes.

Les jeunes se sont mobilisés partout dans le monde pour exiger une place à la table des négociations dans le cadre des efforts de paix et de sécurité. En août 2015, lors du premier Forum mondial sur la jeunesse, la paix et la sécurité, des centaines d'entre eux ont rédigé conjointement la Déclaration d'Amman sur la jeunesse¹³, appelant à des partenariats plus poussés avec les jeunes pour aborder les questions de paix et de sécurité, de prévention de la violence et de consolidation de la paix, d'égalité de genre, et d'autonomisation des jeunes.

Résolutions du Conseil de sécurité sur la jeunesse, la paix et la sécurité

Dans la résolution 2250 du Conseil de sécurité, adoptée le 9 décembre 2015, le Conseil de sécurité a reconnu, pour la première fois, « la contribution importante et constructive de la jeunesse aux efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité »¹⁴. La résolution identifie cinq piliers d'action et appelle à des mécanismes qui permettent la participation réelle des jeunes femmes et hommes aux processus de paix et au règlement des différends et qui s'attaquent aux causes sous-jacentes de la montée de l'extrémisme violent et des conflits.

12 Nations Unies, *Conseil de sécurité (2012). Consolidation de la paix au lendemain d'un conflit Rapport du Secrétaire-général* 8 octobre 2012. A/67/499-S/2012/746. Disponible sur <https://digitallibrary.un.org/record/740644?ln=fr>.

13 Forum mondial sur la jeunesse, la paix et la sécurité (2015). Déclaration d'Amman sur la jeunesse. Disponible sur <https://www.youth4peace.info/system/files/2016-10/AMMAN%20YOUTH%20DECLARATION%20%28French%29.pdf>.

14 Conseil de sécurité des Nations Unies (2015). Résolution n° 2250 du Conseil de sécurité. 9 décembre 2015. S/RES/2250. Disponible sur <https://digitallibrary.un.org/record/814032?ln=fr>.

L'élan suscité par le programme JPS s'est accru concurremment avec l'évolution de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies vers une prévention plus prononcée des conflits. L'approche de maintien de la paix qui en résulte est depuis le début intrinsèquement liée aux objectifs du programme JPS.



DÉFINITIONS ET EXEMPLES

ENCADRÉ 2 : Les cinq piliers de la résolution 2250 du Conseil de sécurité

Participation – Tenir compte de la participation et des opinions des jeunes dans les processus décisionnels, depuis la négociation et la prévention de la violence jusqu'aux accords de paix.

Protection – Assurer la protection de la vie et des droits humains des jeunes civils, enquêter et poursuivre les responsables des crimes perpétrés contre eux.

Prévention – Soutenir les jeunes dans la prévention de la violence et dans la promotion d'une culture de tolérance et de dialogue interculturel.

Partenariat – Mobiliser les jeunes, pendant et après les conflits, lors de l'élaboration de stratégies de consolidation de la paix, aux côtés des acteurs communautaires et des organismes des Nations Unies.

Désengagement et réintégration – Investir dans les jeunes affectés par les conflits armés grâce à des opportunités d'emploi, des politiques de travail inclusives et une éducation promouvant une culture de paix.

Source : Fonds des Nations Unies pour la population et Bureau d'appui des Nations Unies à la consolidation de la paix (2018). *Les absents de la paix : Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité*. Publication des Nations Unies Disponible à : <https://www.youth4peace.info/system/files/2018-10/youth-web-french.pdf>



ENCADRÉ 3 : Le programme de pérennisation de la paix

Les résolutions jumelles sur la pérennisation de la paix (A/RES/70/262 et S/RES/2282) ont marqué la transformation de l'approche adoptée par les Nations Unies pour prévenir et résoudre les conflits. Inspiré par l'affirmation sous-jacente du Programme 2030, selon laquelle il ne peut y avoir de développement durable sans paix et pas de paix sans développement durable, ce nouveau cadre vise à renforcer les approches intégrées pour consolider et pérenniser la paix « à tous les stades du conflit, et dans toutes ses dimensions », la prévention du « déclenchement, de l'intensification, de la poursuite ou de la récurrence des conflits » étant au cœur de ces résolutions.

Le programme de pérennisation de la paix veut s'éloigner des réponses de sécurité cloisonnées pour aller vers une résolution des conflits et des actions collectives de l'ensemble du système qui renforcent la résilience dont ont besoin les sociétés et les institutions pour relever les défis de la paix et de la sécurité. En envisageant la prévention comme un processus de développement et de gouvernance, cet agenda réunit les organes des Nations Unies pour la consolidation de la paix, l'aide humanitaire, les droits humains et le développement autour d'un objectif commun : parvenir à une paix durable.

La résolution 2282¹⁵ du Conseil de sécurité mentionne explicitement la résolution du Conseil de sécurité et « demande aux États membres et aux organes et entités compétents de l'Organisation des Nations Unies d'examiner les moyens d'associer davantage les jeunes aux efforts de consolidation de la paix de façon plus ouverte et plus poussée ». Les rapports ultérieurs du Secrétaire général sur la consolidation et le maintien de la paix continuent d'encourager l'inclusion significative des jeunes dans la consolidation de la paix, car « le programme pour les jeunes et la paix et la sécurité offre une occasion d'appuyer, de manière cohérente, les jeunes et leur contribution à la consolidation et à la pérennisation de la paix »¹⁶.

Le Conseil de sécurité a adopté deux autres résolutions consacrées au programme JPS :

- En 2018, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2419¹⁷, appelant à l'inclusion significative des jeunes dans les processus de paix.
- En 2020, le Conseil a adopté la résolution 2535¹⁸, énonçant des étapes concrètes pour la mise en œuvre du programme JPS, y compris une demande aux Nations Unies d'améliorer le renforcement des capacités et les conseils techniques relatifs au programme JPS, demande à laquelle répond ce manuel.

Documents et mécanismes fondamentaux du programme JPS

Avant l'adoption de la résolution 2250, le Groupe de travail sur les jeunes et la consolidation de la paix (WG-YPB) a élaboré en 2014 le document *Principes directeurs sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix*, afin d'éclairer les stratégies et les programmes encourageant la participation réelle des jeunes à la consolidation de la paix. Ce document jette les bases de la reconnaissance de la contribution significative des jeunes à la paix et il en est fait référence dans la résolution 2250.

15 Conseil de sécurité des Nations Unies (2016). Résolution n° 2282 du Conseil de sécurité. 27 avril 2016 S/RES/2282. Disponible sur [https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/2282\(2016\)&Lang=F](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/2282(2016)&Lang=F).

16 Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). *Consolidation et pérennisation de la paix Rapport du Secrétaire-général* 18 janvier 2018. S/2018/43. Disponible sur <https://undocs.org/fr/S/2018/43>.

17 Conseil de sécurité des Nations Unies (2018). Résolution n° 2419 du Conseil de sécurité. 6 juin 2018 S/RES/2419. Disponible sur [https://undocs.org/fr/S/RES/2419\(2018\)](https://undocs.org/fr/S/RES/2419(2018)).

18 Conseil de sécurité des Nations Unies (2020). Résolution du Conseil de sécurité n° 2535. 14 juillet 2020. S/RES/2535. Disponible sur [https://undocs.org/fr/S/RES/2535\(2020\)](https://undocs.org/fr/S/RES/2535(2020)).



FIGURE 1

Étapes importantes pour les jeunes, la paix et la sécurité

ÉTABLISSEMENT DU GROUPE DE TRAVAIL JPS INTERINSTITUTIONS

Le Groupe de travail JPS a réuni un large éventail d'organisations de la société civile, y compris des organisations dirigées par des jeunes et axées sur les jeunes, des entités des Nations Unies, des donateurs, des universités et des organismes intergouvernementaux. En 2016, ce groupe a été rebaptisé Coalition mondiale pour la jeunesse, la paix et la sécurité.

2012

PRINCIPES DIRECTEURS RÉGISSANT LA PARTICIPATION DES JEUNES À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Ce document définit neuf principes généraux édictés pour assurer la participation réelle des jeunes à la consolidation de la paix. Ces principes directeurs aident à faire évoluer les discussions politiques vers la reconnaissance du rôle des jeunes dans la consolidation de la paix.

2014

FORUM MONDIAL SUR LA JEUNESSE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN JORDANIE ET DÉCLARATION D'AMMAN SUR LA JEUNESSE

Le Forum mondial sur la jeunesse, la paix et la sécurité, qui s'est tenu en Jordanie, a conduit à l'adoption de la Déclaration d'Amman sur la jeunesse, appelant à des partenariats plus poussés avec les jeunes pour traiter les questions de paix et de sécurité.

2015

RÉSOLUTION 2250 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES SUR LES JEUNES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ





LES ABSENTS DE LA PAIX : ÉTUDE INDÉPENDANTE SUR LES JEUNES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ



LANCEMENT DE L'INITIATIVE DE PROMOTION DES JEUNES DU FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

L'Initiative de promotion des jeunes (YPI) du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) du Secrétaire général des Nations Unies a été lancée pour la première fois en 2016, en vue de soutenir l'application de la résolution 2250. L'initiative YPI soutient des projets innovants, axés sur l'autonomisation et la participation des jeunes, éventuellement assortis d'effets catalyseurs et de résultats de consolidation de la paix, et renforce la participation des jeunes femmes et hommes aux initiatives existantes de prévention et de consolidation de la paix.

2016

RÉSOLUTIONS JUMELLES SUR LA PÉRENNISATION DE LA PAIX (A/RES/70/262 ET S/RES/2282)

LANCEMENT DU DOCUMENT PARTICIPATION DES JEUNES À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX - UNE NOTE DE PRATIQUE

Cette note de pratique - la première base de données probantes regroupant des pratiques prometteuses en matière de jeunes et de consolidation de la paix - explore les hypothèses et les théories du changement (TdC) existantes concernant les jeunes et la consolidation de la paix, fournit un aperçu des pratiques prometteuses et propose des recommandations générales pour les donateurs et les décideurs politiques.



SYMPOSIUM D'HELSINKI SUR LA PARTICIPATION DES JEUNES AUX PROCESSUS DE PAIX

Le symposium international a permis d'explorer des stratégies à mettre en place pour garantir que les jeunes femmes et hommes disposent d'une marge de manœuvre et des possibilités leur permettant de participer aux processus officiels de paix et de médiation et de les influencer. Il a été l'occasion du lancement d'un document de politique mondiale sur la participation des jeunes aux processus de paix, *We Are Here: An Integrated Approach to Youth-inclusive Peace Processes*, qui fournit des éléments probants de l'impact que les jeunes ont eu dans les processus de paix passés et actuels.

2018



STRATÉGIE DES NATIONS UNIES POUR LA JEUNESSE (JEUNESSE 2030)

RÉSOLUTION 2419 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES

La résolution 2419 du Conseil de sécurité appelle à l'inclusion significative des jeunes dans la négociation et la mise en œuvre des accords de paix, reconnaissant le rôle que les jeunes pourraient jouer dans la prévention et la résolution des conflits



© UN Photo/Mark Garten

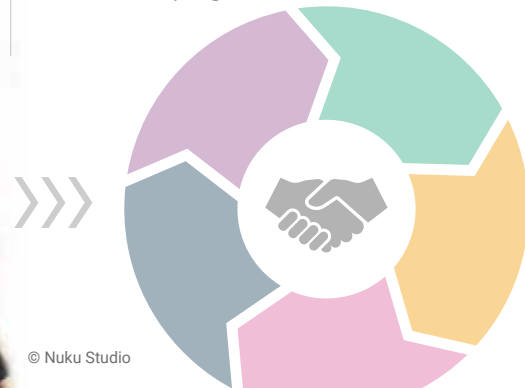
2020 : PREMIER RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LE PROGRAMME JPS

En mars 2020 a été publié le premier rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur le programme JPS. Ce rapport démontre que, bien qu'il y ait une reconnaissance croissante du rôle essentiel que jouent les jeunes dans la paix et la sécurité, des défis majeurs subsistent, notamment des obstacles structurels limitant leur participation et leur capacité à influencer la prise de décision, des violations de leurs droits humains et des investissements insuffisants pour faciliter leur inclusion et leur autonomisation.

2020

2020 : RÉSOLUTION 2535 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

La résolution 2535 du Conseil de sécurité met l'accent sur l'inclusion significative des jeunes dans les processus de paix et l'action humanitaire, ainsi que sur la protection des jeunes artisans de la paix et des « espaces civiques et politiques » dans lesquels ils opèrent. La résolution 2535 comprend des dispositions spécifiques prévoyant l'intégration du programme JPS dans les rapports thématiques et géographiques et les notes d'information au Conseil de sécurité, ainsi qu'un rapport semestriel consacré au programme JPS.



© Nuku Studio



ENCADRÉ 4 : Définitions

La consolidation de la paix comprend une gamme d'activités ou d'approches expressément conçues et prévues pour renforcer les capacités nationales à différents niveaux en matière de gestion des conflits de manière non violente, pour s'attaquer aux causes ou aux facteurs des conflits violents et promouvoir la paix.

Les conflits sont inhérents à toutes les sociétés et interactions humaines et peuvent être d'importants vecteurs de progrès, par exemple relativement aux droits sociaux, économiques, politiques et culturels. Les institutions, notamment politiques et judiciaires, jouent un rôle essentiel dans la gestion des conflits de manière non violente.

La prévention des conflits vise à empêcher l'émergence de conflits violents et à identifier un moyen non violent de résoudre les tensions, à empêcher les conflits violents en cours de se propager ou de s'intensifier, et à décourager la résurgence de la violence.

La transformation des conflits est un processus complexe de changement constructif des relations, des attitudes, des comportements, des normes, des valeurs, des intérêts et des discours dans les situations de conflit. La transformation des conflits vise à établir des structures, des cultures et des institutions sous-jacentes qui encouragent la paix plutôt que les conflits violents.

Pour compléter ces principes directeurs, une note de pratique a été élaborée en vue de fournir des éléments attestant du succès de la programmation JPS.

Le groupe de travail, qui fait partie du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes et qui est coprésidé par le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix, Search for Common Ground et UNOY (Réseau uni des jeunes artisans de la paix), s'appelle désormais Coalition mondiale pour la jeunesse, la paix et la sécurité et continue de jouer un rôle déterminant dans la mise en œuvre des résolutions JPS.

Les absents de la paix – étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité

Conformément aux priorités du programme de pérennisation de la paix, l'étude d'avancement (sollicitée par la résolution 2250 du Conseil de sécurité) exhorte les gouvernements et le système multilatéral à abandonner la stricte approche sécuritaire et réactive vis-à-vis des conflits violents en faveur d'une approche globale de prévention de la violence, dans laquelle les jeunes jouent un rôle clé. Une telle approche reconnaît que, bien qu'une petite minorité de jeunes puisse se livrer à la violence, la majorité d'entre eux non seulement est pacifique, mais fait également preuve de formes exceptionnelles de résilience face aux situations de conflit et d'insécurité.

Pour cesser de percevoir les jeunes comme des « auteurs de troubles » et les reconnaître comme partenaires essentiels conduisant déjà de manière significative le changement social et politique, il convient de procéder comme suit :

- Investir dans l'aptitude, la capacité à agir et le leadership dont font preuve les jeunes artisans de la paix.
- S'attaquer aux obstacles structurels qui limitent l'inclusion significative des jeunes et assurer un environnement propice aux nombreuses organisations et activités dirigées par les jeunes et axées sur eux.
- Collaborer avec des organisations dirigées par des jeunes et axées sur eux et les reconnaître comme des partenaires égaux et essentiels pour la paix.

L'étude d'avancement fait valoir que la transformation du dividende démographique que représentent les jeunes en un dividende de paix nécessitera un changement radical des attitudes et des pratiques à l'égard des jeunes en ce qui concerne la paix et la sécurité. Pour s'attaquer à la « violence de l'exclusion » en transformant les systèmes politiques, sociaux et économiques afin d'encourager de manière significative les jeunes à participer aux décisions et aux processus qui les concernent, il faudra instaurer une confiance réciproque entre les jeunes, leurs communautés, les gouvernements et le système multilatéral, qui est essentielle à la consolidation et à la pérennisation de la paix.



ENCADRÉ 5 : Enseignements tirés du programme femmes, paix et sécurité

La résolution 1325 (2000)¹⁹ du Conseil de sécurité sur le programme FPS souligne le rôle important que jouent les femmes dans les efforts de paix et de sécurité. Elle appelle à une participation égale et à l'inclusion des femmes dans la résolution des conflits, les processus de paix, la réponse humanitaire et la prise de décision post-conflit, et exhorte les acteurs à appliquer une perspective de genre dans les politiques et les programmes.

Le programme JPS peut tirer des enseignements des réalisations et des défis de la promotion et de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité. Au cours des 20 années qui ont suivi l'adoption de cette résolution, le travail du mouvement mondial FPS pour assurer la participation et l'inclusion des femmes a fourni un aperçu des stratégies visant à soutenir la mise en œuvre de la résolution 2250 du Conseil de sécurité sur le programme JPS, ainsi que des mécanismes pouvant être utiles pour inclure les jeunes dans la prise de décision

et le travail de consolidation de la paix à différents niveaux, tant au niveau local qu'au niveau international. Les liens entre les deux programmes offrent également des possibilités de partenariat et de renforcement.

Néanmoins, un message clé des jeunes est que la reconnaissance du lien entre les programmes JPS et FPS ne peut signifier ni assimilation des jeunes aux femmes, ni intégration d'approches tokénistes (purement symboliques) et non nuancées aux deux programmes. En fait, le lien entre la mise en œuvre de ces résolutions doit être établi en comprenant les expériences, les difficultés et les opportunités genrées des jeunes en matière de paix et de sécurité, ainsi que les implications de la dynamique de l'âge dans le programme FPS. C'est notamment le cas lorsqu'il s'agit de reconnaître la contribution des jeunes femmes aux efforts de consolidation de la paix et leurs besoins souvent négligés dans les contextes de la justice transitionnelle, des réformes économiques, sécuritaires et éducatives, et des programmes de désengagement et de réinsertion, ainsi que la manière dont les identités masculines violentes affectent les attitudes et les réponses des jeunes vis-à-vis de la violence, de la paix et de la sécurité.

19 Conseil de sécurité des Nations Unies (2000). Résolution n° 1325 du Conseil de sécurité. 31 octobre 2000. S/RES/1325. Disponible sur [https://undocs.org/fr/S/RES/1325\(2000\)](https://undocs.org/fr/S/RES/1325(2000)).

Que faire ensuite ?

L'élan suscité par le militantisme inlassable des jeunes et la reconnaissance croissante par les gouvernements et le système multilatéral du besoin impérieux de faire participer de manière significative les jeunes plutôt que de les considérer comme une menace, prend de la force et engendre à présent une volonté politique de changement. Néanmoins, les réalisations telles que la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse et les résolutions 2250, 2419 et 2535 du Conseil de sécurité ne constituent pas une fin mais plutôt un début, proposant en fait un cadre commun dont l'objectif est de mettre au point une feuille de route et de renforcer la coordination entre les divers acteurs JPS.

Le programme JPS a désormais besoin que tout soit mis en œuvre pour l'intégrer dans les programmes,

les politiques et les règles de fonctionnement, conformément aux recommandations de l'étude d'avancement. Les prochaines étapes consistent à :

- établir des mécanismes et des procédures de financement plus larges et plus adéquats, à la fois au sein des entités gouvernementales et dans les agences internationales, comme le recommande l'étude d'avancement
- recueillir des données et effectuer une analyse afin de mieux orienter l'élaboration des politiques aux niveaux local, national et international
- concevoir des systèmes de points focaux et de réseaux qui assurent la coordination et l'intégration du langage JPS.

De nouvelles directives doivent permettre au personnel et aux équipes de reconnaître la résilience



ENCADRÉ 6 : *Principes directeurs sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix*

1. Promouvoir la participation des jeunes comme condition essentielle à une consolidation de la paix réussie.
2. Valoriser la diversité et les expériences des jeunes et en tirer parti.
3. Être sensible à la dynamique de genre.
4. Permettre l'appropriation, le leadership et la responsabilité des jeunes dans la consolidation de la paix.
5. Ne pas nuire
6. Faire participer les jeunes à toutes les étapes de la consolidation de la paix et de la programmation post-conflit.
7. Améliorer les connaissances, les attitudes, les aptitudes et les compétences des jeunes en matière de consolidation de la paix.
8. Investir dans des partenariats intergénérationnels au sein des communautés des jeunes.
9. Introduire et soutenir des politiques qui répondent à tous les besoins des jeunes.

Source : Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, Groupe de travail sur les jeunes et la consolidation de la paix (2014). Principes directeurs sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix New York. Disponible sur https://www.youth4peace.info/system/files/2016-10/Guiding%20Principles%20on%20Young%20People's%20Participation%20in%20Peacebuilding_1.pdf.

des jeunes et de s'y investir, ainsi que de comprendre les besoins spécifiques de la consolidation de la paix dirigée par les jeunes et axée sur ceux-ci, afin d'adapter la programmation en conséquence. À cette fin, des directives efficaces offriront des moyens pratiques d'inclure les jeunes dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes de consolidation de la paix – qu'ils soient axés sur les jeunes ou généralisés – plutôt que de simplement en exiger la participation.

Les directives de suivi et d'évaluation pour la programmation JPS peuvent aider le personnel des Nations Unies et les équipes de pays non seulement à évaluer son impact, mais aussi à aider et appuyer les organisations dirigées par des jeunes à renforcer leurs propres capacités et à tirer des enseignements mutuels de leur travail. Enfin, ces directives doivent être efficaces pour aider les praticiens à développer une approche consistant à « ne pas nuire », afin que l'attention accrue portée aux jeunes ne compromette pas la diversité du travail que mènent les jeunes, ni ne limite la créativité avec laquelle ces derniers participent à la consolidation de la paix et sont actifs dans leurs communautés.

Programmation JPS

Comme indiqué, l'adoption en décembre 2015 de la résolution 2250 du Conseil de sécurité a marqué la reconnaissance, de la part des États Membres, que l'inclusion des opinions, des préoccupations et de la participation des jeunes est essentielle au maintien de la paix ou à l'instauration d'une paix juste et durable. Le besoin même d'une résolution reconnaissant la contribution positive des jeunes à la paix est le fruit de décennies d'analyse et de programmation qui reposaient souvent sur des hypothèses inexactes qualifiant les jeunes hommes d'auteurs de conflits et les jeunes femmes de victimes. Ceci a créé un double problème qui n'a fait qu'exacerber les stéréotypes fondés sur l'âge et ceux fondés sur le genre.

Même lorsque les jeunes n'étaient pas stéréotypés négativement, les projets étaient généralement conçus sans tenir compte des opinions des jeunes sur les différentes identités de genre, en particulier les opinions des jeunes femmes sur leur propre vision de l'avenir et les meilleurs moyens de la réaliser. En conséquence, bien que cette résolution ait fourni aux artisans de la paix un mandat renforcé dans le cadre JPS, les praticiens ont entamé 2016 avec une expérience et des conseils pratiques limités sur la

meilleure façon de s'associer avec les jeunes pour faire avancer une paix durable.

Le présent manuel vise à combler cette lacune. Il offre des conseils sur la façon d'élaborer des interventions qui répondent à la situation et aux besoins des jeunes et qui engagent de manière significative divers groupes de jeunes tout au long du processus. À ce titre, il aidera les praticiens à faire en sorte que :

- **la sensibilité à la situation des jeunes soit garantie**, ce qui signifie que les initiatives JPS reposent sur les réalités, besoins et aspirations spécifiques des jeunes et y répondent
- **l'inclusion des jeunes soit garantie**, ce qui signifie que les jeunes ont le droit de participer et que leurs points de vue et expériences sont pris en compte tout au long du cycle du programme. (Cf. Figure 2)

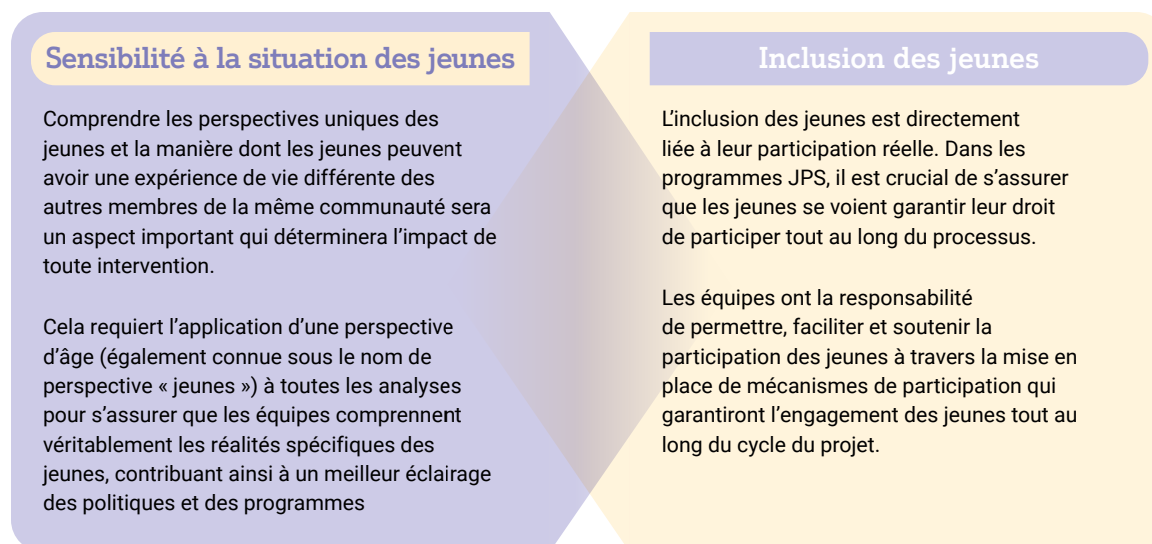
Bien que ces deux aspects soient tout aussi importants et se renforcent mutuellement, certaines situations peuvent présenter des défis pour le leadership et la participation directe des jeunes concernant les analyses du contexte, les exercices de hiérarchisation des priorités et la conception de projets.

Peu importe qu'une situation sécuritaire précaire rende les modes de consultation traditionnels trop

risqués, qu'une équipe soit incapable de sensibiliser les jeunes les plus exclus pour assurer une approche plus inclusive ou que des délais d'élaboration de propositions très serrés laissent peu de temps pour des approches participatives, ces conseils peuvent aider les équipes de projet à respecter leur obligation minimale consistant à appliquer une perspective « jeunes » au moment d'examiner la façon dont leur intervention traite des divers facteurs qui motivent et entravent les visions des jeunes pour la paix, ainsi que leur leadership et leur participation.

Même dans des circonstances contraignantes telles que celles-ci, il incombe cependant aux équipes de s'assurer que ces interventions permettent à un stade précoce de valider les résultats et les hypothèses de programmation avec les jeunes et d'identifier des moyens de s'associer avec les jeunes dans le projet. En se concentrant sur ces deux aspects de redevabilité envers les jeunes, à savoir la sensibilité aux jeunes et l'inclusion des jeunes, le module souligne que c'est l'affaire de tous de s'efforcer de créer des environnements propices à la capacité d'action, à la participation et au leadership des jeunes dans les questions liées à la consolidation de la paix et à la sécurité.

FIGURE 2 : Sensibilité à la situation des jeunes et inclusion des jeunes



Pérenniser la paix dans tous les contextes programmatiques

Le besoin de programmes de consolidation de la paix se fait sentir, d'une certaine manière, en raison d'un facteur de conflit qui trouve souvent son origine dans un développement ou un accès inéquitable à la justice, ayant provoqué des tensions parmi les groupes exclus ou fourni l'oxygène attisant les flammes de griefs de longue date ou dans la perception d'un gouvernement illégitime ou corrompu.

Les problèmes résultant d'un développement inéquitable et des obstacles à l'exercice des droits des citoyens concernent tous les pays, – les États Membres ont souligné ce fait lorsqu'ils ont adopté l'ODD 16. Par conséquent, la consolidation de la paix n'est pas unique aux contextes touchés par des crises ni à ceux confrontés à des défis de développement liés à l'extrême pauvreté. Dans la prévention des conflits, la participation des jeunes se révélera également un outil puissant pour traiter et rééquilibrer les indicateurs sociaux d'une crise imminente. Compte tenu de ce fait, le présent manuel fournit des conseils de programmation à tous les contextes de pays.

Malgré sa pertinence, quels que soient les contextes de pays, ce guide reconnaît que la programmation dans des environnements à haut risque et minés par l'insécurité présente des défis particuliers. Les conflits ou l'insécurité dans des lieux géographiques particuliers peuvent limiter l'accès des équipes de projet à certaines populations et peuvent politiser plus profondément même les actions les plus banales. Il faut donc de solides approches d'analyse et d'atténuation des risques pour garantir une approche « ne pas nuire » concernant la sensibilisation des jeunes, l'établissement de partenariats et la programmation.

Cependant, toutes les crises ne sont pas identiques. Les crises à déclenchement rapide appellent une réponse immédiate à une situation qui peut ne pas avoir été envisagée. Dans les contextes où l'action humanitaire est de manière générale active, en plus d'identifier les premières opportunités de consolidation de la paix, les acteurs humanitaires peuvent consulter ce guide en complément des directives existantes sur la façon de travailler avec

et pour les jeunes dans le domaine de l'action humanitaire²⁰. Les conseils donnés ici peuvent éclairer les analyses de situation rapides, les évaluations des besoins et les plans d'intervention, ainsi que le suivi pour s'assurer que l'action humanitaire répond aux besoins, aux capacités et aux points de vue des jeunes par rapport au programme JPS. En revanche, les conflits prolongés présentent des situations dans lesquelles de nombreux défis, bien que difficiles, sont néanmoins prévisibles. Dans ces conditions, même si la situation est toujours marquée par des conflits, les personnels humanitaires, les acteurs du développement et les spécialistes de la consolidation de la paix ont la possibilité de planifier des programmes qui répondent aux objectifs de paix et de sécurité des jeunes et qui permettent à ces derniers d'être des partenaires au même titre que les autres parties prenantes.

Cela dit, les progrès concernant les problèmes économiques, politiques et sociaux qui sont à l'origine des conflits ont le plus souvent lieu grâce à la transformation structurelle associée aux programmes de développement traditionnels. Bien que cette relation étroite signifie que des ressources et des partenariats solides sont disponibles en complément des efforts de consolidation de la paix, les équipes de projet doivent se garder de tomber dans le piège habituel qui suppose que tout travail de développement ou de sécurité effectué dans des contextes touchés par un conflit encourage la consolidation de la paix.

Comme ce guide l'indique clairement, bien qu'il existe une relation entre la programmation de consolidation de la paix et le travail humanitaire, de développement et de sécurité, il n'en existe pas moins de sérieuses différences au niveau des types de résultats recherchés, des indicateurs sélectionnés et, surtout, des TdC qui orientent les choix de programmation.

20 Pacte pour les jeunes dans l'action humanitaire (à paraître). *With Us, for Us, by Us: IASC Guidelines on Working with and for Young People in Humanitarian and Protracted Crises*. Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Conseil norvégien pour les réfugiés.

Par voie de conséquence, le but de ce guide est de proposer des outils capables d'aider les praticiens de l'aide humanitaire, du développement, du secteur de la sécurité et de la consolidation de la paix à travailler plus étroitement avec les jeunes, afin d'opérationnaliser le programme de paix et de sécurité d'une manière qui réponde aux diverses préoccupations et objectifs des jeunes.

L'on comprendra donc que ce manuel n'est pas destiné à être un guide exhaustif sur un sujet

particulier du cycle de programmation, mais qu'il est préférable de le considérer comme un outil d'accompagnement des orientations existantes sur les processus fondamentaux de l'analyse des conflits, la programmation basée sur les résultats et le suivi et l'évaluation. Il peut être utilisé pour mettre en place une approche plus inclusive des jeunes par rapport aux orientations existantes. Pour en savoir plus, veuillez vous reporter à la liste de suggestions de ressources présentée à la fin de chaque section.



INFORMATIONS SUR LA PROGRAMMATION

ENCADRÉ 7 : Exigences minimales de la programmation JPS

- ✓ Les jeunes doivent au moins être consultés tout au long du cycle du programme.
- ✓ Les programmes JPS doivent reposer sur une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes et de leur genre et doivent clairement chercher à traiter une situation de conflit/de sécurité spécifique qui corresponde aux jeunes.
- ✓ Une TdC JPS doit expliquer comment les actions proposées sont censées avoir un effet positif sur une situation de conflit et/ou de sécurité tout en contribuant à améliorer l'expérience des jeunes.
- ✓ Les énoncés des résultats sont précis quant au type de changement que le programme cherche à apporter en ce qui concerne un conflit et/ou un facteur de sécurité. Les énoncés des résultats doivent être liés à un ou plusieurs des cinq piliers JPS.
- ✓ Les indicateurs du projet doivent être au moins désagrégés par âge et par sexe.
- ✓ Les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'initiative a favorisé la paix et contribué à l'amélioration de la situation des jeunes et à une véritable participation de leur part.

TABEAU 1 : Liens avec les processus et les cadres

Chapitre	Liens avec les processus et les cadres	
1 – Approches participatives des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> Engagement multipartite Développement de projets et programmes Organisation de consultations et d'événements 	<ul style="list-style-type: none"> Examen et suivi des ODD, p. ex. dans les examens nationaux volontaires Comités de direction et conseils consultatifs
2 – Planification et réalisation d'une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> Évaluations du relèvement et de la consolidation de la paix, menées conjointement par l'Union européenne, les Nations Unies et la Banque mondiale Analyses communes de pays, menées par les équipes de pays des Nations Unies 	<ul style="list-style-type: none"> Aperçus des besoins humanitaires Évaluations des impacts socio-économiques de la COVID-19, menées par les équipes de pays des Nations Unies
3 – Priorités stratégiques et théories du changement des programmes JPS	<ul style="list-style-type: none"> Cadres stratégiques intégrés, élaborés par les Nations Unies dans les contextes où une opération de maintien de la paix est en cours Documents de stratégie de réduction de la pauvreté, préparés par les pays dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale 	<ul style="list-style-type: none"> Cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, élaborés par les équipes de pays des Nations Unies Plans de réponse humanitaire Plans de réponse socio-économique des Nations Unies face à la COVID-19
4 – Énoncés des résultats et indicateurs de changement des programmes JPS	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration des documents de projet et de programme Développement d'indicateurs Bases de données et indices 	<ul style="list-style-type: none"> Examens périodiques des analyses communes de pays des Nations Unies Cadres de résultats et de ressources
5 – Suivi de la mise en œuvre et de l'impact des projets JPS	<ul style="list-style-type: none"> Examens périodiques des projets Rapport de projet Évaluations à mi-parcours Suivi de situation Suivi des ODD et reporting 	<ul style="list-style-type: none"> Alerte rapide Supervision Gestion de l'assurance-qualité Reporting pour l'analyse du renseignement
6 – Évaluation basée sur les connaissances des programmes JPS	<ul style="list-style-type: none"> Évaluations de processus Évaluations à mi-parcours Évaluations finales 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports initiaux Rédaction de rapports Ateliers et conseils consultatifs
7 – Points d'entrée JPS	<ul style="list-style-type: none"> Missions politiques et de maintien de la paix des Nations Unies Agences, fonds et programmes des Nations Unies Agences spécialisées des Nations Unies Secrétariat des Nations Unies 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernements aux niveaux national, infranational et local Société civile Organisations, réseaux et mouvements de jeunes Organisations intergouvernementales Institutions financières internationales

Approches participatives des jeunes

Comprendre le concept de participation réelle

La résolution 2250 exhorte les États Membres à donner aux jeunes un plus grand rôle dans la prise de décision aux niveaux local, national, régional et international et à envisager de mettre en place des mécanismes qui permettraient aux jeunes de participer de manière significative aux processus de paix. Mais, qu'entend-on véritablement par « participation réelle » ?

Du point de vue des droits, les jeunes femmes et les jeunes hommes ont le droit d'être informés et consultés et de revendiquer que leur voix soit entendue concernant toutes les questions qui ont un impact direct ou indirect sur leur vie et leur avenir. La réalisation de leur droit de participer doit être garantie. Ce sont les porteurs de devoirs et les Nations Unies qui doivent faire en sorte que leur droit à la participation est bien garantie.

Du point de vue de l'efficacité, s'assurer que divers groupes de jeunes participent et ont leur mot à dire dans la conception, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes peut considérablement améliorer la pertinence, la légitimité, la durabilité et l'impact des projets.

Faire participer les jeunes à la réalisation d'une analyse des conflits, de la conception et de la mise

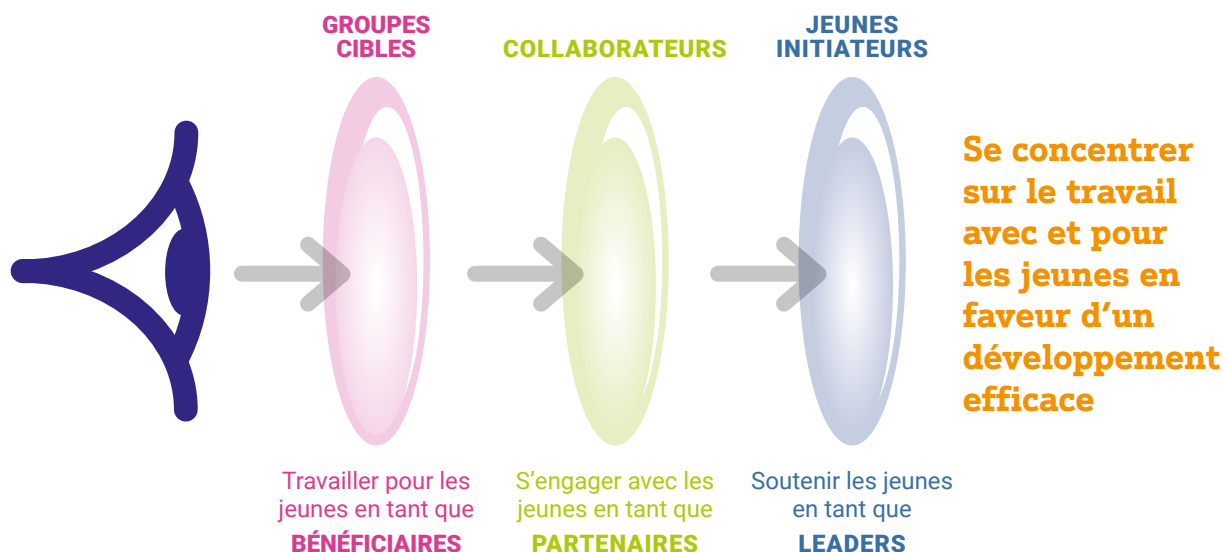
en œuvre d'un projet ne signifie pas seulement leur donner accès à ces processus. Cela veut également dire que les Nations Unies assument leurs responsabilités envers un groupe important et fournissent une image aussi complète que possible du contexte afin que les interventions soient adaptées aux réalités du terrain.

Les jeunes peuvent participer à la conception et à la mise en œuvre de projets de plusieurs manières, notamment en tant que partenaires clés et en tant qu'experts locaux offrant une perspective unique sur les dynamiques de conflit dominantes. Ces différents rôles ont des implications pour les équipes de projet, – par exemple, la manière dont elles identifient les personnes avec lesquelles elles souhaitent travailler ou dialoguer et la manière dont elles structurent leur travail pour veiller à ne pas nuire.

L'approche à trois perspectives de la participation des jeunes²¹ est utile pour comprendre les manières de travailler avec et pour les jeunes, ainsi que pour soutenir le travail qu'effectuent les jeunes en faveur

21 Département pour le développement international – Groupe de travail sur les jeunes de l'Organisation de la société civile (2010). *Youth Participation in Development: A Guide for Development Agencies and Policy Makers*. Disponible sur https://www.youthpolicy.org/wp-content/uploads/library/2010_Youth_Participation_in_Development_Guide_Eng.pdf.

FIGURE 3 : L'approche à trois perspectives de la participation des jeunes²²



du développement durable et de la paix (cf. Figure 3). Ces trois perspectives sont les suivantes :

- travailler pour les jeunes en tant que **bénéficiaires**
- s'engager avec les jeunes en tant que **partenaires**
- soutenir les jeunes en tant que **leaders**.

Les projets qui ciblent les jeunes ou qui mettent explicitement l'accent sur les problématiques des jeunes sont ceux qui travaillent pour les jeunes en tant que bénéficiaires. Les projets qui font participer les jeunes en tant que partenaires sont des interventions collaboratives avec divers degrés de coopération et de responsabilité des jeunes.

Lorsque les projets soutiennent les jeunes en tant que leaders, ils permettent des activités dirigées par des jeunes et offre un espace propice à la participation aux processus et aux structures de prise de décision. Ces trois perspectives de la participation des jeunes ne sont pas statiques, ni mutuellement exclusives, et les équipes de projet peuvent s'en servir pour considérer les pratiques les plus appropriées à leur contexte.

²² Ibid, p.3, adapté du Rapport sur le développement dans le monde 2007 de la Banque mondiale.

Il est par conséquent important de connaître les différentes formes et approches de la participation des jeunes. Cela permettra aux équipes de projet de faciliter la participation significative des jeunes et évitera l'inclusion symbolique ou instrumentalisée. Les principes et les obstacles à une participation significative des jeunes définis par le Grand Groupe des enfants et des jeunes aux Nations Unies constituent une référence importante dans ce domaine²³.

Il existe une pléthore de modèles théorisant la participation des jeunes, à la fois hors ligne et en ligne (cf. les lectures recommandées à l'Encadré 8 pour une compilation et des évaluations critiques de ces modèles).

Chacune de ces théories et chacun de ces modèles visualisent différents aspects, dimensions et défis d'une participation réelle. Ils reflètent également divers contextes sociaux, situations, relations et

²³ Grand groupe des enfants et des jeunes (2017). Principles and Barriers for Meaningful Youth Participation. Disponible sur <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20522UNMGCYPinciplesandBarriersforMeaningfulYouthEngagement.pdf>

processus dans lesquels se déroule la participation des jeunes.

Tous les modèles ont des limites, toutefois ils font appel à des outils utiles pour analyser et comprendre les typologies, les degrés et les dimensions de la participation qui permettront aux équipes de « qualifier » la participation des jeunes. Ces modèles doivent être utilisés en tenant compte des contextes spécifiques et des approches locales de l'appropriation nationale qui sont essentiels aux efforts de maintien de la paix des équipes de projet²⁴.

Certains modèles fournissent également des outils intéressants pour permettre d'évaluer les progrès réalisés dans la participation accrue des jeunes (par exemple, « l'échelle de la participation des jeunes » de Roger Hart²⁵, ainsi que d'autres versions similaires²⁶). Ces modèles permettront aux équipes de comprendre où elles se situent au début du projet et indiqueront la voie qu'elles devront s'efforcer de suivre pour améliorer le statut de leur engagement auprès des jeunes.

D'autres modèles aideront les équipes à planifier un événement en ligne²⁷ ou à évaluer un processus participatif²⁸.

24 Département pour le développement international – Groupe de travail sur les jeunes de l'Organisation de la société civile (2010). Youth Participation in Development: A Guide for Development Agencies and Policy Makers. Disponible sur https://www.youthpolicy.org/wp-content/uploads/library/2010_Youth_Participation_in_Development_Guide_Eng.pdf

25 Hart, R. (1992). « Children's participation: from tokenism to citizenship ». Innocenti Essay No. 4. Florence, Italie : Centre international de développement de l'enfant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

26 Cf. la compilation suivante : Creative Commons (2012). « Participation models: citizens, youth, online – a chase through the maze », deuxième édition, novembre 2012. Disponible sur https://www.youthpolicy.org/wp-content/uploads/library/Participation_Models_20121118.pdf.

27 Wenmoth, D. (2006). « Participating online – the four Cs », 10 novembre. Disponible sur http://blog.core-ed.org/derek/2006/11/participation_online_the_four_html.

28 Davies, T. (2009). « Can social networks bridge the participation gap? », 18 mai. Disponible sur <https://www.timdavies.org.uk/2009/05/18/can-social-networks-bridge-the-participation-gap/>.

SUGGESTION DE CONSEIL

ENCADRÉ 8 : Lectures recommandées

- Creative Commons (2012).
“Participation models: citizens, youth, online – a chase through the maze”
- Karsten, A. (2011).
“Meeting citizens half-way? Different models and concepts of participation”

Quels que soient le modèle ou la terminologie utilisés, il importe de reconnaître qu'il existe différents niveaux et formes de participation, y compris la non-participation. Il est également impératif pour toute équipe de projet de comprendre la manière dont ces formes sont liées à différentes fonctions (ou différents rôles) et formes de capacité à agir et de pouvoir²⁹.

Citons en exemple une jeune personne qui est invitée à prendre la parole lors d'un forum annuel ; elle remplit dans ce cas une fonction différente de celle d'une jeune personne qui est nommée à un comité consultatif. En ce qui concerne la capacité d'action, les jeunes qui participent à la préparation de l'ordre du jour d'une réunion ont une plus grande capacité d'action que ceux qui reçoivent passivement des informations. De plus, à l'égard du pouvoir, les jeunes qui ont été invités à apporter leur contribution à un plan de projet déjà décidé ont moins d'influence que s'ils avaient pu participer à la définition de l'orientation et des objectifs du projet dès la phase initiale de celui-ci³⁰.

Par ailleurs, le travail des jeunes pour la paix et la sécurité prend de nombreuses formes différentes

29 Gaventa, J. (2006). « Finding the space for change: a power analysis ». IDS Bulletin, vol. 37, No 6.

30 Treseder, P. (1997). Empowering Children and Young People: Promoting Involvement in Decision-making. Londres : Save the Children.

d'engagement civique et politique³¹, telles que le dépassement des clivages au sein des communautés pour favoriser la cohésion sociale, l'auto-organisation des dialogues de la société civile et la participation aux comités nationaux pour la paix.

Ce sont des exemples de la manière dont les jeunes contribuent au maintien de la paix en participant à des structures formelles et informelles.

Les équipes de projet peuvent envisager de rattacher les structures formelles aux voies alternatives de participation des jeunes, par exemple en réunissant des organisations et des plateformes de la société civile dirigées par des jeunes aux côtés de décideurs, de manière à prendre en compte les perspectives et les besoins des jeunes dans les politiques et programmes sur la paix et la sécurité. Souvent, les jeunes peuvent combler le fossé entre le travail de paix formel et informel et peuvent s'associer aux équipes de projet pour favoriser une approche globale de la société.

L'engagement des jeunes dans les processus de paix a lieu à différentes étapes du processus : dans la salle, autour de la salle et à l'extérieur de la salle. En d'autres termes, la participation des jeunes aux processus de paix ne se limite pas aux tables de négociation avec les élites, mais se déploie sur trois niveaux d'égale importance pour le maintien de la paix³².

Comme indiqué précédemment, il est également essentiel de comprendre qu'il existe des pratiques de non-participation. Ces pratiques sont souvent prises pour de la participation, par exemple les pratiques sous forme de « consultations » ponctuelles dont l'objectif n'est pas d'avoir une influence significative sur l'enjeu dont il est question. Ces types de pratiques peuvent être qualifiées de « tokénisme » (purements symboliques), « manipulation » et « poudre aux yeux ».

Dans ces cas, le rôle que l'on attend des jeunes est de simplement faire tapisserie. Leurs expériences, perceptions et opinions ne sont pas considérées comme importantes. Même s'ils avaient la possibilité d'exprimer leurs préoccupations, leurs contributions ne seraient pas prises en compte. Les jeunes sont à vrai dire manipulés, voire même, dans le pire des cas, exploités par les détenteurs du pouvoir.

Pour que la participation soit significative, il doit y avoir un certain degré de partage du pouvoir et d'interaction³³. On ne parvient pas à une participation significative uniquement par la présence physique de jeunes femmes et hommes dans la salle. Il faut permettre à ces jeunes de faire entendre leur voix et d'influencer les décisions qui sont prises, y compris lorsqu'ils ne sont pas présents dans la salle. Un environnement propice est indispensable pour que leurs contributions fassent la différence³⁴.

Par conséquent, il ne sert à rien de mobiliser les jeunes si on ne leur donne pas une vraie possibilité de prendre des décisions, de les changer ou de les influencer. Une équipe de projet doit donc toujours analyser de manière critique ses raisons de souhaiter la participation des jeunes, afin d'éviter les exercices consistant « à cocher les cases » ou « symboliques »³⁵.

Dans la pratique, une équipe de projet utilisera très probablement un mélange de différentes formes et approches de participation, selon les circonstances du projet. Différents niveaux de participation peuvent être légitimes et considérés comme significatifs en fonction de plusieurs facteurs, dont³⁶ :

- le type de processus auquel les jeunes participeront, par exemple les processus gouvernementaux, tels qu'un examen constitutionnel, l'élaboration de

31 Fonds des Nations Unies pour la population et Bureau d'appui des Nations Unies à la consolidation de la paix (2018). *Les absents de la paix : Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité*. Publication des Nations Unies. Disponible sur <https://www.youth4peace.info/system/files/2018-10/youth-web-french.pdf>

32 Altiok, A. et I. Grizelj (2019). *We Are Here: An Integrated Approach to Youth-inclusive Peace Processes*. Publication des Nations Unies. Disponible sur <https://www.youth4peace.info/system/files/2019-07/Global%20Policy%20Paper%20Youth%20Participation%20in%20Peace%20Processes.pdf>

33 Driskell, D. (2002). *Creating Better Cities with Children and Youth – A Manual for Participation*. Abingdon, Royaume-Uni : Routledge.

34 Warburton, D. (2007). *Making a Difference: A Guide to Evaluating Public Participation in Central Government*. Londres : Involve.

35 Ibid.

36 Sustainable Community (2017). « What is the spectrum of public participation », 14 février. Disponible sur <https://sustainingcommunity.wordpress.com/2017/02/14/spectrum-of-public-participation/>.



- projets, des événements de participation annuels et des processus de paix officiels ou non officiels
- le résultat attendu de la participation des jeunes
 - les perspectives de pérennité des résultats du projet
 - le temps et le budget disponibles
 - qui d'autre est impliqué dans le processus de projet
 - les informations qu'un contexte tenant compte de la situation des jeunes et de leur âge et une analyse des conflits et des parties prenantes ont fourni sur le rôle des jeunes dans la dynamique des conflits et les opportunités de paix
 - les plateformes de participation qui sont utilisées (p. ex., il existe d'autres formes, dimensions et aspects de la participation qui doivent être pris en compte lorsqu'on planifie une participation en ligne³⁷, tout en soutenant les plateformes existantes dirigées par des jeunes au niveau communautaire ou en fournissant un espace pour les jeunes dans les structures et processus formels).

Quelle que soit la situation, il existe certaines considérations qualitatives que les équipes de projet peuvent appliquer pour s'assurer que la participation des jeunes femmes et hommes est plus qu'une « simple façade de bonnes intentions »³⁸ et qu'elle est significative. La section suivante traite de ces considérations.

ENCADRÉ 9 : Intégration des opinions/objectifs/rôles des jeunes par rapport à l'autonomisation des jeunes

L'objectif de l'intégration est l'égalité. Elle reconnaît le droit des jeunes à jouer un rôle égal et à voir leurs points de vue pris en compte dans les initiatives regroupant d'autres acteurs pour atteindre un objectif de consolidation de la paix. Le succès repose sur la réalisation de l'objectif de consolidation de la paix, mais l'évaluation doit inclure le rôle et les perspectives des jeunes femmes et hommes dans cette réalisation.

L'autonomisation des jeunes consiste fondamentalement à offrir aux jeunes femmes et hommes des opportunités, des ressources et des compétences spécifiques pour qu'ils puissent faire avancer leurs objectifs de consolidation de la paix et participer pleinement à la vie civique, économique et politique. Les facteurs de réussite mettent l'accent sur le degré de changement dans les réalisations, les compétences, la confiance et les attitudes des jeunes.

« Il ne s'agit pas seulement de savoir si les équipes du projet pensent ou non que la participation des jeunes a été réelle. Ce sont les jeunes eux-mêmes qui déterminent si leur participation a été authentique ou non. »

37 Davis, T., et autres (2011). « Rethinking responses to children and young people's online lives ». Dans EU Kids Online 2 – Conférence finale London School of Economics and Political Science, Londres, septembre.

38 White, S. (1996). « Depoliticising development: the uses and abuses of participation ». *Development in Practice*, vol. 6, No. 1, pages 6–15.

Comment assurer une participation réelle des jeunes

En pratique, pour assurer une participation réelle des jeunes, les équipes de projet doivent savoir qui faire participer et comment.

Qui faire participer

Les équipes de projet doivent avoir des raisons valables et fondées sur des preuves pour déterminer quels seront les jeunes qui participeront à la programmation. Les équipes doivent réfléchir sur le choix de la personne qui peut parler et au nom de quelle communauté et sur le choix de la personne qui pourrait être en mesure d'aborder un problème particulier ; par exemple :

- Les jeunes élites ou privilégiés sont-ils des ambassadeurs appropriés pour parler des problèmes auxquels sont confrontés des jeunes marginalisés ?

Les équipes doivent également réfléchir à la façon de sensibiliser divers groupes de parties prenantes, tout en travaillant dans des contextes où les normes culturelles et religieuses pourraient limiter la manière dont les jeunes femmes et hommes peuvent participer.

À cela s'ajoute le fait que les équipes de projet doivent être sensibles à la manière subtile selon laquelle les diverses identités des jeunes – telles que leur classe, caste, appartenance religieuse, origine ethnique, tribu et des notions plus fluides de genre – peuvent s'intégrer dans les cultures dominantes. Par exemple, les équipes de projet doivent considérer la manière dont les différentes identités de genre façonnent les expériences vécues, les capacités, les objectifs et les

opportunités de participation des jeunes. Un autre exemple : lorsqu'elles rejoignent les processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), les jeunes femmes ex-combattantes auront probablement des préoccupations et des besoins différents de ceux de leurs collègues masculins, tandis qu'un jeune homme transgenre issu d'une famille de l'élite peut être confronté à des défis plus difficiles dans l'exercice de ses droits politiques que son homologue cisgenre d'un statut social inférieur.

Il importe de reconnaître que les jeunes peuvent parfois approuver des divisions sociales traditionnelles, des structures discriminatoires et des normes de genre négatives et qu'ils peuvent exprimer des points de vue qui vont à l'encontre des objectifs de consolidation de la paix que nous cherchons à atteindre. En fait, nous devons nous attendre à ce que de nombreux segments de la population jeune partagent les mêmes préjugés et stéréotypes que le reste de la population.

En outre, les contextes marqués par la transition – qu'il s'agisse d'une transition entre un relatif immobilisme et une crise ou d'une transition entre un conflit et la mise en œuvre de la paix – sont des moments de changement rapide. Ce type de changement entraîne souvent une renégociation et une redéfinition des rôles de genre et des responsabilités, ce qui peut conduire à des opportunités d'action ou restreindre les modes de participation pour les jeunes ayant des identités de genre différentes, y compris les jeunes femmes et hommes³⁹.

En tenant compte de la différence et du chevauchement des identités et des rôles des jeunes, les équipes de projet augmentent la probabilité de former des partenariats avec les cohortes de jeunes mieux adaptées aux changements recherchés dans les domaines de la consolidation de la paix et de la sécurité. Ce type de réflexion approfondie sera non seulement utile lors de la mise en œuvre de l'initiative des Nations Unies, mais elle pourra également contribuer à élaborer dès le début une stratégie de sortie efficace grâce à la création de partenariats durables⁴⁰.

« Le terme « jeunes » ne décrit pas un bloc homogène d'acteurs qui ont les mêmes opinions et accès au pouvoir. En fait, les jeunes sont aussi diversifiés que la population en général. »

39 Myrntinen, H., et autres (2014). *Rethinking Gender in Peacebuilding*. Londres : International Alert, p.6

40 Paffenholz, T. (2004). *Designing Transformation and Intervention Processes*. Berlin: Berghof Research Center for Constructive Conflict Management, pages 1–17

Comment faire participer

Sachant que les jeunes possèdent toute une gamme d'identités, d'opinions, de capacités et de motivations, nous devons également reconnaître qu'ils peuvent être réticents à s'engager dans le processus de programmation de la consolidation de la paix aux côtés des Nations Unies, des institutions de sécurité et de justice, des représentants gouvernementaux ou d'autres acteurs.

Des antécédents marqués par l'exclusion, la manipulation ou le traitement tokéniste (purement symbolique) ou l'impression que leurs opinions et leurs expériences de vie ont été mal comprises, ou sont considérées comme moins importantes que celles d'autres parties prenantes, peuvent accroître la réticence des jeunes à participer aux processus de consolidation de la paix. Les équipes de projet, tout comme les responsables, doivent reconnaître cette éventualité et prévoir de manière proactive les moyens d'encourager leur participation et de renforcer leur confiance.

Nous avons fait de notre mieux dans la conception de ces processus participatifs mais il convient de se rappeler que, pour qu'ils réussissent, il sera peut-être nécessaire d'avoir recours à une aide supplémentaire pour motiver les acteurs clés. Par exemple, les porteurs de devoirs tels que les ministères compétents, les instituts et les bureaux gouvernementaux locaux, régionaux ou nationaux responsables des politiques, des lois et des programmes concernant les jeunes peuvent avoir besoin de capacités supplémentaires pour mieux incorporer l'expérience vécue et les opinions des jeunes dans leur travail quotidien et pour les aider à nouer des partenariats avec les jeunes.

Inversement, les jeunes eux-mêmes peuvent également avoir besoin de processus qui leur sont spécifiques, de ressources supplémentaires et d'un accès à la formation pour pouvoir former un partenariat sur un pied d'égalité.

Pour les jeunes qui participent aux activités et aux projets, l'accès aux ressources et à l'information est déterminant. Les jeunes participants doivent avoir accès à des ressources qui facilitent et soutiennent leur participation active et leur influence. Il s'agit notamment de ressources telles que le temps de parole alloué, des interprètes et les documents

« L'inclusion du plus grand nombre de jeunes possible signifie à la base qu'il faut veiller à écouter les voix des jeunes de toutes les catégories de la population, que nous partagions ou non leurs opinions ou leurs positions. »

imprimés. Ils doivent également avoir accès aux informations sur le processus, ainsi que sur l'événement ou l'activité auxquels ils ont l'intention de participer. Cela inclut des informations sur l'objectif, le résultat attendu, le format et les règles à la base de leur participation⁴¹. Une attention particulière doit être accordée à l'accès des jeunes femmes aux ressources et aux informations, car elles sont souvent confrontées à des limitations de participation liées à leur genre.

Soutenir la participation directe des jeunes et leur accès au pouvoir a une incidence sur l'efficacité du projet et de l'activité (en gardant à l'esprit que leur influence et leur pouvoir dans les processus de paix ne sont pas toujours liés à leur proximité avec les réunions formelles des élites)⁴². Les jeunes participants doivent être en mesure d'interagir avec les détenteurs de pouvoir et les porteurs de devoirs, et d'influencer les décisions prises. La communication bidirectionnelle peut être appliquée pour éviter que les jeunes ne deviennent des récepteurs passifs d'informations. Les jeunes doivent également avoir la possibilité de s'engager directement dans le processus, plutôt que d'être indirectement

41 White, S. (1996). « Depoliticising development: the uses and abuses of participation. » *Development in Practice*, vol. 6, No. 1, pages 6–15.

42 Altiok, A. et I. Grizelj (2019). *We Are Here: An Integrated Approach to Youth-Inclusive Peace Processes*. Publication des Nations Unies Disponible sur <https://www.youth4peace.info/system/files/2019-07/Global%20Policy%20Paper%20Youth%20Participation%20in%20Peace%20Processes.pdf>.

TABLEAU 2 : Questions d'évaluation pour planifier une participation réelle des jeunes

Planifier leur participation générale

1. Pourquoi devons-nous engager les jeunes dans ce processus en particulier ? Quel aspect unique leur participation ou leur contribution apporte-t-elle ? Comment en bénéficieront-ils particulièrement ?
2. Quelles sont les opportunités concrètes pour les jeunes de participer au processus ? Comment leur participation se déroulera-t-elle (p. ex., consultations de jeunes, partenariats de mise en œuvre dirigés par des jeunes, groupes consultatifs) ?
3. Existe-t-il des risques que la participation des jeunes à ce processus soit limitée ou tokéniste ? Si oui, comment pourrions-nous y remédier ?
4. Les jeunes que nous tentons de sensibiliser souhaitent-ils être inclus ? Sinon, explorez les raisons de leur réticence et comment les motiver.
5. Que savons-nous des jeunes de la communauté dans laquelle le projet/l'activité aura lieu ? Ont-ils déjà participé à des processus similaires ? Sont-ils souvent marginalisés ou inclus dans ce genre de processus ?
6. Serait-il nécessaire de négocier la participation des jeunes avec d'autres parties prenantes (p. ex., les anciens de la communauté, les autorités gouvernementales) ? Si oui, comment pourrions-nous convaincre les autres parties prenantes de l'intérêt de faire participer les jeunes au processus ?
7. Serait-il sûr de faire participer les jeunes à ce processus/cette activité et les jeunes se sentiraient-ils en sécurité pour le faire ? Leur participation entraînerait-elle des conséquences (p. ex., poursuites par les autorités ou les anciens, stigmatisation) ? S'il y a des risques, comment pouvons-nous y remédier ? De quelles manières les jeunes peuvent-ils se sentir plus en sécurité lorsqu'ils participent au processus (p. ex., avoir des pairs au sein du groupe) ?
8. Les jeunes que nous tentons d'engager dans ce processus/cette activité sont-ils issus du même milieu ou de milieux similaires ? Si oui, que pourrait-on faire pour élargir/diversifier la population des jeunes qui sont sensibilisés ?
9. Existe-t-il des préjugés et des obstacles culturels ou sociaux qui pourraient empêcher ou compromettre la participation des jeunes femmes ? Si oui, comment pouvons-nous y remédier ?
10. Avons-nous inclus un éventail représentatif et diversifié de jeunes, y compris une représentation de différentes identités de genre, raciales, ethniques, linguistiques, tribales et religieuses, ainsi que des personnes ? Peut-on y remédier ?
11. Existe-t-il des activités de consolidation de la paix pour les jeunes et/ou des mécanismes et plateformes dirigés par des jeunes que nous pouvons soutenir et dans lesquels nous pouvons nous engager pour contribuer aux résultats du projet ?
12. Quelles informations devons-nous fournir aux jeunes pour leur permettre de décider si et comment ils souhaitent participer au processus, et sous quelle forme ?
13. Quel type de soutien (opérationnel, capacité, etc.) pourrions-nous avoir besoin de fournir aux jeunes pour leur permettre de participer pleinement et de manière significative au processus ?

Avant une réunion ou une consultation

1. Quelle heure/date serait la plus appropriée pour planifier une réunion de manière à ne pas impacter ou limiter la participation des jeunes (p. ex., les jeunes d'âge scolaire peuvent ne pas être en mesure de participer pendant les heures de classe, tandis que les jeunes femmes peuvent avoir des difficultés à participer aux réunions du soir en raison de responsabilités domestiques, d'interdictions culturelles ou de risques accrus pour leur sécurité la nuit) ?
2. Les objectifs de cette réunion/consultation sont-ils clairement définis ? Ont-ils été bien communiqués à tous les jeunes participants ?

3. La réunion/consultation serait-elle plus efficace si elle était conçue et organisée en concertation avec les jeunes eux-mêmes ?
4. Quel serait le meilleur format pour cette réunion/cet événement ? Quelle méthodologie pourrait nous permettre de créer un espace sûr et dynamique pour que les jeunes puissent dialoguer entre eux ?
5. Si la réunion comprend la participation d'autres parties prenantes (en particulier des personnes autres que des jeunes), comment pouvons-nous garantir que les voix des jeunes ne seront pas réduites au silence ou ignorées (intentionnellement ou non) par les autres participants ?
6. Devons-nous prendre des dispositions spécifiques pour permettre une participation significative des jeunes pendant la réunion (p. ex., fournir des traductions dans les langues locales, une interprétation en langue des signes et/ou prendre en charge les frais de transport) ?
7. Y a-t-il suffisamment d'informations disponibles pour permettre à tous les jeunes de prendre des décisions éclairées pendant la réunion ? Si ce n'est pas le cas, comment pourrions-nous les informer de manière appropriée sur la réunion et l'ordre du jour ?

Lors d'une réunion ou d'une consultation

1. Les participants ont-ils été informés des objectifs et du format de la réunion, ainsi que des personnes qui seront présentes ?
2. Quelles règles de base peuvent être convenues avec les participants pour assurer un environnement respectueux et collaboratif tout au long de la réunion ?
3. Comment pouvons-nous veiller à ce que la discussion ne soit pas dominée par un seul groupe ? Quels mécanismes/quelles stratégies pouvons-nous utiliser pour garantir que la voix des jeunes ne soit pas étouffée pendant la réunion ? Des stratégies/mécanismes spécifiques sont-elles(ils) nécessaires pour amplifier la voix des jeunes femmes ?
4. Comment pouvons-nous nous assurer que le format/la méthodologie choisi(e) pour la réunion fonctionne pour nos jeunes participants et nous permettra d'atteindre nos objectifs ? Y aura-t-il des possibilités d'adapter ou de changer la méthodologie au cours de la réunion elle-même ?
5. Quels indicateurs pourrions-nous utiliser pour évaluer la qualité de la participation des jeunes lors de la réunion ? (Se sont-ils exprimés ?) Ont-ils voté au sein d'un comité ? Leurs suggestions ont-elles été prises en compte par l'ensemble du groupe ?
6. Comment pouvons-nous veiller à la prise en compte de tous les points de vue, commentaires et suggestions que les jeunes font au cours de la réunion ?
7. Avons-nous clairement indiqué aux jeunes l'usage qui sera fait de leurs contributions après la réunion et quelles seront les prochaines étapes ?

Après une réunion ou une consultation

1. Avons-nous été en mesure d'assurer une participation significative et diversifiée des jeunes à la réunion ? Qu'en pensent les jeunes participants ? Sinon, qu'aurait-on pu faire différemment ? Si oui, quelles ont été les bonnes pratiques et les enseignements tirés ?
2. La réunion a-t-elle contribué à changer les opinions des aînés/autorités sur les jeunes ?
3. Les recommandations/suggestions faites par les jeunes lors de la réunion ont-elles été intégrées dans nos politiques/programmes ?
4. Avons-nous fourni un retour d'information aux jeunes sur la façon dont leurs contributions/recommandations permettront de façonner le projet à l'avenir ?

représentés par un acteur (non-jeune) chargé de relayer leur voix. Qui plus est, pour renforcer la redevabilité, les jeunes doivent bénéficier d'un retour d'information sur la manière dont leur contribution sera prise en considération.

Ils doivent également disposer d'un moyen de recours ou de réclamation au cas où ils percevraient que les résultats du processus et/ou de la décision prise ne reflètent pas correctement leurs points de vue et perspectives.

Bien que la grande majorité des jeunes qui participe actuellement le fasse sur une base volontaire, notre engagement pour parvenir à une inclusion plus générale des jeunes plus difficiles à sensibiliser ou vulnérables doit nous obliger à envisager de prendre des mesures supplémentaires – telles que des incitations financières ou une prise de dispositions pour assurer le transport et la garde d'enfants –, afin de pouvoir étendre la possibilité de partenariat à ceux qui sont généralement réduits au silence et ignorés.

Alors que nous recherchons une participation plus large et plus significative des jeunes et encourageons un rapprochement plus étroit avec les porteurs de devoirs et une plus grande sensibilité de leur part, l'appréciation du risque de nuire doit se trouver au premier plan et au centre de la conception des politiques, des processus et des projets des Nations Unies.

Bien que le principe « ne pas nuire » s'applique à l'ensemble du travail des Nations Unies, différents types de paramètres et de priorités de programme peuvent nécessiter une attention particulière lorsque l'on travaille avec des jeunes ou que l'on applique une perspective « jeunes ». Les adolescents plus jeunes

ou ceux issus de groupes linguistiques minoritaires, par exemple, peuvent avoir besoin de niveaux de protection plus élevés que leurs pairs plus âgés et la prévision d'étapes supplémentaires peut se révéler nécessaire pour obtenir leur consentement.

Quant aux risques inhérents aux contextes, la programmation dans des situations de conflit présente des degrés de risque accrus pour les jeunes, et les équipes de projet doivent activement chercher à les atténuer et les surveiller en permanence. L'importance d'identifier les risques spécifiques, auxquels différentes cohortes de jeunes sont confrontées concernant l'ensemble des paramètres de programme, souligne le rôle essentiel que jouent les analyses de conflit dans la planification et la programmation tenant compte des conflits.

En termes pratiques, lorsque les équipes envisagent une participation significative des jeunes, certains aspects demandent à être soigneusement examinés. Par exemple, il est important de reconnaître le fait que le terme « jeunes » ne décrit pas un bloc homogène d'acteurs qui ont les mêmes objectifs, des opinions similaires et le même accès au pouvoir. Les jeunes sont aussi divers que la population en général et subissent souvent des formes multiples et intersectionnelles de discrimination et de marginalisation.

Compte tenu de cette diversité, il se peut que, dans le cas de certaines populations de jeunes, l'on soit tenu d'adopter des approches différentes et spécifiques pour assurer leur participation ; cela signifie que l'on attend éventuellement du personnel des programmes qu'il fasse des efforts particuliers pour sensibiliser les jeunes marginalisés, qui sont souvent exclus des efforts de consolidation de la paix.

Planification et réalisation d'une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes

Comprendre ce qu'est une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes

Une analyse des conflits est la base sur laquelle reposent la planification stratégique et la conception de programmes en faveur de la pérennisation de la paix. Presque toutes les directives des Nations Unies applicables aux programmes de transformation de conflits et de consolidation de la paix soulignent l'importance de mener une analyse des conflits avant de planifier et de concevoir une intervention axée sur les jeunes et tenant compte des questions de genre⁴³.

Malgré cela, les analyses de conflit ne tiennent généralement pas compte de l'action des jeunes dans leurs communautés et négligent la manière dont les conflits peuvent affecter les jeunes différemment.

Dans ce contexte, ce chapitre :

- Explorera les avantages de veiller à ce qu'une analyse des conflits tienne compte de la situation des jeunes et les désavantages associés à l'exclusion des jeunes du processus.
- Fera des propositions étape par étape sur la manière d'encourager une participation réelle des jeunes et d'appliquer une perspective « jeunes » tout au long des différentes étapes d'un processus d'analyse des conflits.

De nombreuses directives et ressources efficaces d'analyse des conflits sont déjà en place, dont certaines sont énumérées à l'annexe de ce chapitre. Cependant, par défaut, ces outils ne tiennent généralement pas compte du point de vue des jeunes. Par conséquent, ce chapitre n'a pas vocation à servir de guide exhaustif sur la manière de mener une analyse des conflits. Il vise plutôt à compléter les outils existants en fournissant des directives concernant l'application de la perspective « jeunes » à l'analyse des conflits.

Définir une analyse des conflits tienne compte de la situation des jeunes

Le but d'une analyse des conflits est de fournir une description du contexte du conflit, de la dynamique du conflit, des acteurs impliqués et des opportunités de paix qui soit fondée sur des éléments probants. Une analyse exhaustive des conflits contribuera à l'élaboration de programmes de consolidation de la paix et à des prises de décisions politiques plus efficaces grâce à un meilleur éclairage de la situation.

43 Cf., par exemple, (1) CDA Collaborative Learning Projects (2016). Reflecting on Peace Practice (RPP) Basics – A Resource Manual. Cambridge, Massachusetts; (2) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (2016). Guide to: Conflict Analysis New York. Disponible sur http://s3.amazonaws.com/inee-assets/resources/Guide_to_Conflict_Analysis_-_UNICEF_Nov_2016.pdf; (3) YouthPower Learning (2017). Promising Practices in Engaging Youth in Peace and Security and PVE/CVE – Summary of Key Interventions and Examples. Washington, D.C.

Les analyses de conflit peuvent varier considérablement en portée et en ampleur. Une analyse des conflits peut examiner le contexte du conflit aux niveaux national, régional, local ou communautaire ou en relation avec des secteurs ou des thèmes spécifiques, tels que l'éducation et la santé. Ces analyses comprennent généralement différents éléments et des analyses spécifiques qui se renforcent mutuellement. Certains éléments communs sont illustrés à la Figure 4.

Une analyse des conflits est effectuée à partir d'un processus comprenant différentes étapes cartographiques et analytiques impliquant la participation de divers acteurs. Lorsqu'il est mené de manière inclusive et participative, ledit processus consistant à réaliser une analyse des conflits peut également servir de moyen de dialogue et de médiation, ainsi que de point d'entrée pour une réconciliation. Cette démarche a l'avantage de pouvoir améliorer la validité de l'analyse, accroître la confiance dans les processus de prise de décision et ouvrir la voie à des partenariats plus étroits.

Les Nations Unies emploient un certain nombre de processus qui peuvent sembler similaires à une analyse des conflits. À titre d'exemple, citons⁴⁴ :

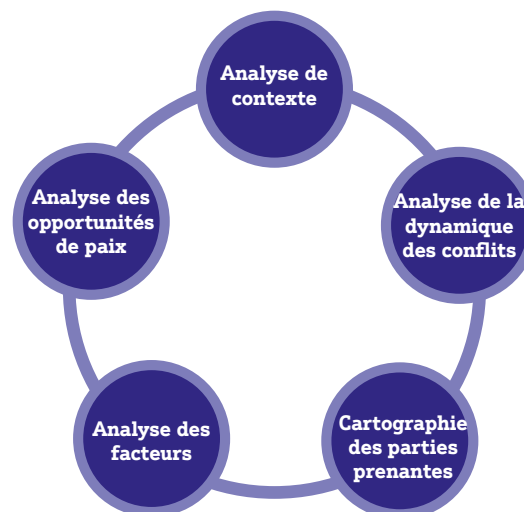
- les évaluations de relèvement et de consolidation de la paix
- les bilans communs de pays
- des aperçus des besoins humanitaires

Ces processus examinent différents aspects du pays ou des contextes régionaux dans lesquels les Nations Unies œuvrent pour éclairer la planification stratégique et le suivi continu de la situation ou du programme.

Toutefois, le but de ces exercices est différent de celui d'une analyse des conflits. En effet, ils adoptent une vision plus large de la situation permettant d'acquérir une compréhension globale des facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels prévalant dans un contexte donné. Cette vision plus élargie aide les Nations Unies à comprendre les obstacles auxquelles elles se heurtent et les moyens dont elles disposent

44 Précédemment appelées évaluations des besoins post-conflit

FIGURE 4 : Exemple d'éléments communs d'une analyse des conflits



quand il s'agit d'aider les gouvernements nationaux et locaux et les communautés à faire avancer leurs objectifs de développement et à se préparer aux situations d'urgence et à y répondre.

En revanche, les analyses de conflit visent explicitement à comprendre les facteurs actuels et historiques qui alimentent les conflits ou favorisent la paix et la cohésion sociale. Elles sont utilisées à deux fins importantes mais distinctes :

- éclairer une programmation tenant compte des conflits et respectant la notion consistant à « ne pas nuire »
- indiquer des points d'entrée efficaces pour les programmes de consolidation de la paix.

Les analyses de conflit permettent également d'identifier comment des vulnérabilités multiples et simultanées peuvent exacerber ou renforcer les facteurs de conflit en produisant une instabilité sociale, en érodant la confiance dans les institutions gouvernantes et en brisant la confiance sociale. Parmi des exemples de ces vulnérabilités, citons un manque de préparation aux catastrophes naturelles et/ou aux défis liés au climat.

Les analyses de conflit et les Nations Unies

Quel que soit leur contexte, tous les pays sont tenus d'effectuer des analyses de conflit, afin de garantir que les programmes des Nations Unies tiennent compte des conflits en identifiant comment les acteurs et les dynamiques peuvent poser un certain nombre de risques dans un contexte donné.

Une analyse des conflits fait généralement partie du bilan commun de pays que les équipes de pays des Nations Unies réalisent avant d'élaborer un cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable⁴⁵.

Par ailleurs, étant donné que l'identité, les capacités, les affiliations politiques et même le genre des partenaires peuvent avoir une incidence sur la façon dont les Nations Unies sont perçues, ou sur les lieux où elles peuvent fournir des services ou des programmes, les considérations de sensibilité aux conflits dépassent les opérations thématiques des Nations Unies : elles englobent les organisations mêmes avec lesquelles les Nations Unies s'associent pour fournir ses services ou des programmes. En conséquence, les analyses de conflit peuvent permettre aux Nations Unies d'éviter de causer des préjudices et d'exacerber des tensions et des inégalités existantes, en anticipant la manière dont l'interaction entre les acteurs et les facteurs pourrait menacer le contexte du conflit, les programmes et mettre en jeu la réputation des Nations Unies.

Pour autant, le travail des Nations Unies ne se limite souvent pas simplement à s'assurer qu'il ne cause pas de préjudices, il s'emploie aussi à avoir un effet positif sur les moteurs de conflit et les facteurs d'instabilité par la voie de la consolidation de la paix. De ce point de vue, l'analyse des conflits a pour objectif de faire progresser la consolidation de la paix en orientant les programmes de sorte qu'ils aient un impact positif sur les facteurs et acteurs clés du conflit et de la paix.

45 Cf. Groupe des Nations Unies pour le développement durable (2019) Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable – Directives internes. Publication des Nations Unies. Disponible sur https://unsdg.un.org/sites/default/files/2019-10/FR_UN%20Sustainable%20Development%20Cooperation%20Framework%20Guidance.pdf.

Il s'agit d'une distinction importante qui sépare les bons programmes de consolidation de la paix des bons programmes qui se déroulent fortuitement dans des situations de conflit. Les programmes de consolidation de la paix doivent chercher intentionnellement à s'attaquer aux facteurs de conflit, y compris les causes profondes, et à soutenir les voies de la paix.

Les jeunes et l'analyse des conflits

Étant donné que les analyses de conflit sont au cœur de la manière dont les Nations Unies élaborent leurs stratégies et programmes de pays, les acteurs, les défis et les opportunités de paix mentionnés et ceux qui sont omis ont de sérieuses implications sur la façon dont les Nations Unies comprennent le contexte et fixent les priorités.

Sur ce point, les analyses de conflit ont généralement donné des résultats décevants lorsqu'il s'agit de comprendre le rôle des jeunes et l'impact différentiel du conflit sur les jeunes.

Les conflits imposent souvent des fardeaux presque insurmontables aux jeunes, car ces derniers sont notamment :

- les plus affectés par l'effondrement ou les échecs du secteur de l'éducation, ainsi que par le manque de formation et d'emplois/possibilités d'emploi décent
- les plus affectés par la criminalité et la violence, en particulier les homicides, et les VBG, y compris les violences sexuelles
- les plus susceptibles d'être recrutés dans les forces armées⁴⁶
- les plus susceptibles de porter le traumatisme (vécu ou hérité) des conflits pendant des années et des décennies après un conflit⁴⁷.

46 Cependant, les conflits violents peuvent également entraîner des changements rapides dans les normes sociales. La consolidation de la paix offre des opportunités de réinsérer les jeunes ou de soutenir leur inclusion dans la vie civile pacifique, les processus politiques et les marchés du travail. Le Programme des Nations Unies Youth Global Programme for Sustainable Development and Peace, 2016–2020, est disponible sur <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/Youth-GPS.html>.

47 <https://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/factsheets/youth-armed-conflict.pdf>.

Cela dit, lorsqu'il est fait mention des jeunes dans les analyses de conflit, ils sont fréquemment identifiés soit uniquement comme des agresseurs, ce qui désigne généralement les jeunes hommes, soit comme des victimes, ce qui désigne souvent implicitement les jeunes femmes⁴⁸.

Même la manière dont sont utilisés des tropes ou des concepts qui ne concernent pas directement la violence – par exemple, des phénomènes tels que « l'explosion démographique des jeunes » et le « chômage des jeunes » – peut implicitement évoquer la menace de jeunes hommes prêts à rejoindre des groupes violents ou des milices armées pour obtenir ce qu'ils veulent par la force ou recevoir une rémunération en l'absence de salaire⁴⁹.

Ces stéréotypes sur les jeunes conduisent à des hypothèses erronées qui attribuent beaucoup trop de pouvoir à l'idée que le comportement négatif des jeunes hommes a une influence décisive sur la trajectoire de paix et de développement d'un pays. De même, ils attribuent également beaucoup trop peu de pouvoir aux expériences des jeunes femmes, qui peuvent jouer des rôles aussi divers que leaders, combattantes révolutionnaires ou artisanes de la paix au niveau local.

En réalité, au sein des organes de décision, dans le cadre de processus d'élaboration de politiques et de consultations significatives, les jeunes sont le plus

souvent absents des analyses et se voient refuser l'accès et la capacité d'agir, ce qui limite l'impact de leurs contributions et freine leur participation à la vie civique⁵⁰.

Pourquoi produisons-nous des analyses de conflits qui excluent les jeunes ou les traitent comme un groupe homogène ?

L'une des raisons en est que les données existantes sur lesquelles reposent les analyses ne sont souvent pas désagrégées. Il est donc difficile d'examiner comment certains éléments clés du contexte produisent des résultats différents pour des populations différentes, telles que les jeunes enfants, les minorités ethniques, les jeunes handicapé(e)s, les jeunes de différentes orientations sexuelles ou identités de genre, et les jeunes de différentes castes⁵¹.

Ce manque de données explique que les jeunes soient fréquemment exclus des consultations avec les parties prenantes, des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés organisés au cours d'une analyse des conflits, ou soient traités de manière purement symbolique⁵². Qu'il s'agisse d'un simple oubli ou parce qu'on suppose que la voix des jeunes n'est pas assez importante pour être incluse dans la collecte de données, ces omissions constituent une grave lacune dans la méthodologie d'analyse des conflits. Si nous ne pouvons pas « voir » l'éventail complet de la population des jeunes dans la description des situations, il est difficile de prendre en compte leurs situations et leurs rôles dans un contexte de conflit, leurs besoins, leurs capacités, leurs objectifs, leurs ressources et leurs difficultés lorsque nous concevons des programmes d'intervention.

48 Programme des Nations Unies pour le développement (2006). *Youth and Violent Conflict*. New-York, p. 11.

49 Le terme « explosion démographique des jeunes » fait référence à la réalité démographique des pays comptant une importante population de jeunes, tandis que le « chômage des jeunes » fait référence aux difficultés des jeunes à trouver un emploi rémunérateur ou un moyen de subsistance. Bien qu'aucun de ces termes n'implique nécessairement des notions critiques de la jeunesse, les associations négatives ont été motivées par une analyse erronée des corrélations statistiques entre les jeunes et le conflit ou la paix. Bien que les études indiquent une corrélation statistique modérée entre les pays dotés de niveaux de paix plus élevés et des populations de jeunes plus petites, cette corrélation n'est pas un lien de causalité. Il convient de noter que certains des pays les moins pacifiques du monde n'ont pas de grandes cohortes de jeunes et que tous les pays comptant une importante population de jeunes ne souffrent pas de conflits. Cf. Hagerty, T. (2017). « *Data for youth, peace and security: a summary of research findings from the Institute for Economics & Peace* ». Sydney : Institute for Economics & Peace.

50 Ibid., p. 6 ; et Réseau uni des jeunes artisans de la paix (2015). *Agreed Language on Youth, Peace and Security – A Report by the United Network of Young Peacebuilders*. La Haye, Pays-Bas, pages 11-13.

51 Nations Unies (2020). *World Youth Report – Youth and the 2030 Agenda for Sustainable Development*, p. 75.

52 lo-Liyong, A. (2015). « 11 ways to help young people », 4 juin. Disponible sur <https://www.weforum.org/agenda/2015/06/11-ways-to-help-young-people-in-conflict-zones/>.

Analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes

Comprendre la nature hétérogène de la démographie des jeunes est essentiel pour bien tenir compte des jeunes. Une approche de l'analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes ne permet pas seulement de mieux comprendre la situation des jeunes en général et les « problèmes des jeunes » spécifiques ; elle nous permet également de faire la lumière sur un certain nombre de perspectives en rapport avec le contexte global et la dynamique d'un conflit, ainsi qu'à mieux comprendre, par exemple, comment l'âge peut être lié aux causes profondes et aux moteurs du conflit, de même qu'aux opportunités de paix.

Une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes peut donc permettre de comprendre :

- comment sont décrits les jeunes de milieux et d'identités de genre divers et comment on définit les jeunes, en fonction du contexte culturel, social et économique
- comment les stéréotypes, les normes et les structures de pouvoir basés sur l'âge et le genre sont liés aux divers aspects et dynamiques d'un conflit
- la connexion entre les jeunes et les autres générations et identités sociales
- comment un conflit affecte les droits, les besoins et les opportunités des jeunes femmes et jeunes hommes de divers milieux
- comment les jeunes femmes et jeunes hommes de milieux différents s'organisent et quels rôles ils jouent dans le processus de conflit et de consolidation de la paix
- quels facteurs de rejet et d'attraction influencent les décisions et les comportements des jeunes en cas de conflit.

En explorant ces aspects, une analyse des conflits tenant compte de la situation des genres et du genre peut contribuer au renforcement des aspects des programmes de paix et de sécurité fondés sur les droits. En outre, si cette analyse est réalisée de manière participative, elle peut également servir de première étape pour combler le fossé séparant les jeunes des décideurs, et ainsi contrer les thèses incorrectes et les mythes politiques dont fait l'objet la démographie des jeunes.

Planification et réalisation d'une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes

Phase 1 – Préparation et conception

1 Préparation et conception

2 Collecte et analyse des données

3 Validation et assurance-qualité

4 Rédaction de rapports et partage d'informations

Avant de commencer à collecter des données et à les analyser, il est important de consacrer du temps à la définition précise de l'objectif, de la portée et de l'approche méthodologique de l'exercice d'analyse des conflits. Cela consiste à identifier le manque de données et à se prononcer sur les informations qui doivent être collectées par qui, auprès de qui, comment et quand.

Du point de vue de la prise en compte de la situation des jeunes, il vous faut :

- déterminer le degré et le mode de participation des jeunes qui sont nécessaires et réalisables tout au long des différentes étapes de l'exercice d'analyse des conflits
- identifier les risques et les obstacles potentiels auxquels les jeunes pourraient être confrontés lorsqu'ils participent au processus et identifier des stratégies d'atténuation
- identifier et convenir de pratiques et de codes de conduite qui soutiendront une véritable participation des jeunes de milieux et d'identités de genre différents
- affecter des ressources financières et renforcer les capacités des responsables de la mise en œuvre et des membres de l'équipe, afin qu'ils sachent comment appliquer une perspective « jeunes » et puissent établir un dialogue constructif avec les jeunes tout au long de l'exercice.

« Envisagez la possibilité que les jeunes codirigent le processus d'analyse des conflits. »

Lorsque vous lancez une analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes, déterminez si le processus dans son ensemble, ou certains de ses éléments, peut être codirigé ou entièrement dirigé par les jeunes. Au minimum, assurez-vous qu'un groupe diversifié de jeunes et/ou d'organisations dirigées par des jeunes ou axées sur les jeunes sont représentés au sein de l'équipe menant l'analyse et qu'ils participent aux groupes de travail chargés de concevoir et d'effectuer la collecte de données ou de rédiger des sections spécifiques du rapport.

Outre la participation des jeunes à la conception du processus, à la collecte et à l'analyse des données, il faut aussi envisager leur participation aux exercices de validation et d'examen dans les groupes de référence, à des étapes pertinentes du processus.

REPRÉSENTATION DES JEUNES

Lorsque vous invitez des jeunes à participer à un processus d'analyse des conflits, soyez conscient des sensibilités concernant « qui peut représenter qui ». En particulier, lors de l'identification de jeunes dans le but qu'ils participent à la conduite ou à l'éclairage de l'analyse au sein des groupes de parties prenantes ou de référence, ou en tant que sujets de la collecte de données, assurez-vous que la sensibilisation s'étend

« N'attendez pas la fin du processus pour mener un exercice de validation avec les jeunes, car le temps manquera pour aborder les préoccupations et les omissions qui leur sont spécifiques. »

aux groupes fréquemment marginalisés ou exclus. Cela inclut les jeunes :

- de différentes tranches d'âge
- en situation de handicap
- d'identités de genre diverses
- issus de groupes sous-représentés, tels que les communautés autochtones et les communautés des zones rurales.

Étant donné que l'objectif de l'analyse des conflits consiste à examiner les rôles des acteurs clés dans les conflits et de saisir la manière dont d'autres personnes contribuent à la paix, les informations découlant d'une analyse des conflits peuvent alarmer certaines parties prenantes puissantes.

« La participation des jeunes à votre exercice d'analyse des conflits peut les exposer à des risques. Ce n'est pas une raison pour les exclure, mais une raison pour repenser les méthodes. »

L'identification de la manière dont la corruption institutionnelle ou un manque de redevabilité et d'inclusivité érode la confiance du public ou délégitime les institutions de sécurité, ou de la manière dont les membres de la communauté locale se réunissent pour défendre les droits d'autres personnes marginalisées, implique des acteurs puissants dans une dynamique négative. Elle expose également potentiellement ceux qui travaillent pour la paix et contre les acteurs puissants qui profitent du conflit.

Ainsi, le fait d'inviter un groupe diversifié de jeunes à participer à l'analyse des conflits – que ce soit en collectant des données, en partageant des expériences personnelles d'insécurité, en exprimant des griefs ou en analysant des éléments de preuve qui indiquent le rôle déstabilisateur d'intérêts puissants – peut les exposer à des risques.

Cela ne doit pas constituer une raison d'exclure les jeunes de la participation au processus d'analyse des conflits.

En fait, cela souligne l'obligation des Nations Unies de veiller à ce que la manière dont les jeunes participent au processus et dont leurs données et analyses sont utilisées ne les mette pas en danger. En vous acquittant de cette obligation, ne décidez pas au nom des jeunes des dangers auxquels ils sont confrontés ; – consultez toujours les jeunes directement sur les risques auxquels ils sont exposés et encouragez-les à proposer des idées et des moyens d'atténuer ces risques.

De même, l'équipe doit toujours être attentive et tâcher d'atténuer les limitations potentielles à une participation réelle des jeunes, que des dynamiques de pouvoir négatives entre les jeunes et les non-jeunes pourraient entraîner, lorsqu'elle planifie, par exemple, des réunions des groupes de référence ou des consultations élargies. Il est donc capital de concevoir le processus avec soin et de s'assurer que toute réunion qui aura lieu pendant le processus tient compte des pratiques culturelles qui pourraient faire que certains jeunes trouvent difficile de dénoncer des aînés, voire même de simplement s'exprimer.

Il est conseillé de collaborer avec les jeunes lors de la phase de planification pour identifier les codes de conduite, les pratiques et les approches nécessaires qui seront appliqués tout au long de l'exercice. Ils pourraient vous donner des informations sur des limitations spécifiques auxquelles les jeunes sont confrontés et dont vous n'êtes pas au courant ou des solutions auxquelles vous n'avez pas pensé. (Vous trouverez au Chapitre 1 du présent manuel des conseils utiles sur la façon de planifier des réunions et des consultations tenant compte de la situation des jeunes.)

« Une participation réelle à l'analyse des conflits nécessite souvent des ressources et un soutien logistique. »

Lorsque vous recherchez la participation des jeunes, par exemple, à la collecte de données, aux groupes de référence, aux consultations des parties prenantes ou aux groupes de travail, envisagez de fournir un soutien financier pour couvrir les coûts tels que le transport pour se rendre aux réunions ou de proposer une petite rémunération pour permettre la participation des jeunes qui n'ont pas beaucoup de moyens.

« Lorsque vous mobilisez des jeunes/adolescents encore très jeunes, n'oubliez pas de demander l'autorisation des parents et de mettre en place des protocoles de sécurité et de protection. »

Cela implique une collaboration avec le personnel administratif et logistique pour identifier des solutions de remboursement des frais lorsqu'il n'est pas possible de vérifier les dépenses et/ou de permettre le remboursement des frais dus aux interprètes et aux personnes accompagnatrices des mineurs et des personnes handicapées ou liés à d'autres besoins.

Si les jeunes doivent travailler avec d'autres parties prenantes lors du processus d'analyse des conflits, demandez-vous s'ils pourraient avoir besoin d'un soutien ou d'une formation, avant de lancer le processus, afin de renforcer leur confiance ou leurs compétences en plaidoyer – surtout s'ils n'ont jamais participé à un processus similaire.

Il est également important de réfléchir au type de soutien ou de formation dont les membres de l'équipe et les consultants pourraient avoir besoin avant d'entamer un processus d'analyse des conflits, afin de renforcer leur capacité à s'associer avec des jeunes et à adopter une approche tenant compte de la situation des jeunes dans leur travail.

Par ailleurs, dans certains contextes, en particulier ceux touchés par un conflit, les tentatives de rassembler des jeunes représentant différentes communautés peuvent déclencher des réactions négatives parmi les membres de la communauté et de la famille. Selon le contexte, envisagez d'opérer avec discrétion ou de lancer des communications et d'autres initiatives promouvant un schéma positif de coopération intercommunautaire pour soutenir et autonomiser les jeunes artisans de la paix.

TERMES DE RÉFÉRENCE

Un élément central de la phase de planification et de conception d'une analyse des conflits est la rédaction des termes de référence (TdR). Ce sont les termes de référence qui clarifient l'objectif de l'analyse des conflits, établissent la portée et les délais de l'exercice et fournissent des conseils aux responsables de la mise en œuvre sur ce qu'il faut faire et comment.

À moins que cela ne soit explicitement demandé dans les TdR, les chances que les jeunes et leurs points de vue soient pris en compte tout au long d'une analyse des conflits sont plutôt faibles. Il est donc essentiel d'inscrire dans les termes de référence l'application d'une perspective « jeunes » et divers

modes de participation des jeunes afin de garantir que l'analyse des conflits est sensible aux jeunes. Cela augmentera la probabilité que le produit final saisisse correctement la dynamique et les points de vue des parties prenantes qui constitueront la base d'une action adaptée aux jeunes.

PRÉPARATION À LA COLLECTE DE DONNÉES

Avant de commencer la collecte de données, nous devons savoir si les données dont nous avons besoin sont disponibles ou non. Pour cela, il faut effectuer une analyse des lacunes. Cette analyse constitue une étape essentielle, car l'absence de données ou d'éléments probants peut conduire à des analyses de contexte incomplètes ou inexactes.

Du point de vue des jeunes, une analyse des lacunes implique la collecte de toutes les données primaires et secondaires disponibles sur la situation des jeunes, permettant d'identifier ce que nous pourrions déjà savoir et ce que nous ignorons sur la situation spécifique des jeunes.

Malheureusement, les données disponibles dans la plupart des contextes ne sont pas désagrégées par âge ou par sexe, et l'expérience spécifique des jeunes



ORIENTATION PROGRAMMATIQUE

ENCADRÉ 10 : Suggestions utiles pour la rédaction des TdR

Veillez à ce que les TdR stipulent que des données sur les conditions de vie et les réalités des jeunes seront collectées quel que soit leur niveau de participations tout au long du processus.

Veillez à ce que les TdR décrivent explicitement comment et quand la participation des jeunes sera assurée, par exemple lors de la validation des résultats pour garantir que leurs points de vue soient fidèlement reflétés.

Si les TdR fournissent un aperçu de la structure et du contenu du rapport, assurez-vous que des informations spécifiques aux jeunes sont incluses dans l'aperçu du rapport et identifiez

le type de données spécifiques aux jeunes qui seront collectées.

Veillez à ce que les TdR stipulent que des ressources financières seront allouées à la participation et à la sensibilisation de jeunes de différents milieux, y compris les jeunes difficiles à atteindre.

Lors de l'embauche de consultants externes, assurez-vous que les descriptions de poste s'adressent explicitement à des spécialistes ayant une expérience des programmes avec les jeunes et/ou incluent de jeunes consultants qualifiés.

« Un investissement initial dans les capacités des jeunes concernant la collecte de données peut offrir des avantages du point de vue de l'inclusion des jeunes tout au long du cycle du programme. »»

ne ressort pas souvent dans les études existantes. Pour combler ce manque d'éléments probants, de nouvelles enquêtes ou études sur des sujets particulièrement pertinents pour les jeunes pourraient être sollicitées. Les sujets de ces nouveaux rapports, ainsi que les méthodes pour les élaborer, doivent être décidés en concertation avec un groupe diversifié de jeunes. Un tel processus de prise de décision participatif pourrait inclure l'organisation de consultations et de plateformes de dialogue.

De même, les outils et méthodes de collecte de données appliqués tout au long de l'exercice d'analyse des conflits doivent également être adaptés aux jeunes et favoriser leur inclusion. Si possible, l'équipe chargée de mener la collecte de données doit envisager l'utilisation d'une variété de techniques de collecte de données pour sensibiliser divers groupes de jeunes, y compris les groupes dirigés par des jeunes femmes. Ces techniques peuvent inclure :

- des examens documentaires de rapports, d'études et d'articles rédigés par des jeunes et/ou des organisations de jeunes
- des entretiens d'informateurs clés avec des représentants d'organisations et de groupes de jeunes
- des groupes de discussion intergénérationnels et/ou groupes genrés
- du « crowdsourcing » via les téléphones mobiles et les médias sociaux pour obtenir la contribution d'un vaste groupe de jeunes vivant dans des régions éloignées les unes des autres
- des sondages d'opinion publique visant à explorer les attitudes à l'égard des jeunes femmes et jeunes hommes, et les perceptions de ceux-ci, au sein de la société.



INSPIRATION

ENCADRÉ 11 : Initiatives

Voici quelques exemples d'initiatives qui utilisent des plateformes de dialogue pour inclure les jeunes dans la prise de décision et la conception :

Plateforme dve jeunes « Dialogue for the future » en Bosnie-Herzégovine

Projet Peace and Community Cohesion au Soudan du Sud

Participation des jeunes femmes et des jeunes hommes à la gouvernance dans 20 communautés sujettes aux conflits en Guinée.

Collaboration YouTube Creators for Change



CONSEIL – SUGGESTION

ENCADRÉ 12 : Lectures recommandées

Save the Children propose un guide par étape de collecte de données dirigée par les jeunes :

Dersham, L., et autres (2011). The Youth Conflict & Tolerance Survey Tool Guidebook. Londres : Save the Children.

Il est recommandé, dans le cadre de la phase préparatoire, de mandater, de former et d'équiper les jeunes pour collecter et analyser des données qui reflètent de manière significative les préoccupations, les besoins et les aspirations des jeunes et qui leur parviennent par le biais de moyens et de médias adaptés aux jeunes. Investir dans les capacités des jeunes au début du processus peut offrir des avantages du point de vue de l'inclusion des jeunes tout au long du cycle de programmation.



ENCADRÉ 13 : Suggestions utiles pour la préparation de la collecte de données

Au minimum, examinez si les données existantes sont suffisamment désagrégées pour faire ressortir les différences entre les jeunes et la population en général, ainsi que la diversité parmi la population des jeunes, y compris par âge, sexe, classe socioéconomique, région géographique, caste, identité ethnique et handicap.

Examinez les outils de collecte et d'analyse de données existants des Nations Unies, du gouvernement et des autres principaux participants à l'analyse des conflits, afin de déterminer s'ils appliquent ou non une perspective « jeunes ».

Examinez les rapports et les études pertinents des agences des Nations Unies et des opérations de paix potentielles (en particulier la Police des Nations Unies)⁵³, du gouvernement et d'autres parties prenantes clés du point de vue des jeunes.

53 Dans les contextes de mission, il se peut que le personnel de maintien de la paix, comme la Police des Nations Unies et ses homologues civils tels que les Affaires civiles, procède déjà à des exercices de connaissance de la situation et possède un savoir approfondi de la dynamique des communautés locales. Ces connaissances doivent être exploitées de manière à produire une vue d'ensemble plus large de l'environnement, bien qu'il soit important de prêter attention à la façon dont les efforts existants tiennent compte de la situation des jeunes.

Cartographiez les rapports et les études, élaborés par les jeunes et leurs organisations, qui sont d'intérêt pour l'exercice.

Assurez-vous que des systèmes solides sont en place en ce qui concerne la manière dont les données fournies par les jeunes et sur les jeunes seront codées, stockées, utilisées et partagées, ainsi que le nom des personnes que les jeunes peuvent contacter s'ils ont des questions à poser par la suite.

Assurez-vous que les consultants disposent des connaissances et des capacités suffisantes pour appliquer une perspective « jeunes » à leur travail, analyser des données spécifiques aux jeunes, former des partenaires avec des jeunes et utiliser les données que ceux-ci génèrent.

Lors de la conception d'exercices de collecte de données et d'établissement de groupes de référence et d'exercices de validation, assurez-vous que les acteurs clés, les institutions et les ministères qui sont importants pour les jeunes sont inclus en tant qu'informateurs ou membres clés.

En ce qui concerne la sensibilisation des jeunes s'agissant des groupes de discussion focalisés, essayez, dans la mesure du possible, de combiner divers moyens de sensibilisation, tels que les sondages en ligne, les appels à candidatures ouverts, les organisations de la société civile, les écoles et les réseaux de jeunes, pour obtenir des informations sous différents angles.

Phase 2 – Collecte et analyse des données

Lorsque vous collectez des données pour votre analyse des conflits dans le cadre d'entretiens avec les parties prenantes, de discussions de groupe, d'examens documentaires, etc., vous devez veiller à collecter des informations correspondant à tous les éléments essentiels d'une analyse des conflits.

Du point de vue des jeunes, cela suppose collecter un ensemble de données contenant non seulement des informations descriptives sur la situation des jeunes dans le contexte donné, mais aussi des informations sur la façon dont les jeunes femmes et les jeunes hommes perçoivent la dynamique, les facteurs et

1. Préparation et conception

2. Collecte et analyse des données

3. Validation et assurance-qualité

4. Rédaction de rapports et partage d'informations

les acteurs du conflit, et s'y identifient, ainsi que sur la façon dont les autres parties prenantes perçoivent les jeunes.

Cette section contient un bref aperçu des différentes strates analytiques et des recommandations sur les données à collecter et à analyser pour protéger la sensibilité des jeunes.

ANALYSE DE CONTEXTE

Une analyse du contexte utilise les études, les données et les éléments probants recueillis dans l'analyse des lacunes. Le but d'une telle analyse est de permettre aux équipes de projet de mieux comprendre les facteurs politiques, économiques, socioculturels, de genre et démographiques éventuellement corrélés avec le conflit et qui pourraient entraver ou faciliter leur intervention à la fois à court terme et à long terme.

Une analyse du contexte sensible aux jeunes constitue la base de tout processus de programmation adapté aux jeunes. Elle examine de près la situation des jeunes, ainsi que les dynamiques et les inégalités potentielles au sein des générations et entre elles.

En raison de normes culturelles, de préjugés et de pratiques, les institutions formelles et informelles et les autres parties prenantes au cœur du contexte des conflits peuvent traiter les jeunes et les personnes âgées différemment. Cette différence peut être pour les jeunes cause de difficultés que les personnes plus âgées ne voient pas. L'application d'une perspective « jeunes » et « de genre » à une analyse de contexte nous permet d'identifier cette discrimination liée à l'âge et de comprendre ses effets ainsi que sa corrélation avec d'autres formes de discrimination croisées.

Lors de la conduite d'une analyse du contexte sensible aux jeunes, il est important de ne pas oublier que les jeunes ne constituent pas un groupe homogène. En conséquence, lors de la collecte et de l'analyse des données, il est crucial non seulement d'écouter les diverses expériences des jeunes, mais aussi de réfléchir activement à la manière dont les jeunes de différents milieux sont affectés par les inégalités dans la société en général et par le conflit lui-même.

« Invitez des jeunes de divers milieux à participer à l'éclairage de l'analyse des conflits afin d'augmenter la probabilité de saisir les perspectives uniques et diverses des jeunes sur la situation. »

ANALYSE DE LA DYNAMIQUE DES CONFLITS

Alors que l'analyse de contexte examine la situation dans son ensemble, une analyse de la dynamique du conflit décrit les principaux problèmes ou principales tendances du conflit en cours. Elle fournit une vue globale de la situation de conflit en identifiant les tendances, les comportements, les menaces clés et les schémas de violence du ou des conflits dominants, ainsi que les fondements actuels et émergents de la paix. Il est essentiel de s'assurer que cet élément de l'analyse du conflit tienne compte de la situation des jeunes et favorise leur inclusion. Sinon, des stéréotypes négatifs sur les jeunes risqueraient de s'infiltrer dans les données. De tels biais dans les données pourraient fausser l'analyse à un stade ultérieur.

Pour éviter ces biais potentiels, nous devons non seulement consulter un large éventail d'informateurs d'horizons différents, mais aussi aller au-delà de la pratique courante consistant à étudier uniquement la manière dont certains groupes de jeunes peuvent avoir un impact négatif sur la paix et la sécurité. Nous devons adopter une approche plus globale et nous demander comment le conflit affecte les jeunes en tant que groupe démographique et comment les jeunes générations et leurs comportements, attributs et actions influencent la dynamique du conflit tant de façon positive que de façon potentiellement négative.

TABLEAU 3 : Exemples de questions à considérer lors de la collecte et de l'analyse des données en vue d'une analyse de contexte

Démographie

1. Quelle est la composition démographique de la cohorte des jeunes ?
2. Comment les jeunes de milieux différents décrivent-ils leur rôle dans la société ?
3. Comment les jeunes sont-ils perçus ou décrits par les autres parties prenantes au contexte ?
4. À quelles activités, valeurs et normes les jeunes s'associent-ils ?
5. Quelles activités, valeurs, normes et quels stéréotypes sont associé(s) aux jeunes hommes et jeunes femmes ?
6. Comment ces normes sociales influencent-elles les structures de pouvoir, le comportement des jeunes et le comportement des non-jeunes envers les jeunes ?
7. Quelles inégalités liées à l'âge observez-vous à différents niveaux de la société ?
8. Comment les distinctions ethniques, religieuses, de caste, tribales, d'orientation sexuelle et géographiques, etc., créent-elles différentes opportunités et différents risques pour les jeunes ? Comment les jeunes perçoivent-ils ces différences ?

Droits et justice

1. Les jeunes issus de milieux différents ont-ils le même accès aux services de base que les non-jeunes ?
2. Quelles violations des droits et formes de discrimination spécifiques les jeunes ayant des identités de genre différentes subissent-ils dans ce contexte ? Sont-elles similaires aux expériences des non-jeunes ?
3. En quoi l'exercice des droits sociaux, politiques et économiques par les jeunes femmes et les jeunes hommes peut-il différer de celui des autres parties prenantes aux niveaux local, sous-régional et national ?
4. Les institutions, les politiques et les groupes sociaux ont-ils des protocoles et/ou des procédures spécifiques pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes ?
5. Les jeunes ont-ils accès à la justice de la même manière que les autres groupes de la société ?
6. Comment les jeunes en conflit avec la loi sont-ils perçus et traités ? Leurs droits sont-ils protégés ?
7. Les jeunes de différents milieux ont-ils confiance dans les institutions. Si non, pourquoi ? En particulier, quel est le niveau de confiance des adolescentes et des jeunes femmes dans les institutions de l'état de droit en ce qui concerne leurs demandes d'accès à la justice ?

Égalité de genre

1. Quelles sont les structures de pouvoir, les normes et les attentes sociales associées aux jeunes femmes et jeunes hommes ?
2. Les adolescentes et les jeunes femmes bénéficient-elles du même accès et des mêmes opportunités que leurs homologues/pairs masculins ?
3. Existe-t-il des défis ou des obstacles spécifiques entravant l'accès des adolescentes et des jeunes femmes aux services et opportunités ?
4. Les besoins et aspirations des adolescentes et des jeunes femmes sont-ils quelque peu différents des besoins et aspirations de leurs homologues masculins ?
5. Existe-t-il des risques ou des menaces spécifiques auxquels sont confrontées les adolescentes et les jeunes femmes ?
6. Y a-t-il des risques ou des menaces spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes garçons et hommes ?

Sécurité

1. Quels mécanismes de sécurité sont disponibles dans les secteurs de sécurité formels et informels pour la protection de la jeunesse ? Dans quelle mesure répondent-ils aux besoins des jeunes femmes et jeunes hommes ?
2. Les jeunes sont-ils inclus dans la composition des institutions de sécurité ainsi que dans les processus décisionnels relatifs à l'élaboration des politiques et stratégies de sécurité nationale ? Si oui, qui sont ces jeunes et quel rôle jouent-ils ? Comment sont-ils organisés ?
3. Comment la criminalité et les autres problèmes de sécurité affectent-ils les jeunes de manière différente ? Les jeunes participent-ils au comportement criminel ? Si oui, qui sont ces jeunes et quels sont les facteurs d'incitation et d'attraction ?

4. Quelle perception les forces de police ont-elles des jeunes ? (La police perçoit-elle les jeunes comme une menace, des victimes, des criminels, etc. ?)
5. La police dispose-t-elle de protocoles spécifiques pour interagir avec les jeunes et les gérer ?
6. Quelles expériences perçues les jeunes ont-ils des forces de sécurité (expériences d'injustice, discrimination ciblée, etc.) ?
7. À l'inverse, demandez-vous si les jeunes perçoivent les forces de police sous l'angle de la prévention, de la protection et de la sécurité, ou davantage sous l'angle de la répression et de la violation/limitation des droits humains et des libertés fondamentales.
8. Les jeunes sont-ils suffisamment au courant du niveau de redevabilité de la police et des forces de sécurité ? Sont-ils au courant des structures de contrôle interne de la police qu'ils peuvent contacter en cas d'abus ?
9. Les jeunes rejoignent-ils des gangs criminels, des groupes armés ou des groupes extrémistes violents ? Si oui, qui sont ces jeunes et quels sont les facteurs d'incitation et d'attraction ? Quelles mesures sont en place pour atténuer le phénomène ?

Éducation et emploi

1. À quelles opportunités formelles et informelles d'éducation les jeunes de différents milieux ont-ils accès ?
2. Quels sont les obstacles que perçoivent les jeunes pour accéder à l'éducation ? Ces obstacles sont-ils spécifiques au genre ? Existe-t-il des clivages ruraux-urbains ?
3. Existe-t-il des défis spécifiques auxquels les jeunes sont confrontés lorsqu'ils passent du milieu scolaire au milieu du travail ? Ces défis sont-ils liés au genre ?
4. Quels sont les obstacles à l'emploi pour les jeunes ? Ces obstacles sont-ils liés au genre ?
5. Quelles sont les principales opportunités génératrices de revenus pour les jeunes ? Sont-elles dans le secteur formel ou informel ?

Participation et représentation politique des jeunes

1. À quoi ressemble la représentation politique des jeunes femmes et des jeunes hommes ? Les jeunes de milieux différents souhaitent-ils s'engager politiquement ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Les jeunes femmes sont-elles confrontées à des défis spécifiques ?
2. Les jeunes de milieux différents pensent-ils pouvoir influencer la prise de décision ? Les jeunes femmes ont-elles un accès égal à la prise de décision ?
3. De quelles manières les jeunes sont-ils engagés politiquement, que ce soit de manière formelle ou informelle ? (Sont-ils membres de partis politiques ? Participent-ils à des élections ? Participent-ils à des réseaux et mouvements informels ?)
4. Existe-t-il des mécanismes de participation des jeunes à la prise de décision aux niveaux local, régional et national ? Ces espaces sont-ils sûrs ? Ces espaces sont-ils inclusifs ? Qui utilise ces mécanismes ? S'agit-il des « suspects habituels » ou de divers groupes de jeunes ? Quels sont les obstacles à la participation des autres ?

Organisation et représentation des jeunes

1. Quelles sont les organisations formelles axées sur les jeunes et dirigées par des jeunes qui existent à différents niveaux de la société ?
2. Existe-t-il un organisme national pour les organisations de jeunesse ? Est-il représentatif ?
3. Que pensent les jeunes des organisations de jeunes ? (Les perçoivent-ils comme quelque chose de positif ou de négatif ? Sont-elles neutres ou mettent-elles en avant les programmes de quelqu'un d'autre ?)
4. Dans quels réseaux et mouvements sociaux informels les jeunes s'engagent-ils ?
5. Comment les autorités et les décideurs approchent-ils ces organisations dirigées par des jeunes et se positionnent-ils par rapport à ces dernières ? (Sont-elles encouragées, poursuivies, combattues ?)
6. Existe-t-il des politiques et/ou des programmes pour soutenir ou limiter l'engagement (politique) et l'organisation des jeunes dans la société ?

ANALYSE DES FACTEURS

Bien que les deux éléments analytiques précédents fournissent une compréhension générale de la situation de conflit, une analyse des facteurs permet aux équipes d'affiner l'analyse en identifiant les causes profondes spécifiques du conflit.

Les causes profondes sont les facteurs structurels, immédiats ou déclencheurs créant les conditions qui alimentent la violence, exacerbent les tensions et érodent les relations de confiance ou qui œuvrent en faveur de la paix.

Les causes profondes peuvent inclure des facteurs structurels, tels que l'absence d'état de droit, un gouvernement illégitime, un accès inéquitable aux droits, aux ressources et aux services de base, la discrimination structurelle et l'exclusion politique et sociale. Les facteurs immédiats et déclencheurs à même de provoquer la violence peuvent comprendre l'instabilité dans les pays voisins, le recours injustifié

TABLEAU 4 : Questions clés à considérer dans l'analyse factorielle

Existe-t-il des liens entre l'âge et les principaux problèmes et causes profondes du conflit ?

Qu'est-ce que les jeunes décrivent comme principaux problèmes, causes profondes et moteurs de conflit ?

- Existe-t-il des différences dans la façon dont les différents groupes démographiques décrivent les causes profondes et les principaux problèmes (p. ex., local-national, rural-urbain, par ethnie) ?
- Ces descriptions diffèrent-elles de celles d'autres générations/groupes sociaux ?

Comment les causes profondes affectent-elles différents groupes de jeunes femmes et de jeunes hommes (p. ex., le chômage, les violations des droits, la discrimination) ?

Comment et quand les griefs ont-ils été exprimés par les jeunes et les autres générations/groupes sociaux ?

Les jeunes participant au conflit en retirent-ils des avantages ? Emplois ? Statut ? Reconnaissance ? Remédier aux griefs ?

à la violence par les forces de sécurité, les élections et les inondations.

Les causes profondes sont considérées comme essentielles à la situation si leur suppression ou leur transformation venait à apporter une amélioration significative ou à réduire le risque de conflit.

Lorsqu'on recherche le point de vue des jeunes sur les facteurs et acteurs clés identifiés par d'autres, il faut se rappeler que les jeunes peuvent avoir une

TABLEAU 5 : Exemples de considérations spécifiques aux jeunes concernant la dynamique des conflits

Quels sont les impacts directs du conflit sur les différents groupes de jeunes femmes et de jeunes hommes ?

- Par exemple, que vous disent les données désagrégées par âge et par sexe sur les décès liés aux conflits, les homicides, les migrations forcées et les déplacements de jeunes

Quels rôles les jeunes femmes et les jeunes hommes jouent-ils dans le conflit ?

Comment le conflit influe-t-il sur les secteurs, les institutions et les services qui sont importants pour les jeunes ?

Comment les identités, les normes et les problèmes fondés sur l'âge figurent-ils dans les pratiques de recrutement du secteur de la sécurité et/ou des groupes armés ?

- Les jeunes sont-ils directement ciblés pour le recrutement ?
- Quels sont les jeunes généralement ciblés ? Comment le genre et les normes de genre sont-ils utilisés dans les tactiques de recrutement ?

Comment les jeunes sont-ils perçus dans le conflit ? En tant que partisans de la paix ou contributeurs au conflit ?

- Y a-t-il une stigmatisation autour des anciens combattants ? Ou alors, la société est-elle réceptive à la réinsertion des combattants (ou des jeunes en conflit avec la loi) au sein des communautés ?

expérience différence de ces facteurs et acteurs, en particulier les filles et les jeunes femmes, qui peuvent faire face à des obstacles ou des défis supplémentaires dans la situation donnée en raison de l'idéologie du patriarcat ou des masculinités violentes.

CARTOGRAPHIE ET ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

La cartographie et l'analyse des parties prenantes identifient tous les acteurs qui pourraient participer aux événements et dynamiques décrits dans les analyses précédentes et/ou qui pourraient avoir un impact sur le conflit. Elles définissent leurs relations, leurs rôles et leur capacité à influencer le processus. Ces acteurs peuvent être locaux, nationaux, régionaux ou internationaux et inclure des particuliers, des groupes sociaux et des institutions. Ils peuvent participer directement au conflit, œuvrer pour la paix, participer indirectement ou être simplement affectés par ces dynamiques. Lors de l'exercice de cartographie, il est important d'observer des acteurs qui ne sont pas les parties prenantes évidentes participant directement au conflit.

Une analyse des parties prenantes doit également étudier spécifiquement la relation entre les problèmes clés du conflit et les acteurs qui leur sont associés. Une fois cette étude réalisée, l'équipe sera en mesure d'identifier les acteurs clés qui sont (ou peuvent être) des moteurs importants du conflit ou de la paix ou qui sont les plus directement affectés par le conflit.

On n'insistera jamais trop sur l'importance d'appliquer une approche tenant compte de la situation des jeunes et de faire participer les représentants des jeunes à un exercice de cartographie des parties prenantes. En plus de comprendre les liens potentiels entre l'âge et le conflit, une telle analyse nous permet également d'identifier les facteurs d'incitation et d'attraction qui influencent les décisions des jeunes dans un contexte de conflit. Inversement, lorsqu'elle est bien menée, cette étape peut révéler des moyens de renforcer et de promouvoir les actions et les rôles positifs des jeunes.

Application d'une approche sensible aux jeunes à la cartographie des parties prenantes

Lors de la réalisation de la cartographie des parties prenantes, il est essentiel d'éviter les étiquettes génériques telles que « femmes » et « jeunes », car elles reposent sur l'hypothèse que ces catégories

TABLEAU 6 : Questions à considérer lors de la réalisation d'une cartographie et d'une analyse des parties prenantes tenant compte de la situation des jeunes

- Selon les jeunes, quels sont les acteurs (c.-à-d. les personnes, les organisations, les institutions, les États) du conflit ?

- Comment les jeunes perçoivent-ils ces différents acteurs ? (Comme des alliés ? Comme des gardiens ?)

- Parmi les parties prenantes identifiées, lesquelles sont considérées par les jeunes comme les principaux moteurs du conflit et pourquoi ? Quels acteurs sont considérés par les jeunes comme les principaux moteurs de la consolidation de la paix ?

- Existe-t-il des acteurs dirigés par des jeunes (organisations, réseaux, structures informelles) jouant un rôle actif dans le conflit et/ou le processus de consolidation de la paix ?

- Qui a de l'influence (une initiative, un financement, un pouvoir politique, des informations et des canaux médiatiques disponibles/utilisés par les jeunes) sur les organisations et/ou initiatives dirigées par des jeunes ?

- Comment les acteurs clés identifiés perçoivent-ils les jeunes ? (Comme une menace ? Comme des fauteurs de troubles ? Comme des artisans de la paix ?)

- Comment se considèrent-ils en tant que parties prenantes ? Comme étant passifs et impuissants ou actifs et importants ?

- Existe-t-il des différences intergénérationnelles dans les perceptions de parties prenantes particulières ? Si oui, sait-on pourquoi ces différences existent ?

démographiques sont homogènes et sont liées de la même manière aux problèmes de conflit analysés. Pour éviter cet écueil, il est nécessaire d'affiner la cartographie des parties prenantes en procédant comme suit :

Cartographiez de jeunes acteurs spécifiques qui ont un lien avec les principaux enjeux du conflit,

par exemple les organisations locales pour la consolidation de la paix dirigées par des jeunes et les associations d'étudiants.

- **Adoptez des perspectives sensibles au genre et à l'âge lors de l'analyse d'autres acteurs,** par exemple en désagrégeant les données démographiques d'une partie spécifique au conflit – si un groupe armé ou une milice est principalement composé(e) d'hommes âgés de 17 à 25 ans, qu'est-ce que cela implique pour la programmation ? Si une structure de pouvoir donnée, telle qu'un caucus parlementaire, ne comporte ni jeunes ni femmes, qu'en déduisez-vous ?
- **Identifiez les sous-groupes de jeunes ignorés,** même s'ils ont un poids ou un pouvoir relatif dans la dynamique du conflit. Il est, par exemple, pertinent de se demander si un parti politique spécifique dispose ou non d'une section « jeunes ». Bien que ces groupes de jeunes puissent être traditionnellement ignorés, ils méritent davantage d'attention de la part du programme.

Inciter les représentants des jeunes à participer à un exercice de cartographie des parties prenantes

La réalisation d'une cartographie des parties prenantes adaptée aux jeunes signifie faire participer les jeunes à l'exercice même de cartographie du conflit. Pour créer de bonnes conditions préalables à cet exercice, il est recommandé d'organiser des ateliers de sensibilisation ou de formation pour les partenaires non-jeunes, en particulier les porteurs de devoirs, tels que le personnel clé des ministères gouvernementaux, qui pourraient participer à la cartographie et à l'analyse, afin d'améliorer leur connaissance de la situation des jeunes dans leurs domaines de compétence.

Lors de la cartographie et de l'analyse, il est également important d'examiner les multiples réseaux et identités que les jeunes peuvent posséder dans un contexte donné, tels que les liens familiaux, le genre, l'identité clanique, les groupes d'amis,

l'affiliation religieuse, les camarades de classe et l'origine ethnique, et comment ces éléments peuvent être cause de biais. Il est également nécessaire d'assurer la participation à l'exercice d'un groupe équilibré et représentatif de jeunes. Des mesures proactives doivent être prises pour garantir l'inclusion de groupes de jeunes difficiles à sensibiliser – qu'ils soient classés comme tels parce qu'ils sont géographiquement marginalisés (les jeunes des zones rurales et des zones de conflit, et les jeunes qui ont un accès limité aux services) ou parce qu'ils ont tendance à être invisibilisés en raison de normes culturelles (par exemple, les jeunes s'identifiant comme lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres ou intersexes).

ANALYSE DES OPPORTUNITÉS DE PAIX

Un dernier élément d'une analyse des conflits peut concerner l'exploration des opportunités de paix. Les opportunités de paix peuvent revêtir diverses formes, par exemple des projets pour la paix en cours, des initiatives communautaires et des plateformes de la société civile, des traditions, rituels et pratiques au niveau local, ainsi que des institutions nationales et locales qui pourraient faciliter la réconciliation et l'instauration de la confiance, entre autres. Il est essentiel d'identifier ces capacités et opportunités, car elles peuvent fournir aux équipes de programme des points d'entrée et, si elles sont correctement exploitées, des conditions préalables favorables à la conception de programmes de consolidation de la paix réalisables et durables.

L'on en déduira que ce dernier élément est essentiel aux approches de programmation adaptées aux jeunes. Si l'analyse ne tient pas compte de la voix des jeunes concernant les définitions qu'ils ont de la paix et des opportunités de paix qu'ils dirigent ou qui leur sont importantes, il est probable qu'elles ne seront pas non plus incluses dans l'exercice de planification stratégique qui suit.

Le tableau 7 contient quelques suggestions de questions pour aider à orienter la collecte de données sur les opportunités de paix.

Phases 3 et 4 – Validation et assurance qualité, rédaction de rapports et partage d'informations

VALIDATION ET ASSURANCE-QUALITÉ

1. Préparation et conception

2. Collecte et analyse des données

3. Validation et assurance-qualité

4. Rédaction de rapports et partage d'informations

Pour garantir dans le rapport lui-même l'exactitude et la pertinence des données collectées et de l'analyse, la prévision d'un examen de validation et d'assurance qualité favorisant l'inclusion des jeunes – sinon dirigé par eux – est un élément essentiel du processus d'analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes.

Par ailleurs, outre leur participation au sein des équipes de rédaction, il faut également permettre aux représentants des jeunes de faire partie des groupes de référence qui examinent et valident l'analyse à différents stades du processus. N'attendez pas la fin du processus pour mener un exercice de validation avec les jeunes, car le temps manquera pour aborder les préoccupations et les omissions spécifiques aux jeunes.

Lorsque vous organisez des exercices de validation, assurez-vous que les jeunes membres reçoivent le rapport en même temps que les autres membres du groupe de référence. Assurez-vous également que leurs commentaires et suggestions sont bien pris en compte dans les révisions ultérieures du rapport.

Lors des exercices d'assurance qualité, tentez toujours d'assurer l'inclusion de divers groupes de jeunes, pas seulement les jeunes qui ont été consultés tout au long du processus ou qui sont membres du groupe de référence. Veillez à ce que différents jeunes qui n'ont pas été consultés auparavant aient la possibilité de confirmer si le rapport reflète également leur situation.

TABLEAU 7 : Questions clés à considérer dans l'analyse des opportunités de paix

Comment les jeunes de milieux et de genre différents définissent-ils la paix ?

Quels efforts de paix existants sont menés par les jeunes ?

- Quels efforts sont reconnus et perçus comme légitimes par les autres acteurs ?
- Combien de jeunes femmes et de jeunes hommes y participent ?
- Dans quelle mesure la participation des jeunes à des initiatives non dirigées par des jeunes est-elle significative ?
- Quels types d'efforts sont observés dans différentes parties du pays et à différents niveaux (p. ex., politique, développement, dialogue/médiation, éducation/formation) ?
- Qui participe et qui ne participe généralement pas à ces efforts ?
- Encouragent-ils la participation des jeunes en tant que partenaires égaux ?
- Prennent-ils en compte les besoins, les préoccupations, les capacités et les objectifs des jeunes dans les accords négociés ?
- Ont-ils été initiés et par qui ?
- Sont-ils perçus comme légitimes ?
- Sont-ils inclusifs des jeunes femmes ?
- Sont-ils efficaces/couronnés de succès ?
- Existe-t-il des obstacles empêchant les jeunes de participer à ces efforts de paix ?

Quels autres initiatives, espaces et plateformes mobilisent les jeunes et soutiennent la résilience sociétale ?

- Combien de jeunes y participent-ils ?
- Dans quelle mesure la participation des jeunes à des initiatives non dirigées par des jeunes est-elle significative ?
- Qui participe et qui ne participe généralement pas à ces efforts ?

RÉDACTION DU RAPPORT

Dans la phase finale de tout processus d'analyse des conflits, les données collectées seront généralement synthétisées dans un rapport final. Ce rapport, s'il tient compte de la situation des jeunes, devra fournir une description fondée sur des éléments probants de leur situation, ainsi que des recommandations sur la manière de faire davantage participer les jeunes femmes et les jeunes hommes à la consolidation de la paix.

Le fait de savoir si le rapport final décrit les expériences, les rôles, les capacités et les objectifs particuliers des jeunes, et de quelle manière, jette les bases de la façon dont le contexte est compris par les décideurs et le public. Ce rapport sert de référence concernant les choix ultérieurs de priorisation et de programmation. Il est donc important de prendre les initiatives ci-dessous :

- Examiner comment les jeunes de toutes les identités de genre sont représentés dans le texte et s'assurer que la contribution positive des jeunes à la consolidation de la paix est prise en compte.
- Prêter une attention particulière à la question de savoir si le rapport répète inutilement des stéréotypes négatifs et de genre au sujet des jeunes femmes et des jeunes hommes, et s'il se concentre uniquement sur les rôles et comportements négatifs des jeunes.
- S'assurer – point important ! – que le langage utilisé pour décrire les conclusions relatives aux jeunes ne dépersonnalise pas les jeunes, ni ne les traite comme un groupe homogène.
- Veiller à ce que les perspectives des jeunes soient intégrées dans l'ensemble du rapport et ne se limitent pas à une seule section décrivant les « problèmes des jeunes ».

Outre son contenu, la longueur, la langue et le format du rapport auront une incidence sur l'efficacité avec laquelle les conclusions de l'analyse des conflits sont communiquées et sur l'accessibilité du rapport à un large public.

Par conséquent, évitez d'utiliser le langage et le jargon denses que l'on retrouve généralement dans les rapports des Nations Unies. Au lieu de cela, déployez un large éventail de stratégies de communication, en ayant notamment recours aux illustrations et autres supports visuels, afin que les parties prenantes puissent s'exprimer et participer à l'analyse des facteurs et des acteurs dans les situations de conflit et de paix.

PARTAGE D'INFORMATION

La dernière étape d'un exercice d'analyse des conflits concerne la publication et la diffusion du rapport. Normalement, le rapport est partagé entre les parties prenantes, telles que les entités des Nations Unies, les donateurs et les partenaires gouvernementaux nationaux. Cependant, le rapport doit également être mis à la disposition des jeunes, surtout s'il contient des informations qui les concernent ainsi que leurs organisations.

Lorsque vous partagez le rapport, ou des parties de celui-ci, tenez toujours compte des dangers potentiels que la possession de telles informations pourrait entraîner pour certains jeunes. Il est recommandé de travailler en partenariat avec les jeunes lors de la diffusion et de la communication des résultats. En plus de donner des conseils sur la façon de diffuser les résultats, les représentants des jeunes peuvent être en mesure de sensibiliser des groupes de personnes, en particulier des groupes de pairs, que d'autres parties prenantes trouvent difficile de sensibiliser.

Envisagez de traduire le rapport dans les langues pertinentes, ainsi que de le présenter sous différents formats, y compris des supports visuels et audio, afin d'améliorer son accessibilité, en particulier parmi les jeunes les plus marginalisés qui peuvent trouver les rapports écrits difficiles ou qui peuvent appartenir à des groupes linguistiques sous-représentés.

Annexe – Ressources suggérées

Organisation	Titre	Description
Projets d'apprentissage collaboratif d'ACD	<i>Reflecting on Peace Practice (RPP) Basics – A Resource Manual</i>	Les pages 1 à 27 contiennent des conseils sur la manière et la raison d'appliquer une sensibilité aux conflits et de mener une analyse des conflits.
Folke Bernadotte Academy (E. Tanghøj et J. Kramer)	Note d'information interne sur les approches tenant compte de la situation des jeunes de l'analyse des conflits	Cette note d'information fournit des conseils par étapes sur l'analyse des conflits tenant compte de la situation des jeunes (accessible sur demande : info@fba.se).
Saferworld	<i>Conflict-sensitive approaches to development, humanitarian assistance and peacebuilding – a resource pack</i>	Ce dossier de ressources permet de comprendre les pratiques actuelles, les cadres disponibles et des enseignements tirés en relation avec la sensibilité aux conflits. Il est conçu pour les praticiens travaillant dans les domaines du développement, de l'humanitaire et de la consolidation de la paix.
ONU	<i>United Nations Conflict Analysis Practice Note</i>	Cette note de 2016 offre un bref aperçu des éléments essentiels d'une analyse des conflits basique, ainsi qu'un guide des ressources existantes. Elle est conforme à l'outil CDA et complète la politique des Nations Unies sur l'évaluation et la planification intégrées.
École des cadres du système des Nations Unies	<i>Conflict Analysis Handbook</i>	Ce manuel présente une approche modulaire en trois parties expliquant comment mener des analyses des conflits.
Nations Unies, Union européenne et Banque mondiale	<i>Joint Recovery and Peacebuilding Assessments – A Practical Note to Assessment and Planning</i>	À la fois méthodologie et plateforme d'analyse et de planification conjointes, cette note pratique identifie les besoins immédiats et à moyen terme en matière de relèvement et de consolidation de la paix tout en jetant les bases des stratégies de relèvement et de consolidation de la paix à plus long terme.
PNUD	<i>Conducting a Conflict and Development Analysis</i>	Une approche neutre vis-à-vis des agences pour l'analyse des conflits en vue d'appuyer une prise de décision fondée sur des preuves au sujet de l'engagement de l'ONU.
Programme des Nations Unies pour l'environnement	<i>Conflict Analysis Framework: Environment and Natural Resources in Conflict</i>	Ce cadre d'analyse des conflits est destiné à être utilisé par les praticiens. Il contient des connaissances spécialisées sur les liens entre les ressources naturelles et les conflits, ainsi que des termes standards et des processus de planification, tels que les documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), les cadres de coopération pour le développement durable et les évaluations de relèvement et de consolidation de la paix.
UNICEF	<i>Guide to: Conflict Analysis</i>	Ce guide pour l'analyse des conflits reconnaît que les contextes sont des systèmes complexes.

Organisation	Titre	Description
Groupe des Nations Unies pour le développement durable	<i>Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable</i>	Ce document fournit des conseils aux équipes de pays des Nations Unies lorsqu'elles planifient (cf. section sur l'analyse commune de pays des Nations Unies), financent, fournissent et évaluent leur soutien aux pays en vue de la réalisation des ODD.
Groupe des Nations Unies pour le développement durable	<i>United Nations Sustainable Development Group Guidance on Conflict Sensitivity, Peacebuilding and Sustaining Peace (à venir)</i>	L'objectif de cette note d'orientation est de souligner l'importance de la sensibilité aux conflits dans les politiques, programmes et activités des Nations Unies ; de présenter un cadre commun grâce auquel le système des Nations Unies peut comprendre les interactions de ses travaux sur la paix et les conflits ; et de fournir des conseils pratiques sur l'intégration de la sensibilité aux conflits dans les diverses activités des Nations Unies, en vue de contribuer à la consolidation et au maintien de la paix.
ONU-Femmes	<i>Guide to Gender-Sensitive Conflict Analysis</i>	Il s'agit d'un guide pratique sur la façon de garantir l'intégration de la sensibilité au genre à chaque étape d'une analyse des conflits.

Priorités stratégiques et théories du changement des programmes JPS

Comprendre les priorités stratégiques adaptées aux jeunes

Par nature, les analyses des conflits identifient un très grand nombre de facteurs de conflit et de ressources clés pour la paix – un nombre bien trop grand, en fait, pour qu'un seul programme ou projet puisse les traiter. De plus, certains facteurs clés de conflit peuvent être si préjudiciables qu'ils réclament d'autres types de changement pour pouvoir ancrer les fondements nécessaires avant de pouvoir réaliser un quelconque progrès.

En effectuant un exercice de visionnement afin d'avoir une vue d'ensemble de la situation, nous pouvons identifier les priorités stratégiques à même de nous aider à prendre des décisions éclairées sur les directions de programmation qui seront les plus efficaces pour réaliser cette vision.

Le lancement d'un exercice de visionnement nous oblige à envisager ce à quoi ressemblerait un contexte plus pacifique dans 5, 10 ou même 20 ans. Compte tenu de ces échéances, c'est l'avenir des jeunes qui se décide au cours de ce type d'exercices. Toutefois, le fait d'inclure les jeunes dans les exercices de visionnement reconnaît non seulement le droit des jeunes à avoir leur mot à dire dans la définition de leur propre avenir, mais – tout aussi important – cela les conforte dans les rôles positifs qu'ils jouent aujourd'hui pour réaliser cet avenir.

« Le fait d'inclure les jeunes dans les exercices de visionnement reconnaît leur droit à avoir leur mot à dire dans la définition de leur avenir. »

Toutefois, dans la pratique, les jeunes femmes et les jeunes hommes ont du mal à obtenir une place à la table de planification stratégique⁵⁴.

Les priorités stratégiques peuvent porter sur des sujets généraux, tels que le soutien au secteur de la sécurité ou à la réforme du secteur de la sécurité, l'augmentation de l'emploi, l'accès à la justice transitionnelle, les négociations de paix, les DDR et la lutte contre la corruption.

54 Une analyse de 31 DSRP réalisée par le Fonds des Nations Unies pour la population a, par exemple, révélé que seulement la moitié de ces documents avait été élaborée en consultation avec les jeunes. En conséquence directe de l'exclusion des jeunes de la consultation, la même étude a déterminé que seul un DSRP sur cinq reconnaissait les jeunes comme un groupe démographique important et vulnérable face à la pauvreté, alors que seulement 16 % des DSRP ciblaient spécifiquement les jeunes, malgré le fait qu'ils constituent un groupe majoritaire de la population. Cf. Fonds des Nations Unies pour la population et Bureau d'appui des Nations Unies à la consolidation de la paix (2018). Les absents de la paix : *Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité*. Publication des Nations Unies, p. 20. Disponible sur <https://www.youth4peace.info/system/files/2018-10/youth-web-french.pdf>



ENCADRÉ 14 : Les priorités stratégiques remplissent trois fonctions clés dans la consolidation de la paix

1. Elles veillent à ce que le changement ait un impact direct et positif sur un facteur clé de conflit.
2. Elles agissent comme une boussole pour guider la réalisation du changement au niveau de la société que l'on cherche finalement à obtenir.
3. Elles permettent de séquencer les priorités en indiquant quels sont les facteurs de conflit les plus susceptibles de changer en premier et de déclencher des changements positifs des facteurs de conflit plus problématiques.

Définir avec précision les priorités stratégiques, qui contribuent à une vision à plus long terme de la paix, permet aux équipes de déterminer une direction à suivre pour que leurs interventions programmatiques fonctionnent de concert en vue de réaliser le changement à plus long terme qui est nécessaire. Alors que les priorités stratégiques clarifient la façon dont les résultats au niveau du projet contribuent à réduire un facteur de conflit et à faire progresser la vision de la paix, elles nous tiennent responsables des résultats significatifs de la consolidation de la paix, sans limiter cette responsabilité aux simples changements au niveau individuel.



ENCADRÉ 15 : Lectures recommandées

Projets d'apprentissage collaboratif d'ACD (2016). *Reflecting on Peace Practice (RPP) Basics – A Resource Manual*. Cambridge, Massachusetts.

Au niveau des pays, les équipes doivent évaluer les cadres stratégiques existants qui peuvent déjà être en place. Dans le cadre des missions, il peut s'agir de cadres stratégiques intégrés qui visent à identifier une approche à l'échelle du système des Nations Unies pour définir les priorités stratégiques dans un contexte donné. Ces cadres peuvent inclure les DSRP nationaux ou les cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable dans les situations hors mission, ainsi que les plans de réponse humanitaire dans les situations d'urgence.

Les équipes doivent évaluer dans quelle mesure ces plans stratégiques généraux tiennent compte de la situation des jeunes et préconisent des processus et des priorités adaptés aux jeunes et qui en favorisent l'inclusion dans les futurs efforts de planification.

Du fait que l'exercice de visionnement est destiné à éclairer la programmation, les petites organisations dotées de budgets modestes craignent souvent que la définition d'une vision de la paix à un niveau stratégique ne fasse échouer le projet, reconnaissant qu'elles pourraient établir des objectifs généraux de projet trop ambitieux. Cette préoccupation concerne particulièrement les organisations de jeunes, qui fonctionnent généralement avec des budgets n'atteignant parfois que 5 000 USD par an⁵⁵.

Bien que les objectifs du projet doivent être proportionnés aux ressources du projet, en l'absence d'une vision stratégique, les équipes de projet risquent de concevoir des initiatives centrées sur les jeunes qui ne concernent que des changements au niveau individuel, à savoir des projets qui renforcent les compétences en communication des jeunes, offrent une formation professionnelle, traitent les traumatismes ou favorisent la compréhension intergénérationnelle, et qui ne reconnaissent pas comment ces changements contribuent à la transformation des conflits.

Par conséquent, l'identification de priorités stratégiques tient les projets responsables des effets positifs sur les facteurs de conflit, même lors de la mise en œuvre d'initiatives à plus petite échelle qui sont plus la norme parmi les organisations de jeunes.

55 UNOY (Réseau uni des jeunes artisans de la paix) et Search for Common Ground (2017). *Mapping a Sector: Bridging the Evidence Gap on Youth-driven Peacebuilding – Findings of the Global Survey of Youth-led Organizations Working on Peace and Security*. La Haye, Pays-Bas, p. 7. Disponible sur <http://unoy.org/wp-content/uploads/Mapping-a-Sector-Bridging-the-Evidence-Gap-on-Youth-Driven-Peacebuilding.pdf>

Guide par étape pour définir les visions de la paix et les priorités stratégiques des jeunes

Étape 1 – Définir une vision de la paix

- » Définissez une vision de la paix qui décrit vos attentes concernant ce à quoi ressemblera à l'avenir le maintien de la paix dans un contexte donné.
- » Assurez-vous que les énoncés sont clairs, concis et spécifiques au contexte, et ne sont pas de vagues phrases sur la façon dont les jeunes encourageront la paix, favoriseront la confiance sociale ou répandront la tolérance.
- » Au fur et à mesure de la rédaction des énoncés de vision, évaluez dans quelle mesure ils reflètent les préoccupations, les espoirs et les objectifs des divers groupes de jeunes ou excluent les visions que les jeunes ont énoncés.

Les directives des Nations Unies sur la planification stratégique proposent aux équipes de programme de désigner une personne pour rédiger un premier énoncé de vision qui servira de base de discussion au reste de l'équipe.⁵⁶

Pour autant, une approche individuelle du visionnement n'est pas recommandée en ce qui concerne la consolidation de la paix, car la vision dans le cadre de ce processus n'est pas une description des objectifs ni du rôle futurs d'une organisation, mais celle d'une population dans un contexte national spécifique.

Compte tenu de cette composante, le pouvoir de déterminer à quoi ressemble cette vision doit appartenir aux parties prenantes qui vivent dans ce contexte et dont la vie sera façonnée par ces décisions.

Comme indiqué précédemment, différents groupes de parties prenantes ont inévitablement des visions différentes de l'avenir. Cela implique un processus de discussion ouverte sur les objectifs nationaux, régionaux et locaux. Reconnaître les droits de tous les jeunes à participer de manière significative à ce processus est essentiel pour garantir une vision inclusive de la paix.

« Faciliter la participation des jeunes aux exercices de visionnement est essentiel, car c'est leur avenir qui se joue. »

L'encadré 16 contient quelques suggestions sur ce que vous pouvez faire pour inclure de manière significative les jeunes dans la définition d'une vision de la paix.

Étape 2 – Identifier les domaines stratégiques prioritaires

- » Identifier les domaines stratégiques prioritaires généraux de changement qui sont nécessaires pour réaliser la vision de la paix.

Voir grand, même si la contribution de projets spécifiques n'est en fin de compte que minime. Ce n'est pas un effort inutile. Comprendre comment des changements à plus petite échelle peuvent contribuer à des changements à plus grande échelle et avoir un impact sur certains des facteurs de conflit permettra de garantir que même les plus petites interventions restent pertinentes.

- » Ce faisant, prenez en compte ce que l'analyse des facteurs révèle sur les objectifs, les capacités, les opportunités et les défis spécifiques des différentes populations de jeunes, y compris ceux liés aux menaces pour la sécurité. Posez-vous les questions suivantes :

- Comment différents groupes de jeunes pourraient-ils exprimer différents types de priorités ou d'objectifs ?
- Ces différences se reflètent-elles dans les priorités découlant d'un processus de planification stratégique ?

- » Demandez-vous si les priorités stratégiques sélectionnées ont omis par inadvertance les contributions positives des jeunes ou les défis auxquels ils sont particulièrement confrontés. Les domaines prioritaires typiques de la consolidation de la paix, tels que la réforme du secteur de la sécurité et la facilitation des négociations de paix, oublient souvent les jeunes, et en particulier les jeunes femmes, en raison de l'accent qu'ils

56 Nations Unies. *United Nations Strategic Planning Guide for Managers*, p. 5. Disponible sur https://hr.un.org/sites/hr.un.org/files/4.5.1.6_Strategic%20Planning%20Guide_0.pdf



ENCADRÉ 16 : Suggestions utiles pour les exercices de visionnement

Comme des groupes différents risquent d'avoir des visions différentes, voire contradictoires, de ce que représente un avenir idéal, envisagez de recruter un facilitateur pour diriger un processus de dialogue qui harmonisera ces différentes visions.

Former les jeunes pour faciliter ce processus pourrait être un moyen efficace d'assurer leur participation et leur leadership dans ces exercices de visionnement.

Avant d'effectuer des exercices de visionnement avec d'autres parties prenantes, mettez à la disposition des jeunes d'identités de genre différentes un espace dans lequel ils peuvent se mobiliser et débattre dans le cadre de consultations spécifiques aux jeunes qui

rassemblent des jeunes de différents milieux pour exposer leurs visions de la paix. Cela permettra aux jeunes de participer à des consultations de parties prenantes en étant équipés des connaissances, des compétences et des informations dont ils ont besoin pour défendre efficacement les visions qui reflètent leur point de vue.

Déterminez si les jeunes femmes ou d'autres groupes démographiques spécifiques de jeunes pourraient bénéficier d'espaces de consultation dédiés, dans lesquels ils peuvent discuter de défis et de visions de l'avenir qui pourraient correspondre à leurs besoins. Il se peut par exemple que les jeunes d'identités de genre différentes aient besoin d'un degré de sécurité plus élevé dans certains contextes pour garantir leur participation en toute sécurité.

mettent traditionnellement sur les acteurs de haut niveau et gouvernementaux, qui sont très souvent exclusivement des hommes.

- » Méfiez-vous des priorités stratégiques utilisant un langage qui regroupe « les femmes, les jeunes et les autres groupes vulnérables ». Ce type d'interprétations indiquent que les planificateurs

n'ont pas identifié de priorités spécifiques au contexte des jeunes – pas plus d'ailleurs des femmes ou des groupes vulnérables – mais ont plutôt repris un énoncé générique et probablement superficiel sur l'inclusivité.

- » Permettre aux jeunes de participer au processus de priorisation en établissant des processus clairs pour garantir que leurs points de vue sont entendus et intégrés dans le résultat final contribuera à éviter l'inclusion tokéniste des jeunes. Il peut s'agir notamment de :

- préciser clairement aux autres parties prenantes que les opinions des jeunes recevront la même attention
- fournir une formation aux autres parties prenantes, le cas échéant, ou d'autres efforts de sensibilisation sur l'importance de l'inclusion des jeunes, ce avant l'exercice.

« Placer les jeunes femmes, les enfants et les autres groupes marginalisés dans la même catégorie montre que vous n'avez pas fait votre travail de recherche. »

Comprendre les théories du changement tenant compte de la situation des jeunes

S'accorder sur une priorité stratégique engage les équipes dans un vaste domaine de travail qui, selon elles, contribuera de façon décisive à concrètement changer un facteur de conflit. Pour autant, quelle que soit la priorité stratégique, ce changement aura probablement lieu à travers de multiples pistes ou approches.

Par exemple, accroître la confiance des jeunes dans les gouvernements locaux pour réduire la violence intercommunautaire ou la concurrence pour les ressources peut exiger :

- de renforcer la transparence dans la prise de décision
- d'accroître la réactivité des services administratifs vis-à-vis des communautés locales
- d'encourager une gestion des ressources rares qui soit plus efficace et favorise l'inclusion des jeunes
- d'aider les jeunes locaux à se mobiliser en passant outre la fracture sociale pour exiger conjointement de meilleurs services

Ces différentes pistes contribuent à atteindre la même priorité stratégique générale.

Derrière chaque piste de programmation se cache une théorie expliquant pourquoi cette approche particulière entraînera le changement souhaité. Pour sélectionner l'approche la plus efficace, les équipes doivent examiner de manière critique leurs hypothèses sur les actions les plus susceptibles de produire ce changement. Ces hypothèses sont communément appelées TdC (théories du changement).

Les TdC s'appuient sur des recherches et études qui prouvent qu'une approche donnée est susceptible de produire le changement souhaité. Une bonne conception de projet commence par expliciter ces hypothèses, —hypothèses qui doivent être testées tout au long du cycle de mise en œuvre pour vérifier si elles sont toujours valables.

Compte tenu de la relative nouveauté du programme JPS, expliciter et tester les hypothèses de programmation permettra non seulement d'augmenter l'efficacité du projet individuel, mais contribuera également à la base de connaissances et améliorera la programmation future en fournissant des informations essentielles sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas pour autonomiser les jeunes.

TABLEAU 8 : Théories du changement par rapport aux modèles logiques

Théories du changement	Modèles logiques
Elles sont développées au stade de la conception, lorsque l'objectif général est connu.	Ils sont élaborés après la conception du projet, lorsque les composantes du projet sont connues.
Elles sont explicatives ; elles abordent la question du « pourquoi »	Ils sont descriptifs ; ils abordent la question du « comment »
Elles sont analytiques ; elles examinent des hypothèses intégrées, dans l'idéal étayées par des éléments probants.	Ils sont représentatifs ; ils alignent les composantes du projet dans une chaîne causale.
Elles peuvent être globales (c.-à-d. « théorie du contact ») ou spécifiques au projet.	Ils doivent être spécifiques au projet.

Du fait que les TdC expliquent pourquoi une action est supposée produire un certain changement, elles orientent les toutes premières étapes de la conceptualisation d'une approche au stade de la conception. Une solide règle de base pour évaluer une TdC consiste à déterminer si une formulation donnée explique pourquoi un changement devrait se produire ou décrit comment il se produira.

Si l'énoncé explique « Comment » et non « Pourquoi », il n'explique pas les hypothèses intégrées qui motivent les choix programmatiques. Au lieu de cela, les formulations qui expliquent comment le changement devrait fonctionner sont appelées modèles logiques, car elles résument chaque étape des activités d'un projet et examinent comment elles sont logiquement connectées au fil du temps pour produire le changement souhaité.

Le développement d'un modèle logique ne peut se faire qu'une fois que les équipes ont non seulement identifié la piste programmatique, mais ont également déterminé les actions individuelles qu'elles entreprendront pour l'opérationnaliser. Les TdC et les modèles logiques sont des dispositifs importants pour évaluer la solidité d'un projet ; cependant, ils ont des objectifs distincts et sont effectués à des moments différents du cycle de projet.

Accepter la complexité en révélant les hypothèses sous-jacentes

Les environnements dans lesquels nous opérons sont complexes et sujets à des changements rapides. La complexité de nos contextes de programmation crée parfois de la confusion ou sape notre confiance par rapport à ce que nous savons et ce qui se produira d'après nos suppositions. Naturellement, cette complexité augmente fréquemment les niveaux d'anxiété lorsqu'il s'agit d'élaborer des TdC. Cela étant, l'identification d'une TdC consiste simplement à expliquer pourquoi une action ou une intervention donnée est censée provoquer un type spécifique de changement.

Pour illustrer ce point, imaginez un scénario hypothétique dans lequel une analyse des conflits a indiqué que la violence sexuelle et les VBG contre les jeunes accédant aux services sociaux de base sapent la confiance dans les institutions gouvernementales formelles ou la foi dans un accord de paix.

Le Tableau 9 propose un éventail de pistes de programmation qui illustrent la manière dont les équipes pourraient aborder ce problème. Toutefois, chaque piste apporte des hypothèses sur ce que peut être le problème central et donc sur ce qui doit changer pour réduire les VBG. Le but de ce tableau est d'expliquer les types de questions que

TABLEAU 9 : Révéler les hypothèses

Résultat souhaité du programme : Éliminer la violence sexuelle et les VBG contre les jeunes qui accèdent aux services sociaux de base

Approche de programmation	Hypothèse
Former le personnel dispensant des services sociaux de base aux mesures de protection contre les VBG	<p>Problème principal : Le personnel manque de capacités ou de connaissances concernant ce qu'il doit faire s'il est témoin de VBG sur le lieu de travail. Cela suppose que, si les membres du personnel connaissaient les politiques internes et les mécanismes de protection (p. ex., les mécanismes des lanceurs d'alerte, les bureaux du médiateur, les conseils de discipline des ressources humaines), ils utiliseraient ces politiques et mécanismes pour garantir que les citoyens sont protégés contre les VBG lorsqu'ils accèdent aux services sociaux de base.</p> <p>La TdC de cette approche exige des éléments de preuve attestant que ce qui fait défaut c'est la connaissance du personnel des mécanismes et politiques existants plutôt que la volonté ou la capacité du personnel de les utiliser.</p>

Approche de programmation	Hypothèse
Recruter davantage de femmes cadres supérieurs	<p>Problème principal : L'impunité des auteurs de VBG est motivée par une structure de gestion dominée par les hommes. Cela suppose que, si les femmes avaient des pouvoirs de décision, elles mettraient au point et/ou appliqueraient des contrôles disciplinaires internes qui puniraient le personnel commettant des VBG. Cette hypothèse repose sur la conviction que les femmes sont moins susceptibles de participer à des actes de VBG ou de les tolérer et que leur autorité pour faire respecter la discipline sera reconnue dans les institutions.</p> <p>La TdC de cette approche exige des éléments de preuve attestant que les femmes cadres disposent des connaissances, de la volonté et de la capacité de discipliner les membres du personnel en cas de VBG.</p>
Sensibilisation aux droits des femmes parmi le personnel des services sociaux de base	<p>Problème principal : Le personnel dispensant des services sociaux de base ne comprend pas les droits, ni les engagements normatifs. Cela suppose que le personnel n'est pas au courant de l'ampleur des préjudices que causent les VBG et à quel point elles constituent une pratique néfaste et que, s'il le savait, il cesserait de les permettre ou de les perpétrer, car il ne voudrait pas causer de préjudice.</p> <p>La TdC de cette approche exige des éléments de preuve attestant que le fait que ce personnel ne sache pas que les VBG causent un préjudice en violant les droits des victimes est ce qui motive les agressions.</p>
Sensibiliser les jeunes susceptibles d'accéder aux services sociaux de base sur leurs droits et les mécanismes de protection, en les éduquant comme il se doit	<p>Problème principal : Les victimes potentielles ne peuvent pas se défendre elles-mêmes, ni rechercher une protection et une justice efficaces. L'hypothèse est que si les jeunes sont conscients du fait que les VBG sont une violation de leurs droits, ils pourront soit repousser les agressions parce qu'ils connaissent leurs droits, soit, s'ils sont accostés, ils sauront vers qui se tourner pour obtenir protection et réparation afin de tenir les coupables responsables. Cette approche suppose également que les mécanismes de protection et les mesures disciplinaires internes sont efficaces.</p> <p>La TdC de cette approche exige des éléments de preuve attestant que le fait de donner aux jeunes les connaissances nécessaires pour exercer leurs droits réduira la violence à leur encontre. Il s'agit d'une TdC potentiellement dangereuse, car elle (1) rend les victimes responsables de leur propre victimisation et (2) peut encourager plus d'interactions avec les acteurs prédateurs sans aborder efficacement les mécanismes de protection et de justice.</p>
Établir des codes de conduite et des mécanismes disciplinaires dans les bureaux des services sociaux de base	<p>Problème principal : L'absence de conséquences pour les auteurs de VBG donne effectivement le feu vert aux abus. Cette approche suppose qu'il n'existe pas de codes de conduite, ni de contrôles internes. Elle suppose également que, si de telles mesures étaient mises en place, leur application freinerait les actions des auteurs, —une hypothèse qui s'adresse aux cultures institutionnelles fondées sur le patriarcat.</p> <p>La TdC de cette approche exige des éléments de preuve attestant que le personnel a besoin d'instructions claires sur ce qui est et n'est pas autorisé, ainsi que de consignes de censure claires et significatives en cas de violation des règles.</p>
Poursuivre une action judiciaire emblématique contre les auteurs de VBG dans les services sociaux de base	<p>Problème principal : Il y a une absence de conséquences à la fois pour les auteurs de VBG et les institutions qui les emploient et ferment les yeux. Cette approche déplace le périmètre d'action au-delà de la structure de base des services sociaux et le projette dans la sphère plus publique du système de justice pénale. Cela suppose que la pression exercée par la mise au courant du public et le soutien consécutif à l'affaire rendront les auteurs potentiels moins disposés à risquer leur carrière et leur réputation et obligeront les institutions à changer leur culture organisationnelle et à exercer une discipline plus stricte. Une partie de cette hypothèse est que le tollé public peut exercer une pression suffisante pour opérer un changement, —une hypothèse qui concerne autant la transformation des cultures du patriarcat que la redevabilité gouvernementale envers le public.</p> <p>La TdC de cette approche exige des éléments de preuve attestant que les acteurs judiciaires sont plus sensibles aux violations des droits et que la pression publique sur les institutions peut forcer un profond changement interne. Le risque que pose cette approche est que les acteurs individuels peuvent éventuellement servir de boucs émissaires, sans que la culture et la structure prédatrices de l'organisation en soient altérées.</p>

« Être attentifs aux objectifs que nous poursuivons et aux choix des partenariats avec lesquels les atteindre permettra de réduire le risque d'instrumentaliser les jeunes pour réaliser des objectifs qu'ils ne se sont pas fixés. »

le personnel du programme doit poser sur son propre travail, en avançant des hypothèses implicites sur l'origine du problème associé à chaque approche de programmation.

Avant de déterminer quelle approche correspond le mieux à leur projet, les équipes doivent examiner la gamme d'options de programmation disponibles et les éléments de preuve associés, afin de comprendre comment les diverses hypothèses qui sous-tendent les différentes approches se manifestent dans leurs contextes spécifiques.

En réalité, la plupart des projets utiliseront une combinaison de plusieurs approches de programmation, en reconnaissance du fait que les problèmes complexes appellent à des solutions complexes et pluridisciplinaires. Les équipes peuvent souhaiter utiliser des outils qui favorisent la réflexion systémique, qui apprécie le fait que les situations ne sont pas seulement complexes mais aussi dynamiques et requièrent une réflexion itérative non linéaire.

Ces outils fournissent des méthodes permettant de révéler la complexité tout en reconnaissant la nature interconnectée de multiples défis et opportunités associé(e)s à la consolidation de la paix. En délimitant comment les différentes facettes d'un système complexe se renforcent mutuellement, la réflexion systémique aide le personnel du projet à identifier les TdC interconnectées à différents niveaux du projet.

De telles « théories du changement en cascade » permettront aux équipes d'identifier les hypothèses sur la manière dont le changement devrait se produire dans l'ensemble du projet et, ainsi, de développer

des TdC pour optimiser l'impact ou l'objectif général des différents résultats qui contribueront à ce changement et des divers produits qui apporteront les changements nécessaires à l'obtention des résultats.

Guide par étape pour élaborer des TdC JPS

Étape 1 – Déterminer les approches programmatiques possibles

» En concertation avec les partenaires – et notamment les jeunes et les organisations, mouvements et réseaux de jeunes – ignorez les mandats organisationnels et les contraintes budgétaires, afin de dresser une liste des conditions ou des ressources nécessaires pour réaliser le changement dans un domaine stratégique prioritaire donné dans le contexte donné.

Soyez exhaustifs et complets, car les éléments jugés indispensables au changement qui ne seront pas traités par la programmation doivent être considérés comme représentant des risques pour la programmation et pris en compte dans le suivi de la situation en cours ou l'analyse continue des conflits.

» En partant de la liste des conditions et ressources nécessaires, identifiez une gamme d'approches programmatiques de haut niveau qui contribuent le mieux à produire les conditions ou ressources nécessaires pour la priorité stratégique.

Veillez à ne pas faire de la rétro-ingénierie du processus en réfléchissant d'abord aux contributions que votre organisation entend fournir ; restez concentrés sur la situation dans son ensemble. Cela contribuera à favoriser l'innovation et à éviter une approche « à l'emporte-pièce » de la programmation.

Envisagez différentes approches pour les programmes adaptés aux jeunes. Les approches programmatiques favorisant l'inclusion des jeunes peuvent prendre différentes formes : intégrer les points de vue, les objectifs et les rôles des jeunes au lieu de concevoir une initiative dont l'objectif principal est centré sur les jeunes ;

ou travailler sur un objectif que les jeunes ont identifié plutôt que travailler avec les jeunes pour atteindre un objectif.

Certaines initiatives emploieront plusieurs stratégies dans le même projet. Les équipes doivent être conscientes des choix qu'elles font et tenir compte des implications de ces choix pour déterminer la meilleure façon de s'associer avec les jeunes. Être attentifs aux objectifs que nous poursuivons et au choix des partenariats avec lesquels les atteindre permettra de réduire le risque d'instrumentaliser les jeunes pour réaliser des objectifs qu'ils ne se sont pas fixés

Ce faisant, posez-vous les questions suivantes :

- Comment pouvons-nous garantir que les jeunes bénéficient de ce changement ? Nécessitent-ils une activité/intervention spécifique aux jeunes pour que nous atteignons efficacement notre objectif ? Ou bénéficierons-nous davantage de la mise en place de mécanismes garantissant l'inclusion des jeunes dans la programmation générale ?
- Si nous disposons d'un programme/une initiative distinct(e) spécifique aux jeunes, comment cela se répercute-t-il sur la TdC en général ? Comment pouvons-nous garantir que les bénéfices de cette intervention spécifique aux jeunes contribuent à l'obtention de résultats pacifiques généraux ?
- Si nous adoptons une « approche intégrée », comment pouvons-nous garantir que les jeunes ne seront pas marginalisés, négligés ou ignorés au cours du processus ?



CONSEIL – SUGGESTION

ENCADRÉ 17 : Conseil

À un stade précoce de la mise en œuvre du projet, organisez une « réunion de lancement » avec les jeunes, afin de valider la TdC, car certains changements apportés au contexte peuvent avoir invalidé vos hypothèses entre le moment de la conception et celui de la mise en œuvre du projet.

« Élaborez des TdC en collaboration avec les jeunes, afin de réduire le risque que les hypothèses retenues par l'équipe soient en contradiction avec la réalité vécue par les jeunes ou leurs objectifs. »

- Quel rôle les jeunes joueront-ils dans ce processus ? En bénéficient-ils simplement, ou y a-t-il une opportunité/un rôle spécifique pour les jeunes de diriger la mise en œuvre de certaines de ces initiatives ? Peuvent-ils peut-être jouer un rôle de facilitateur ?

Étape 2 – Révéler les hypothèses par le biais d'une TdC pour déterminer les domaines de programmation

- » Au fur et à mesure de la définition d'un projet, élaborez des TdC en cascade qui précisent la manière dont les changements produits à différents niveaux du projet – contributions, produits, résultats et impact général du projet – s'appuient mutuellement⁵⁷.
- » Clarifier les TdC en réfléchissant aux raisons pour lesquelles le changement devrait se produire. Ces hypothèses peuvent comprendre des notions tenues pour acquises sur ce que veulent les parties prenantes importantes ou sur la manière dont les facteurs économiques, politiques, culturels ou communautaires sont censés fonctionner ou réagir. Le fait d'explicitier nos hypothèses peut

⁵⁷ Les éléments de preuve étayant les TdC peuvent prendre différentes formes. Les évaluations des efforts antérieurs similaires peuvent indiquer si l'approche est susceptible de fonctionner dans un contexte particulier. Des recherches ou études thématiques peuvent mettre en évidence les conditions nécessaires au succès d'une TdC. Concernant les approches qui n'ont pas été testées ou étudiées, les équipes peuvent toujours élaborer des TdC fondées sur des éléments de preuve grâce à des consultations, discussions de groupe ou entretiens avec des informateurs clés qui demandent aux parties prenantes d'évaluer leurs hypothèses programmatiques.

également révéler si des engagements normatifs profondément ancrés conduisent à des choix programmatiques d'une manière qui peut être en contradiction avec le contexte.

- » Envisagez d'inclure des TdC spécifiques aux acteurs, afin d'examiner les hypothèses sur les raisons pour lesquelles un segment particulier des jeunes, par exemple, est bien placé pour réaliser le changement souhaité.
- » Sélectionnez l'approche programmatique comportant la TdC la plus efficace et faites coïncider cette approche avec les mandats et les ressources de l'organisation, afin de déterminer qui est le mieux placé pour faire avancer l'initiative.

Exemples de TdC JPS

Même si l'axe principal des sections précédentes concernait en général l'élaboration d'une solide TdC, cette dernière partie se penche sur les TdC des domaines de programmation JPS jugés prioritaires par et pour les jeunes dans *Mapping a Sector*⁵⁸.

Chaque segment commence par une réflexion qui porte sur l'essentiel des considérations de programmation avant de faire des propositions de TdC dans les quatre dimensions de la consolidation de la paix communément appelées les « 4R » (cf. Figure 5)⁵⁹ :

- redistribution
- reconnaissance
- représentation
- réconciliation.

Inclusion politique

Au niveau conceptuel, le droit d'une personne à agir sur le plan politique repose sur la conviction de la souveraineté individuelle, ou sur la reconnaissance que toutes les personnes possèdent les mêmes droits et libertés universels, indépendamment de l'âge, du genre, de l'origine, du statut socio-économique, etc. Ces droits et libertés accordent à chacun une égale revendication à la poursuite d'objectifs et à l'expression d'opinions.

De ce fait, les structures décisionnelles réactives, telles que les institutions gouvernementales et les processus de paix, sont les instruments grâce auxquels des personnes entièrement libres identifient en collaboration le bien commun, négocient des objectifs communs et conviennent de moyens de les atteindre. Pour que les structures décisionnelles tranchent entre les divers objectifs et revendications d'une manière qui semble équitable, les personnes doivent être convaincues que le système offre des règles du jeu équitables pour tous les acteurs.

Un doute qui subsiste quant à l'égalité d'accès et de représentation dans les processus de prise de décision érode les perceptions d'équité du public, ce qui ôte toute légitimité aux institutions en soulevant des inquiétudes quant à l'efficacité, la corruption et la capacité des diverses structures. Ces perceptions peuvent déclencher une spirale descendante qui engendre de la méfiance parmi les communautés et entre les personnes et les institutions censées les soutenir et les protéger.

Dans ce type de situation, les conflits prospèrent et sapent encore plus la confiance dans les capacités des institutions à statuer équitablement sur les revendications, ce qui favorise le transfert de cette confiance vers d'autres entités. Une fois la confiance sociale disparue, la peur déchire les communautés et divise les gens.

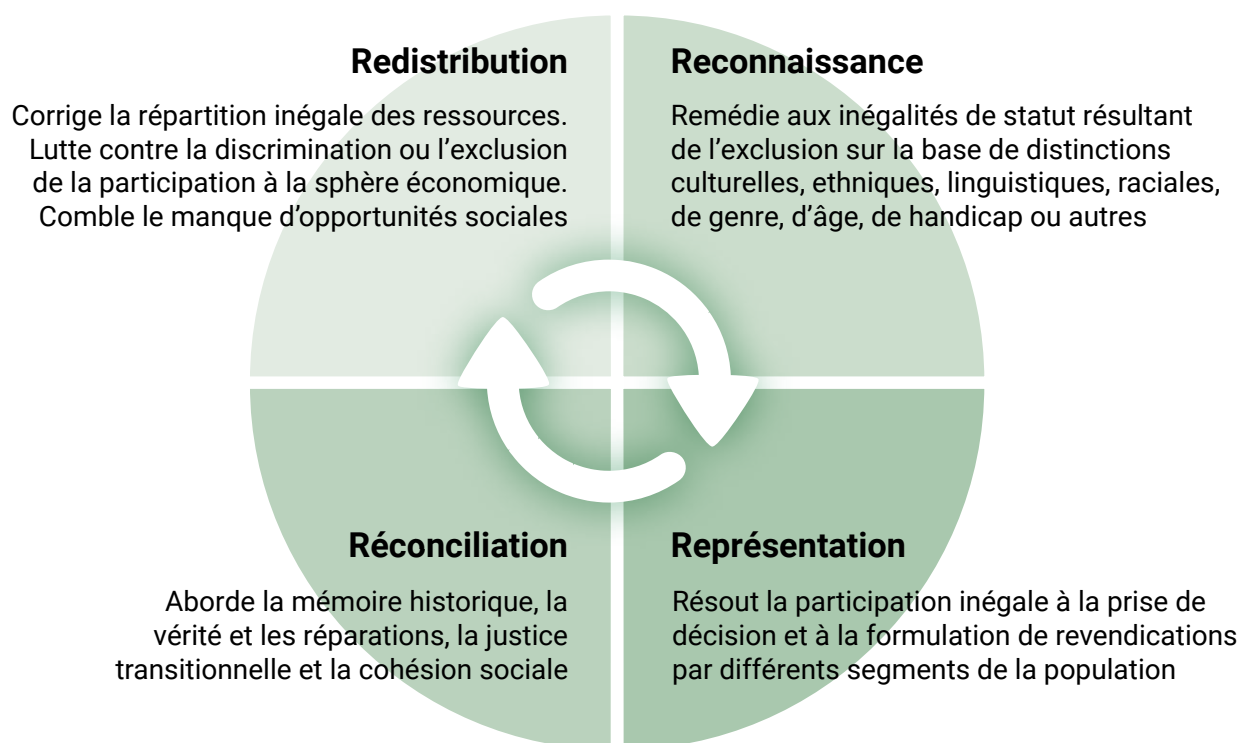
58 Réseau uni des jeunes artisans de la paix et Search for Common Ground (2017). *Mapping a Sector: Bridging the Evidence Gap on Youth-driven Peacebuilding – Findings of the Global Survey of Youth-led Organizations Working on Peace and Security*. La Haye, Pays-Bas, p.43. Disponible sur <http://unoy.org/wp-content/uploads/Mapping-a-Sector-Bridging-the-Evidence-Gap-on-Youth-Driven-Peacebuilding.pdf>.

59 L'application des « 4R » à chacun des domaines de programmation prolonge les travaux novateurs de Nancy Fraser (1995, 2005) et de Mario Novelli, Mieke Lopes Cardozo et Allan Smith (2017), qui ont introduit ces quatre aspects par rapport au rôle de l'éducation. dans la consolidation de la paix.

Les études montrent que la population mondiale traverse une crise de confiance. Chez les jeunes, cette crise se manifeste sous forme de problème réciproque consistant à ne pas faire confiance aux générations plus âgées pour comprendre et prendre en compte leurs préoccupations et leurs points de vue, ni à bénéficier de la confiance des générations plus âgées pour participer de manière responsable et socialement productive⁶⁰.

Les jeunes ont généralement du mal à être reconnus par les parties prenantes plus âgées, ce qui les conduit à être exclus des processus décisionnels clés qui les concernent dans le présent et qui préparent la voie pour leur avenir. Les négociations sur les accords de paix ou les cessez-le-feu excluent systématiquement les jeunes, même si des programmes occasionnels de consolidation de la paix visent à les préparer à participer⁶¹.

FIGURE 5 : Les quatre R



60 UNOY (Réseau uni des jeunes artisans de la paix) et Search for Common Ground (2017). *Mapping a Sector: Bridging the Evidence Gap on Youth-driven Peacebuilding – Findings of the Global Survey of Youth-led Organizations Working on Peace and Security*. La Haye, Pays-Bas, p. 49. Disponible sur <http://unoy.org/wp-content/uploads/Mapping-a-Sector-Bridging-the-Evidence-Gap-on-Youth-Driven-Peacebuilding.pdf>

61 Altioik, A. et I. Grizelj (2019). *We Are Here: An Integrated Approach to Youth-inclusive Peace Processes*. Publication des Nations Unies, p. 9. Disponible à <https://www.youth4peace.info/system/files/2019-07/Global%20Policy%20Paper%20Youth%20Participation%20in%20Peace%20Processes.pdf>

Avoir accès à la table de négociation, ou pouvoir influencer l'adoption de lois et politiques, dépend tout autant de ceux qui ont le pouvoir d'associer ou d'exclure les autres que du fait de doter les personnes marginalisées des connaissances et informations dont elles ont besoin pour agir. Ainsi, la capacité des jeunes à participer ne dépend pas seulement de leur confiance dans les systèmes, de leur connaissance de leurs droits ou de leur confiance envers les autres pour agir conformément aux lois et aux normes. Elle est également limitée ou amplifiée par les réponses de ceux qui détiennent le pouvoir.

Les TdC concernant l'inclusion politique doivent faire face à différents aspects du pouvoir, y compris les suivants :

- Le « Pouvoir sur » – sans doute la notion de pouvoir la plus intuitivement comprise. Elle fait référence à la capacité de contrôler, de contraindre ou d'influencer ce que les autres peuvent faire ou penser. Souvent exercé par la force, le « pouvoir sur » est également intégré dans l'application des lois, les politiques et les processus administratifs de l'État.
- Le « Pouvoir de » – cette notion fait référence au potentiel de chaque personne à se fixer et à poursuivre des objectifs et à façonner sa vie et le monde. Elle concerne le fait d'être en mesure d'agir, ce qui comprend d'avoir conscience non seulement de son droit d'agir, mais aussi du processus d'action.
- Le « Pouvoir intérieur » – cette notion correspond au sens de la dignité et de l'estime de soi d'une personne et inclut la capacité de reconnaître et de respecter les différences chez les autres.
- Le « Pouvoir avec » – il s'agit d'un pouvoir partagé qui est enraciné dans les relations de collaboration et l'action collective. Le « pouvoir avec » peut appuyer la solidarité de groupe ou servir de base aux relations positives avec les autres⁶².

Les TdC sur l'inclusion politique reposent sur des hypothèses selon lesquelles une participation accrue de divers groupes de jeunes, au sein des structures de prise de décision et de revendication, peut produire des effets positifs liés aux perceptions générales d'équité et d'inclusivité vis-à-vis des processus et des institutions politiques, en exploitant l'énergie, l'engagement et la créativité des jeunes.

Il n'en reste pas moins que les hypothèses programmatiques sur la participation ou l'inclusion politique des jeunes doivent inclure les différents aspects de pouvoir indiqués précédemment. Trop souvent, les initiatives d'autonomisation des jeunes se concentrent sur l'accès aux connaissances ou sur le renforcement des compétences – c'est-à-dire le pouvoir intérieur – sans reconnaître que, lorsque l'augmentation du niveau de connaissances ou d'informations ne va pas de pair avec l'amélioration des opportunités et la volonté des autres de partager le pouvoir de manière collaborative, elles n'aboutiront pas à la participation et à l'inclusion politiques des jeunes. Au contraire, ces initiatives risquent de conduire à plus de frustration et d'aliénation.

Ces hypothèses doivent également faire face à la réalité selon laquelle divers groupes de jeunes ont des degrés divers de difficultés, d'opportunités, de ressources et de capacités. De plus, dans des contextes marqués par la spirale descendante du conflit, les TdC doivent résoudre le problème de « la poule ou de l'œuf » que constitue la manière de restaurer ou d'établir la confiance envers les institutions sans fondement de confiance sociale. Il est donc essentiel de concevoir les programmes d'une manière qui n'exacerbe pas les rapports de pouvoir inégaux existants, y compris ceux entre les jeunes femmes et les jeunes hommes.

62 Sustaining Community (2019). « 4 types of power: what are power over; power with; power to; and power within? », 1^{er} février. Disponible sur <https://sustainingcommunity.wordpress.com/2019/02/01/4-types-of-power/>.

TABLEAU 10 : Théories du changement sur l'inclusion politique

<p>Redistribution (s'attaquer aux inégalités)</p>	<p>L'augmentation de l'influence des jeunes dans les processus de prise de décision et de revendication (dans la gouvernance locale et étatique, les organes de supervision, les négociations de paix, etc.) augmente la probabilité que les lois, les politiques et les accords de paix répondent aux préoccupations des jeunes, à leurs visions de l'avenir et/ou leurs besoins. Cet aspect reconnaît que, dans de nombreux contextes, les jeunes constituent la majorité du public, mais sont systématiquement exclus des processus décisionnels importants.</p> <p>OU</p> <p>Pour que les jeunes femmes et les jeunes hommes influencent la prise de décision dans les institutions formelles (telles que les gouvernements, les institutions gouvernementales, les organisations non gouvernementales et les entreprises privées), les dirigeants de ces institutions doivent d'abord être motivés et admettre l'utilité de travailler avec des jeunes femmes et des jeunes hommes. Les organisations doivent être conscientes des comportements et des pratiques qui excluent les jeunes femmes et les jeunes hommes de la participation, ainsi que de ce qui permet leur participation, afin que des politiques organisationnelles puissent être mises en place pour soutenir cette participation. Bien que les politiques ne constituent qu'un seul aspect en soi, la culture organisationnelle, les processus quotidiens et les pratiques de chaque individu doivent soutenir de manière équitable les jeunes femmes et les jeunes hommes et leur fournir les moyens d'agir au niveau de la participation, leur donnant ainsi une voix égale dans la prise de décision⁶³.</p>
<p>Reconnaissance (respecter la différence)</p>	<p>Lorsque les systèmes de prise de décision et de revendication sont perçus comme justes et que la participation de tous les groupes est perçue comme un droit fondamental, les groupes ayant des objectifs et des identités opposés respecteront les résultats des processus politiques (non violents).</p>
<p>Représentation (assurer la participation)</p>	<p>La participation peut être assurée en comblant l'écart de participation politique entre les jeunes privilégiés et les jeunes plus marginalisés ou exclus. Ce faisant, les griefs enracinés dans les inégalités seront réduits, car la capacité de participer à la vie politique et civique sera exercée de manière générale. En outre, une large coalition de jeunes sera en mesure de plaider en faveur d'objectifs communément identifiés au lieu d'être divisée par des différences.</p> <p>OU</p> <p>La suppression des obstacles juridiques à la participation politique des jeunes, grâce à des réformes des lois électorales qui remédient à la discrimination et à l'exclusion fondées sur l'âge, la caste, la religion et le genre, augmentera la participation des jeunes et, en fin de compte, leur confiance dans les institutions gouvernantes.</p> <p>OU</p> <p>Les détenteurs du pouvoir au sein de la communauté doivent faire de la place pour une participation des jeunes femmes et des jeunes hommes. Cela exigera que les détenteurs du pouvoir apprécient travailler avec les jeunes femmes et les jeunes hommes et soient motivés. Une communication forte et franche entre les jeunes femmes et les jeunes hommes et les détenteurs du pouvoir permettra d'acquiescer un respect mutuel et aux détenteurs du pouvoir d'admettre l'utilité de la participation des jeunes. En retour, cela augmentera le pouvoir des jeunes femmes et des jeunes hommes, ainsi que leur capacité à créer des changements au sein de leurs communautés⁶⁴.</p>
<p>Réconciliation (traiter les séquelles du conflit)</p>	<p>Les communautés locales développent une réserve de cohésion sociale et de confiance interpersonnelle, afin que la peur et l'incompréhension ne puissent pas réactiver les divisions du passé qui pourraient être exploitées pour déclencher des tensions et des conflits aujourd'hui ou à l'avenir. Ce type de travail doit puiser dans des processus réels et significatifs de construction de la cohésion sociale qui ont été identifiés et/ou validés par les membres de la communauté eux-mêmes, – les travaux antérieurs dans ce domaine démontrent que les étrangers formulent fréquemment des hypothèses infondées sur les types d'interactions qui indiquent une instauration de la confiance⁶⁵.</p>

63 Extrait de la brochure d'Oxfam disponible sur <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621042/dp-youth-theory-of-change-280820-en.pdf;jsessionid=AC76603A7A187E0F86CEA540116BDABA?sequence=1>.

64 Ibid.

65 Une évaluation du programme PeacePlayers International – Irlande du Nord (2018), par exemple, a révélé que le renforcement de la confiance interpersonnelle parmi les jeunes participants de différentes confessions ne s'est pas traduit par des niveaux plus élevés d'engagement et d'amitié une fois les participants revenus dans leurs communautés. Cela s'explique par le fait que d'autres facteurs créaient des tensions et des divisions entre les jeunes. De même, un projet de cohésion sociale au Kosovo (les références au Kosovo doivent être comprises dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité) évalué par Diana Chigas et d'autres personnes a constaté que « l'établissement de liens » entre les Serbes et les Albanais de souche ne répondait pas au principal facteur de division et de conflit, à savoir les actions et les discours incendiaires des dirigeants politiques et communautaires locaux (Diana Chigas et autres (2007). *Has Peacebuilding Made a Difference in Kosovo? A Study of the Effectiveness of Peacebuilding in Preventing Violence: Lessons Learned from the March 2004 Riots in Kosovo*. Cambridge, Massachusetts : Projets d'apprentissage collaboratif d'ACD et CARE International. Disponible sur <https://www.cdacollaborative.org/wp-content/uploads/2016/02/Has-Peacebuilding-Made-a-Difference-in-Kosovo.pdf>

Autonomisation économique et emplois décents

Les projets de consolidation de la paix conçus autour de l'emploi ou des moyens de subsistance des jeunes diffèrent des approches strictement développementales de l'inclusion économique, car ils doivent poursuivre deux objectifs : (1) promouvoir l'autonomisation économique et fournir aux jeunes un emploi décent ou des moyens de subsistance ; et (2) contribuer à la consolidation de la paix⁶⁶.

Cependant, les indices laissant entendre que de meilleures opportunités d'emploi ou de subsistance contribuent à la création de sociétés plus pacifiques sont ténus. Les évaluations rigoureuses des projets de consolidation de la paix concernant l'emploi des jeunes sont rares, les évaluations disponibles ayant tendance à se concentrer sur les produits immédiats – à savoir le nombre d'emplois créés ou le nombre de jeunes femmes et jeunes hommes formés dans un secteur ou bénéficiant d'un financement de démarrage – sans identifier si et comment ces produits ont contribué à promouvoir ou à maintenir la paix⁶⁷.

Toutefois, les conclusions des études confirment que le chômage, les déficits de travail décent (tels qu'une absence de dialogue social et de droits fondamentaux) et un manque d'accès aux moyens de subsistance peuvent constituer des facteurs clés contribuant aux conflits en raison de trois moteurs principaux :

- 1. une absence d'opportunités**, comme une pénurie d'emplois pour les jeunes et un défaut d'autonomisation économique et sociale des femmes
- 2. une absence de contact et de cohésion sociale** entre les différents groupes sociaux
- 3. l'existence de griefs** résultant d'inégalités, d'exclusions et de sentiments d'injustice.

66 Izzi, V (2013). « Just keeping them busy? Youth employment projects as a peacebuilding tool ». *International Development Planning Review*, vol. 35, N° 2, p. 103.

67 Ce problème souligne l'importance cruciale d'identifier des indicateurs de résultats significatifs en matière de consolidation de la paix et de lancer des programmes de suivi de la collecte de données dès le début de la programmation, afin d'être en mesure d'évaluer la contribution du projet à la réduction d'un moteur de conflit et de mettre à l'essai la théorie du changement.

Si les programmes d'emploi s'attaquent de manière adéquate à ces trois moteurs de conflit, ils contribueront alors à la consolidation de la paix⁶⁸.

Les programmes d'autonomisation économique des jeunes et d'emploi pour les jeunes doivent donc adopter des approches holistiques pour obtenir des résultats de la consolidation de la paix et de l'inclusion des jeunes. Ils doivent également s'éloigner des anciennes approches, enracinées dans une hypothèse infondée selon laquelle le fait de donner des emplois aux jeunes femmes et jeunes hommes les empêchera de participer à la violence et aux conflits.

Dans le même ordre d'idées, les travaux reposant en grande partie sur des études sur les anciens combattants⁶⁹ considèrent les jeunes comme des auteurs de troubles qui, s'ils restent inactifs, constituent une menace pour la paix et la stabilité. Bien que cette justification de la programmation – connue sous le nom de théorie de « l'oisiveté » – puisse sembler quelque peu intuitive à première vue, de nombreuses études ont en fait conclu qu'il existe peu d'éléments probants, voire aucun, pour étayer le lien supposé⁷⁰.

En fait, des études crédibles suggèrent que, lorsque les jeunes participent aux conflits ou rejoignent des groupes violents, leur motivation est souvent davantage axée sur les valeurs, recherchant la reconnaissance, corrigeant les inégalités ou la corruption endémiques, et aspirant au type de solidarité qui accompagne l'appartenance à un groupe – aucun de ces aspects n'étant

68 Organisation internationale du Travail (2019). *Manuel – Comment concevoir, suivre et évaluer les résultats de consolidation de la paix dans le cadre des programmes d'emplois au service de la paix et de la résilience*. Genève Disponible sur https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/instructionalmaterial/wcms_732553.pdf.

69 Bien qu'il puisse y avoir de bonnes justifications pour créer des initiatives pour l'emploi et d'autres initiatives d'inclusion économique pour ce groupe cible, les équipes doivent veiller à ne pas confondre jeunes et anciens combattants

70 Cf. par exemple, Bruck, T., et autres (2016). *Jobs Aid Peace: A Review of the Theory and Practice of the Impact of Employment Programmes on Peace in Fragile and Conflict-affected Countries*. Berlin : Centre de sécurité international et de développement ; et Izzi, V. (2013). « Just keeping them busy? Youth employment projects as a peacebuilding tool ». *International Development Planning Review*, vol. 35, N° 2

pris en compte dans la théorie profondément transactionnelle de « l'oisiveté ».

De surcroît, les TdC basées sur ces hypothèses adoptent souvent une conception étroite de l'emploi pour la paix. L'Organisation internationale du Travail insiste sur l'importance de créer des opportunités économiques durables et des « emplois décents »⁷¹, et nous invite donc à nous éloigner des programmes de travail contre rémunération à court terme conçus comme une solution pour les « jeunes à risque ».

Enfin, les TdC basées sur ces hypothèses ignorent les contributions positives des jeunes et excluent implicitement les jeunes femmes. Par exemple, l'accent mis sur l'autonomisation économique des jeunes femmes peut avoir des implications positives à long terme pour l'égalité de genre et la stabilité en général. Cependant, malgré l'absence d'éléments probants, l'approche de « l'oisiveté » a été prédominante et difficile à écarter, même dans les principaux domaines politiques des Nations Unies.

LE PROBLÈME QUE POSE UNE TDC POPULAIRE POUR LES JEUNES ET L'EMPLOI

Voici un exemple de TdC courante et populaire concernant un programme de consolidation de la paix :

*Créer plus d'emplois pour les jeunes renforcera naturellement la cohésion sociale et réduira le risque de violence*⁷².

Cette TdC présente un certain nombre de lacunes.

Définitions imprécises

1. Le « chômage » est notoirement difficile à calculer pour n'importe quelle population. Bien que l'Organisation internationale du Travail propose un critère en trois étapes, la façon d'interpréter ces trois étapes conduit souvent à une application inégale.

2. La définition du terme « jeunes » n'est souvent pas précisée et, à l'instar du terme « chômage », elle peut varier considérablement d'une situation à l'autre ou parmi les agences, fonds et programmes des Nations Unies.
3. La notion de « chômage des jeunes » peut être définie de diverses manières, qui ont toutes des implications pour différents types de choix de programmation⁷³.

Ciblage flou

1. Quels jeunes cibler ? La plupart des projets ont un objectif vaguement énoncé d'identifier les jeunes « à risque » ou les jeunes « vulnérables » sans expliquer clairement ces critères. Des catégories ambiguës signifient que les programmes sont sujets à un favoritisme perçu ou réel ou à un manque de transparence. Au lieu de cela, les programmes doivent chercher à préciser le groupe cible visé. Par exemple, au lieu de cibler les jeunes « à risque », un projet pourrait cibler les jeunes hommes urbains sous-employés âgés de 18 à 26 ans qui ont été en contact avec les forces de l'ordre au cours des cinq dernières années. Reposant sur une définition claire, les critères d'accès au programme peuvent alors être définis, de même que des processus ouverts et transparents en vue de leur application.
2. Combien de jeunes cibler ? La plupart des programmes de consolidation de la paix ne ciblent qu'un petit nombre de jeunes par rapport à la population dans son ensemble, mais espèrent que leur intervention réduira les niveaux généraux de conflit ou de violence.

⁷³ Le chômage des jeunes peut être mesuré de différentes manières, notamment (1) en pourcentage de la population des jeunes ; (2) en pourcentage de la population active des jeunes ; (3) par rapport au chômage total ; et (4) par rapport au taux de chômage des adultes. En analysant le chômage des jeunes de ces quatre manières, nous pouvons déduire dans quelle mesure le chômage est spécifique aux jeunes, au lieu d'être un problème plus général de la société. Les réponses politiques doivent varier en conséquence. Si ce problème est spécifique aux jeunes, il se peut que des interventions appropriées doivent être mises en place pour faciliter la transition des jeunes vers le marché du travail. Si, toutefois, le chômage affecte la population en général, les réponses politiques doivent avoir un champ d'application plus large. (Adapté de Izzi, V. (2013). « Just keeping them busy? Youth employment projects as a peacebuilding tool ». International Development Planning Review, vol. 35, N° 2, p. 103.)

⁷¹ Organisation internationale du Travail (2017). R205 - Recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017 Genève

⁷² Extrait de Izzi, V. (2013). « Just keeping them busy? Youth employment projects as a peacebuilding tool ». International Development Planning Review, vol. 35, N° 2, p. 103.

Les TdC doivent faire face au fait que les initiatives d'emploi ou de moyens de subsistance visent des changements au niveau individuel. Elles doivent ensuite préciser comment le changement au sein d'une petite fraction de la société doit produire des effets positifs plus généraux.

Moteurs de changement non spécifiés

Le plus gros défaut de la TdC mentionnée ci-dessus est peut-être qu'elle affirme simplement que le fait de fournir des emplois aux jeunes entraînera une plus grande cohésion sociale ou réduira la violence, sans expliquer pourquoi.

Les équipes doivent se poser la question suivante : « Quelle est la justification de cette affirmation et ai-je des éléments probants attestant qu'elle est vraie ? »

Qualité de l'emploi discutable

Offrir des emplois aux jeunes doit également susciter des questions sur les types d'emplois qui contribueront à réduire le facteur de conflit.

Malgré la rareté des évaluations rigoureuses dans ce domaine, les enseignements tirés des programmes passés laissent entendre que les types d'emploi moins dignes, tels que les programmes « travail

contre rémunération » qui proposent aux jeunes des emplois concernant le déblaiement des décombres, ne seront pas bénéfiques pour la paix.

D'autres approches programmatiques dans ce domaine qui se concentrent sur le côté offre de l'emploi, telles que les programmes de formation, les mentorats et autres initiatives de renforcement des compétences, peuvent même exacerber les frustrations des jeunes s'ils ne trouvent pas un emploi valorisant par la suite⁷⁴.

Les critiques de l'emploi des jeunes et de la consolidation de la paix ne doivent pas être interprétées de manière à laisser entendre que ces programmes n'ont aucun rôle à jouer. En fait, elles mettent en garde contre le fait que les approches de l'emploi des jeunes ne doivent être déployées que dans certains cas où il existe une bonne justification du changement pour la consolidation de la paix, ainsi que des données pour un ciblage solide.

Dans les contextes où il est approprié de détourner l'attention des jeunes des conflits, les programmes d'emploi ou de moyens de subsistance doivent être associés à d'autres approches qui traitent de l'ensemble des facteurs d'incitation et d'attraction qui incitent un petit nombre de jeunes à la violence.

« Les indices laissant entendre que de meilleures opportunités d'emploi ou de subsistance contribuent à la création de sociétés plus pacifiques sont ténus. »

74 Betcherman, G., Godfrey, M., et autres (2007). « Inventaire mondial des interventions d'appui à l'emploi des jeunes : Rapport de synthèse », Social Protection Discussion Papers and Notes, No 41412. Washington, La Banque mondiale. Disponible sur : <https://documents1.worldbank.org/curated/ar/834571468147858177/pdf/414120FRENCH0Box349403B01PUBLIC1007151Fr.pdf> ; Blattman, C., Annan, J. et autres (2011). "Civil war, reintegration, and gender in northern Uganda", Journal of Conflict Resolution, vol. 55, No 6, pages 877–908 ; Hamilton, J. (1994) Time Series Analysis. Princeton : Princeton University Press, p. 248

TABLEAU 11 : Théories du changement sur l'autonomisation économique

<p>Redistribution (s'attaquer aux inégalités)</p>	<p>D'après la théorie des coûts d'opportunité, les jeunes seront moins enclins à participer aux conflits s'ils ont une raison économique impérieuse de vouloir la stabilité. Les jeunes participent aux conflits en dernier recours économique et, tout bien considéré, les jeunes ayant un emploi rémunérateur rejettent la violence car ils préfèrent un emploi licite, tant qu'ils peuvent accéder à des ressources suffisantes.</p> <p>OU</p> <p>Les griefs liés à l'injustice économique ou aux inégalités endémiques sont à l'origine de tensions et de conflits. En offrant aux jeunes exclus ou marginalisés des opportunités d'emploi ou de moyens de subsistance, le risque de conflit diminuera, car le ressentiment parmi les groupes exclus diminuera ou le sentiment d'injustice sera moindre.</p>
<p>Reconnaissance (respecter la différence)</p>	<p>Le risque de conflit est réduit lorsque les jeunes ont une meilleure compréhension des autres ou de l'empathie pour ces derniers. Un manque de compréhension ou d'empathie se produit lorsque les jeunes ne disposent pas des espaces nécessaires pour établir des relations ou des rencontres positives. Il est possible de former ou de renforcer des opinions positives sur les autres, si les jeunes sont mis en contact les uns avec les autres par le biais d'un emploi ou d'activités de subsistance. C'est le cas, par exemple, si on fait travailler ensemble des jeunes de milieux différents dans une entreprise ou en partenariat à travers des réseaux commerciaux complémentaires.</p>
<p>Représentation (assurer la participation)</p>	<p>En éliminant les obstacles à certains secteurs économiques, domaines ou moyens de subsistance et en créant des opportunités d'avancement futur, les jeunes de tous les groupes sociaux auront le sentiment de faire partie intégrante de la communauté ou de l'État et auront de l'espoir pour l'avenir.</p> <p>OU</p> <p>Lorsque les citoyens ont un accès égal à la prise de décision et aux revendications, les politiques économiques rendent les règles du jeu plus équitables, réduisent l'exclusion des jeunes, ou de groupes spécifiques de jeunes, de certains secteurs économiques et ouvrent leurs perspectives d'avancement.</p>
<p>Réconciliation (traiter les séquelles du conflit)</p>	<p>En réparant la violence économique (telle que la discrimination, la traite et l'esclavage/le travail forcé) et en s'attaquant aux séquelles et aux traumatismes durables causés par les abus et l'injustice découlant de cette violence économique, les jeunes des communautés tant privilégiées que marginalisées reconnaissent les violations des droits passées et établissent des relations basées sur la justice sociale.</p> <p>OU</p> <p>Le risque de conflit est réduit lorsque les jeunes ont une meilleure compréhension des autres ou de l'empathie pour ces derniers. Un manque de compréhension ou d'empathie se produit parce que les jeunes ne disposent pas des espaces nécessaires pour établir des relations ou des rencontres positives. Des opinions positives sur les autres peuvent être formées ou renforcées si des jeunes de milieux différents acquièrent conjointement les mêmes compétences techniques et professionnelles, améliorent leurs compétences en résolution de conflits et sont en mesure d'accéder aux services de l'emploi, car le programme met en adéquation les compétences à la demande du marché du travail et crée des interactions constructives entre les groupes. À titre d'exemple, citons le fait que des jeunes de différentes origines ethniques travaillent côte à côte dans une entreprise ou en partenariat par le biais de réseaux commerciaux complémentaires.</p>

Éducation

Comme l'ont souligné Affolter et Azaryeva-Valente (2020) de l'UNICEF, l'éducation « peut être mise à profit pour contribuer à l'atténuation des facteurs de conflit et pour renforcer l'intégration et la cohésion sociales, tout en garantissant parallèlement la sauvegarde des droits et des besoins développementaux et culturels des enfants⁷⁵. »

La consolidation de la paix par l'éducation repose sur la constatation selon laquelle l'éducation formelle et informelle joue un rôle central pour encourager la cohésion des sociétés ou pour exacerber des divisions entre les personnes qui alimentent les conflits. La double nature du secteur de l'éducation signifie que les équipes de projet ne peuvent pas supposer que le simple fait de fournir un meilleur accès à l'éducation réduira naturellement un facteur de conflit ou renforcera la paix.

L'éducation peut exacerber les conflits car une éducation de mauvaise qualité peut provoquer des frustrations en raison d'attentes non satisfaites d'un avenir meilleur. Ces frustrations peuvent par exemple être provoquées par :

- un accès inéquitable à l'éducation en raison d'une conception discriminatoire ou de l'incapacité des services à sensibiliser les communautés marginalisées (l'accès pour les jeunes femmes et les filles est souvent particulièrement difficile), ce qui peut alimenter les griefs
- une entrave à la formation de relations saines entre les groupes du fait de la séparation des élèves en fonction de leur appartenance à un groupe ou d'autres marqueurs de genre ou démographiques
- la socialisation des élèves dans des récits polarisés de l'identité et de l'histoire nationales.

Offrir un meilleur accès à une éducation qui propage ces problèmes risque de renforcer les bases des conflits plutôt que de contribuer à désamorcer ces conflits.

« L'éducation peut exacerber les conflits car une éducation de mauvaise qualité peut provoquer des frustrations en raison d'attentes non satisfaites d'un avenir meilleur. »

75 Affolter, F.W. et A. Azaryeva Valente (2020). « Learning for peace: lessons learned from UNICEF's Peacebuilding, Education and Advocacy in Conflict-Affected Context Programme ». In *Children and Peace*, N. Balvin et D.J. Christie, eds. Cham, Switzerland: Springer Nature Switzerland AG.

TABEAU 12 : Théories du changement sur l'éducation

<p>Redistribution (s'attaquer aux inégalités)</p>	<p>En répartissant plus équitablement les ressources éducatives, les effets de la discrimination structurelle seront réduits, ce qui offrira à tous les jeunes de plus grandes opportunités économiques et sociales. En raison des plus grandes opportunités économiques et sociales des jeunes marginalisés, les jeunes auront de l'espoir et un intérêt pour leur avenir.</p> <p>OU</p> <p>L'accès équitable à l'éducation signale à la population que l'État donne la priorité à la réduction des inégalités qui alimentent les griefs et génèrent les conflits. Cette hypothèse découle d'études qui montrent que les conflits ont deux fois plus de chances de se produire dans les pays où les inégalités d'éducation sont flagrantes entre les groupes ethniques et religieux⁷⁶.</p>
<p>Reconnaissance (respecter la différence)</p>	<p>En éliminant les obstacles à l'éducation en raison d'inégalités de statut, notamment par le biais du contenu des programmes, et en éliminant la langue qui ne reconnaît que l'élite ou la population dominante, les groupes qui étaient auparavant exclus en raison de critères culturels, ethniques, linguistiques, raciaux, de genre, de handicap, d'âge et autres distinctions trouveront une place pour eux dans l'État.</p> <p>OU</p> <p>Lorsque les enfants et les jeunes issus de groupes en conflit interagissent, ils apprennent à mieux se connaître et créent des amitiés qui réduisent les risques de conflit communautaire à un stade ultérieur (c.-à-d. une version de la théorie du contact).</p>
<p>Représentation (assurer la participation)</p>	<p>Lorsque tous les citoyens ont un accès égal aux processus de prise de décision et de revendication concernant le système éducatif, ils perçoivent ces processus et leurs résultats comme justes et légitimes.</p> <p>OU</p> <p>Le système éducatif prépare adéquatement tous les jeunes à s'engager dans des processus de prise de décision et de revendication, ce qui augmente leur perception de l'équité et de la légitimité de l'État.</p>
<p>Réconciliation (traiter les séquelles du conflit)</p>	<p>Un programme éducatif commun et obligatoire fournit aux étudiants un schéma historique juste et précis et encourage le développement de leur compréhension mutuelle de leur rôle en tant que citoyens égaux de l'État.</p>

Genre

L'inégalité de genre est le produit de forces historiques, culturelles, sociopolitiques et économiques complexes et interdépendantes à travers lesquelles les notions établies de masculinité sont privilégiées par rapport aux notions établies de féminité – en d'autres termes, les hommes sont essentiellement favorisés au détriment des femmes et des MSG. L'inégalité de genre et ses nombreuses manifestations (telles que les VBG, l'exploitation et la discrimination) sont des obstacles à la paix et à la sécurité et servent d'indicateurs pour prédire la probabilité d'un conflit.

La résolution 1325 du Conseil de sécurité et les résolutions sur les femmes, la paix et la sécurité ultérieures, ainsi que les conclusions des études et des politiques, ont établi l'importance et l'efficacité de la participation générale et diversifiée des femmes à la consolidation de la paix, ainsi que la nécessité d'adopter une approche sexotransformatrice (c.-à-d. qui vise à faire disparaître les inégalités de genre) des processus de consolidation de la paix. Cela posé, en dépit du fait que ce programme est parvenu à souligner le rôle actif et constructif des femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité, la résolution 1325 et ses résolutions ultérieures n'ont

76 UNICEF et FHI 360 Education Policy and Data Center (2015). L'inégalité horizontale en matière d'éducation mène-t-elle à des conflits violents ? New York

pas suffisamment documenté les réalités, le potentiel et les contributions distincts des jeunes femmes⁷⁷.

Bien que la résolution 2250 sur les JPS fournisse un cadre pour remédier à cette lacune en se concentrant sur le rôle transformateur des jeunes dans la consolidation de la paix, la réalisation d'un changement véritablement transformateur dépend de la prise en compte dans les stratégies de mise en œuvre du fait que le genre conditionne les réalités, les perceptions et les actions des jeunes. Au moment de concevoir et de mettre en œuvre des programmes JPS sensibles au genre, veuillez appliquer les principes suivants pour combler cette lacune :

- **Ne placez pas les femmes et les jeunes dans la même catégorie.** Lors de la conception de projets de consolidation de la paix, l'on a tendance à placer « les femmes et les jeunes » dans la même catégorie. Cette pratique efface la différence des besoins, expériences et rôles des hommes, des femmes, des jeunes hommes, des jeunes femmes et des jeunes SGM. Les initiatives transformatrices de consolidation de la paix doivent prendre en considération les différents obstacles à l'inclusion et à la participation qui découlent des structures patriarcales, de la misogynie et d'inégalités profondément enracinées. Ces obstacles peuvent être encore exacerbés non seulement par le genre et/ou l'âge d'une personne, mais également par d'autres facteurs, tels que son éducation, son milieu socio-économique, son orientation sexuelle, sa religion, son origine ethnique, son affiliation politique et sa provenance régionale.
- **Tenez compte de la sensibilité à l'âge au-delà du clivage entre les jeunes et les adultes.** La définition de « jeunes » ou « d'une jeune personne » varie selon le contexte et le pays, et même au sein de la catégorie des jeunes — qui peut se prolonger au-delà de 10 ans — les besoins, les rôles, l'accès et les ressources liés au genre varient. Les initiatives de consolidation de la paix doivent tenir compte de ce fait lors de l'identification des groupes cibles dans les analyses et les interventions, de même qu'elles doivent appliquer une approche rigoureuse de la désagrégation des données selon l'âge et le sexe.
- **Assurez-vous que le terme « jeunes » n'est pas assimilé à « jeunes hommes ».** Bien qu'il y ait eu quelques progrès

sur cette question ces dernières années, la tendance à utiliser le terme « jeunes » demeure dans le discours sur la paix et la sécurité pour désigner les jeunes hommes, ce qui rend invisibles les jeunes femmes et les jeunes MSG. Il est essentiel dans les programmes et les interventions de consolidation de la paix de ne pas tomber dans le piège, malheureusement encore courant, qui consiste à donner la priorité aux jeunes hommes lorsqu'on cible les « jeunes » et à considérer les jeunes femmes comme des victimes des conflits. Cependant, les jeunes hommes ne sont souvent considérés que comme des menaces à la sécurité et des auteurs de violence. Les interventions transformatrices de consolidation de la paix doivent remettre en question les stéréotypes de genre négatifs tels que ceux-ci et garantir que les divers besoins, expériences et rôles des jeunes femmes et des jeunes hommes sont reconnus et pris en compte. En outre, les initiatives transformatrices de consolidation de la paix doivent reconnaître le fait que la grande majorité des jeunes est pacifique et que de nombreux jeunes sont des agents actifs et importants de la paix.

- **Contestez les stéréotypes pour promouvoir l'accès.** Les stéréotypes sur les jeunes sont nombreux. Certains stéréotypes et hypothèses préjudiciables au sujet des jeunes se rapportent à leur manque perçu d'expérience et de qualifications qui les empêche d'apporter une contribution significative aux décisions politiques et de programmation. Cela peut entraîner leur exclusion des réseaux et des espaces de pouvoir, qui appartiennent souvent à des groupes masculins plus âgés. Dans maints contextes, les jeunes femmes portent le double fardeau d'être jeune et d'être une femme. Les préjugés liés au genre et à l'âge peuvent créer des obstacles supplémentaires à la participation des jeunes femmes et peuvent limiter davantage leur accès à l'éducation, aux ressources, à la propriété, aux soins de santé et à d'autres services. Même les groupes de femmes peuvent ne pas dialoguer directement avec les groupes de jeunes, ni soutenir activement les jeunes femmes. Il est également important de reconnaître que ce ne sont pas seulement les femmes et les hommes plus âgés qui ont des stéréotypes négatifs sur les jeunes femmes et les hommes. Les jeunes nourrissent également des stéréotypes de genre à même de reproduire et consolider des relations de pouvoir inégales entre les femmes et les hommes. Il est donc crucial que les projets de consolidation de la paix des jeunes analysent les perceptions des jeunes sur l'égalité de genre et remettent en question tous les stéréotypes préjudiciables qui renforcent l'exclusion, en particulier des jeunes femmes.

77 ONU-Femmes (2018). Young Women in Peace and Security: At the Intersection of the YPS and WPS Agendas – Progress Study on Youth, Peace and Security. New York, p 31 Disponible sur <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/research-paper-young-women-in-peace-and-security-en.pdf?la=en&vs=2849>

- **Contribuez aux résultats à long terme sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes.** Il est crucial de concevoir des programmes pour les jeunes d'une manière qui n'exacerbe pas les inégalités de genre et le patriarcat existants, mais favorise plutôt l'égalité de

genre, l'autonomisation des femmes et le programme FPS. Investir dans les jeunes femmes et les filles est essentiel si l'on veut que les sociétés gagnent en stabilité et soient plus égalitaires à l'avenir.

TABLEAU 13 : Théories du changement sur l'égalité de genre

<p>Redistribution (s'attaquer aux inégalités)</p>	<p>L'élimination des obstacles juridiques à l'accès des jeunes femmes aux ressources financières, à la terre et à la propriété, ainsi qu'aux services sociaux de base, et la reconnaissance du travail non rémunéré permettront aux jeunes femmes de participer plus pleinement à la vie sociale, économique et politique, —acquis particulièrement pertinent dans les situations de conflit et d'après-conflit, où les ménages dirigés par des femmes sont plus fréquents.</p> <p>OU</p> <p>Comprendre les besoins et capacités spécifiques des jeunes femmes ex-combattantes et des femmes et filles associées aux groupes armés dans les initiatives de DDR, et y répondre, augmentera le nombre d'opportunités de réinsertion réussie de ces groupes et leur participation politique en période post-conflit. Les initiatives de DDR sont souvent principalement orientées vers les jeunes hommes et sont définies de manière trop stricte. Elles empêchent les jeunes femmes ex-combattantes et celles associées aux groupes armés d'acquérir des compétences pertinentes dans des domaines généralement dominés par les hommes⁷⁸.</p>
<p>Reconnaissance (respecter la différence)</p>	<p>Faciliter le réseautage et les partenariats entre les groupes de femmes et les groupes de jeunes, en particulier ceux dirigés par des jeunes femmes, leur permettra d'élaborer des programmes communs et de renforcer leur action collective en vue de provoquer un changement transformateur. Les groupes de femmes peuvent ne pas dialoguer directement avec les groupes de jeunes, ni soutenir activement les jeunes femmes au sein de leurs organisations. Il en résulte qu'ils ne répondent souvent pas consciemment aux préoccupations spécifiques à l'âge des jeunes femmes, et qu'ils ne travaillent pas à développer leur leadership. Cela peut créer des obstacles supplémentaires à la participation des jeunes femmes, qui peuvent ne pas avoir les mêmes relations et réseaux politiques que les femmes plus âgées et plus solidement établies⁷⁹.</p>
<p>Représentation (assurer la participation)</p>	<p>Inciter les détenteurs du pouvoir, y compris les médias, à briser les stéréotypes négatifs, à présenter des images plus positives des jeunes femmes dans les espaces publics et politiques, et à autonomiser les jeunes femmes concernant les questions de participation, de droits et de justice provoquera une attitude plus positive envers les jeunes femmes en tant que dirigeantes et décideuses et encouragera une plus grande participation à la vie politique⁸⁰.</p>
<p>Réconciliation (traiter les séquelles du conflit)</p>	<p>Comprendre, commémorer et transmettre aux jeunes générations l'expérience de la guerre et des conflits d'une manière qui honore l'ensemble des contributions sociales, politiques et économiques des femmes permettra d'accroître le niveau d'acceptation des rôles de genre non traditionnels des femmes dans une société post-conflit. L'histoire est fréquemment réécrite pour omettre les rôles des femmes tant en temps de conflit qu'en temps de paix. Les femmes sont souvent soit réduites à des rôles mineurs, soit perçues comme ayant besoin de protection. En réalité, les femmes, y compris les jeunes femmes, assument fréquemment un large éventail de rôles en temps de conflit qui sont plus généralement réservés aux hommes, y compris ceux de soutiens de famille, de décideurs familiaux ou communautaires et de combattantes armées.</p>

78 Ibid.

79 Ibid.

80 Corlazzoli, V. et J. White (2013). Practical Approaches to Theories of Change in Conflict, Security, and Justice Programmes – Part II: Using Theories of Change in Monitoring and Evaluation. Londres : Département du Développement international. Disponible sur <https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2014/04/PartII-Theories-of-Change-for-Monitoring-and-Evaluation-With-Annexes-SFCG.pdf>.

Annexe – Suggestions de lectures complémentaires et de ressources sur les TdC

Organisation/auteur	Titre	Description
Chris Alford	<u>« How systems mapping can help you build a better theory of change »</u>	Cet article est une critique des modèles de TdC linéaires trop simplifiés et propose des conseils pour la cartographie des systèmes.
Projets d'apprentissage collaboratif d'ACD	<u>Reflecting on Peace Practice (RPP) Basics. A Resource Manual</u>	Les pages 50 à 61 fournissent des conseils sur l'élaboration de TdC reposant sur une analyse des conflits et la prise en compte des rôles et de du champ d'action des acteurs et sur le niveau de changement envisagé.
Vanessa Corlazzoli et Jonathan White	<u>Practical Approaches to Theories of Change in Conflict, Security and Justice Programmes – Part II</u>	Ce document fournit d'excellents conseils sur les risques qu'il y a à ignorer les TdC, ainsi que des orientations pour élaborer des hypothèses de programmation bien étayées.
Keystone	<u>Developing a Theory of Change</u>	Il s'agit d'un guide sur l'élaboration d'une TdC en tant que cadre de dialogue inclusif, d'apprentissage et de responsabilité pour l'impact social.
Oxfam	<u>Youth Participation and Leadership: Theory of Change Resource</u>	Ce document fournit des conseils spécifiques sur les TdC concernant la participation des jeunes.

CHAPITRE 4

Énoncés des résultats et indicateurs de changement des programmes JPS

Les éléments constitutifs d'une conception de projet adaptée aux jeunes

*Comprendre les logiques des résultats*⁸¹

Chaque action que nous entreprenons constitue un élément important pour atteindre un résultat plus grand – un résultat – qui contribue positivement au changement au niveau structurel ou sociétal.

Pour les projets de consolidation de la paix, le changement au niveau structurel ou sociétal doit explicitement apporter une réponse à un facteur de conflit. Étant donné que les résultats définissent le changement souhaité au niveau structurel ou sociétal, ils dépassent généralement le cadre de responsabilité immédiate de tout projet individuel. Les projets individuels contribuent plutôt au changement réalisé avec d'autres personnes.

Bien que les résultats soient atteints avec d'autres personnes, les équipes de projet sont entièrement

responsables des actions de niveau inférieur qui constituent les résultats, à savoir les intrants et les produits qui sont mis en œuvre pour obtenir le changement souhaité, comme les ordinateurs achetés et les ateliers de formation que nous organisons.

Un écueil courant lors de la conception de projet consiste à définir un niveau d'ambition trop bas et à exposer des résultats qui en fait sont des produits, comme la formation des autorités locales sur la façon de nouer des partenariats avec les jeunes et de leur donner les moyens de participer aux côtés des décideurs politiques.

Bien que ces étapes constituent des changements importants au niveau individuel, elles ne sont que les éléments constitutifs d'un autre changement plus significatif qui transforme un facteur de conflit. Les échecs de conception comme celui-ci découlent souvent de la crainte que s'engager envers un objectif qui échappe au contrôle direct du projet puisse conduire l'équipe à l'échec⁸².

Il n'en reste pas moins, en matière de consolidation de la paix, qu'une telle réticence peut être dangereuse,

81 Les agences, fonds, programmes et unités d'opérations de paix des Nations Unies emploient des définitions différentes des termes « résultat » et « produit ». Aux fins du présent guide, le terme « résultat » signifie un changement sociétal, institutionnel ou structurel, peu importe que ce changement soit identifié dans un projet ou dans un programme. Les « produits » sont des changements d'ordre inférieur qui contribuent à l'obtention d'un résultat.

82 Peace Direct et Alliance for Peacebuilding (2019). Local Peacebuilding – *What Works and Why*, pp. ii and 4. Disponible sur : <https://peaceinsight-whatworks.s3.eu-central-1.amazonaws.com/pd-local-peacebuilding-report-v2.pdf>



ENCADRÉ 18 : Pièges ou écueils courants des résultats des programmes JPS

La formulation du résultat est trop vague

Exemple : La médiation favorisant l'inclusion des jeunes renforcera la paix.

Le résultat regroupe les « jeunes », les « femmes » et les « groupes vulnérables » dans une catégorie résiduelle vague

Exemple : Les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées ont une confiance accrue dans le gouvernement local pour résoudre les conflits locaux.

L'ambition est d'un niveau trop bas

Exemple : Les jeunes ont la capacité de participer à la prise de décision locale.

Le résultat n'est pas axé sur les jeunes

Exemple : Une confiance sociale accrue réduira le risque de violence liée aux élections.

Le résultat instrumentalise les jeunes pour provoquer le changement que d'autres personnes souhaitent

Exemple : Les jeunes travaillent avec la police pour identifier et atténuer les risques pour la sécurité locale.

Le résultat traite tous les jeunes comme un groupe homogène

Exemple : De meilleures opportunités d'emploi réduisent le risque de recrutement des jeunes par des groupes violents.

car si nous n'anticipons pas l'impact de notre travail à plus grande échelle, nous ne savons pas si les actions du projet améliorent les facteurs de conflit clés ou les aggravent.

Pour éviter ce piège, les résultats du projet doivent identifier le changement attendu au niveau structurel ou sociétal auquel contribuent les produits.

Lors de la conception d'initiatives de prévention et de transformation des conflits, il est souvent tentant de se concentrer sur l'élimination ou la réduction d'une force négative, par exemple en essayant d'empêcher les groupes armés et les forces de sécurité de recruter des jeunes de force ou de les enlever. Cependant, le fait de définir les résultats d'un projet à la simple réduction d'un facteur négatif place souvent l'accent du projet sur les acteurs qui adoptent un comportement négatif ou que ce comportement affecte. Ceci, à son tour, accentue davantage l'importance du rôle que joue le nombre relativement peu nombreux de jeunes femmes et de jeunes hommes participant à des conflits et contribue à la tendance à considérer les jeunes comme un problème.

Il serait préférable que les équipes de projet envisagent de définir les résultats du projet sous l'angle d'une paix positive. L'Institut pour l'économie et la paix propose huit piliers de paix positive

d'égale importance (cf. Figure 6), qui correspondent sensiblement aux ODD⁸³.

Par ailleurs, des études démontrent qu'une approche de développement positif des jeunes (DPJ) vis-à-vis de la consolidation de la paix porte davantage de fruits que les initiatives lancées en réponse à un déclencheur immédiat de conflit ou d'instabilité, qui aboutissent souvent à des solutions à plus court terme.

Les approches DPJ, en revanche, reconnaissent les facteurs qui incitent et attirent les communautés dans le conflit. En adoptant une approche de développement communautaire plus exhaustive et à plus long terme, les initiatives DPJ renforcent la signification, l'appartenance et la reconnaissance des rôles positifs des jeunes de manières qui se sont révélées plus efficaces pour s'attaquer aux causes profondes et briser les cycles de conflit⁸⁴.

83 Hagerty, T. (2017). « Data for youth, peace and security: a summary of research findings from the Institute for Economics & Peace ». Sydney : Institut pour l'économie et la paix.

84 YouthPower Learning (2017). *Promising Practices in Engaging Youth in Peace and Security and P/VE – Summary of Key Interventions and Examples*. Washington, D.C., p. 1

Les projets qui sont conçus pour réduire un facteur négatif ou qui adoptent une approche plus réactive ou répressive – par exemple, le renforcement de la capacité des forces de police à surveiller les réseaux de jeunes soupçonnés de favoriser les idéologies extrémistes violentes et à intervenir – peuvent toujours être valables pour tenter de résoudre un certain nombre de problèmes, mais ils doivent toutefois être déployés avec mesure. De plus, dans ces cas, le ciblage devient encore plus important et doit être plus précis, puisque la plupart des jeunes ne participent pas aux conflits, ni ne courent le risque d'y participer.

Échelles des programmes JPS

Les initiatives de consolidation de la paix centrées autour des jeunes peuvent être représentées sur une échelle croissante (cf. Figure 7), depuis les initiatives qui aspirent à un changement général de consolidation de la paix qui affectera positivement les jeunes en tant que groupe important, jusqu'aux initiatives dirigées par des jeunes femmes et jeunes hommes en quête d'un résultat de consolidation de la paix qui est prioritaire pour les jeunes.

FIGURE 6 : Les huit piliers de la paix positive de l'Institut pour l'économie et la paix



La mesure dans laquelle les projets répondent à différents critères concernant la formulation des résultats, la sélection des indicateurs, le choix des partenaires d'exécution et la participation des parties prenantes déterminera la place du projet sur l'échelle illustrée à la Figure 7.

Les défis et opportunités spécifiques que rencontrent les jeunes femmes et les jeunes hommes lorsqu'ils interagissent avec divers groupes sociaux, institutions, cultures et religions nous obligent à concevoir des résultats de projet qui sont sensibles aux différents objectifs, situations et besoins des jeunes femmes et jeunes hommes.

Dans certains contextes, cela peut signifier œuvrer pour des résultats qui concernent

spécifiquement les jeunes femmes afin de s'assurer qu'elles ont une chance égale de bénéficier des initiatives de paix. Toutefois, dans d'autres contextes, les jeunes hommes peuvent être confrontés à des obstacles entravant leur participation qui exigent une attention particulière dans le cadre de la programmation.

Lors de l'analyse des conflits, les équipes de projet doivent se référer aux informations sur ces différences de genre spécifiques au contexte et vérifier ces différences auprès des jeunes femmes et des jeunes hommes pour s'assurer que les résultats du projet reflètent leurs expériences vécues et objectifs et contribuent à l'égalité de genre.

FIGURE 7 : Échelle graduée de la programmation JPS



Actions clés et questions pour la formulation des énoncés des résultats

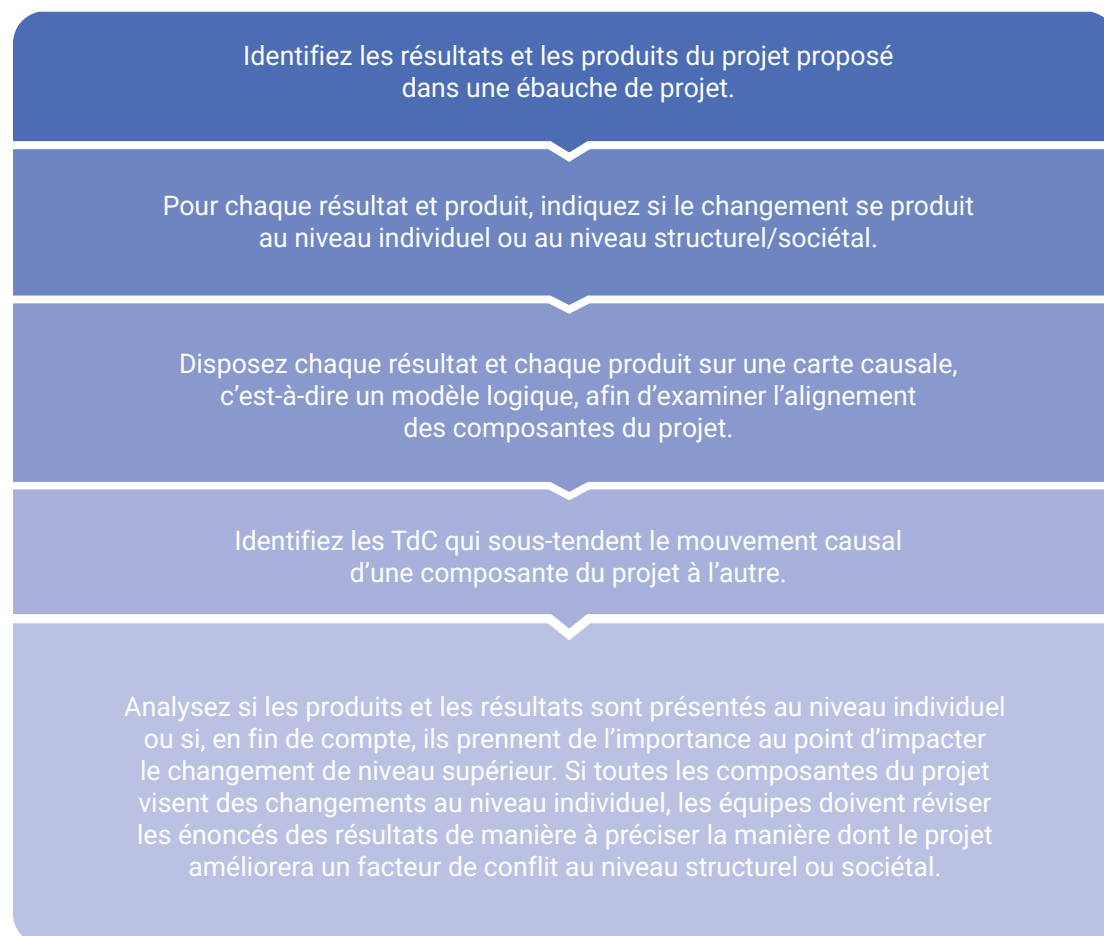
- » Déterminez si la réalisation la plus élevée dans l'énoncé du résultat concerne « l'autonomisation », « avoir la capacité de... » ou une formulation analogue qui signifie un changement au niveau individuel. Si la réponse est oui, il y a de fortes chances qu'il s'agisse d'un produit et non d'un résultat.
- » Identifiez le changement souhaité auquel l'autonomisation ou la capacité accrue contribuera et reformulez le résultat en fonction de ce changement d'ordre supérieur. N'oubliez pas que

ce changement doit avoir un lien direct avec une priorité stratégique et contribuer clairement à améliorer un facteur de conflit.

- » Pour faciliter la détermination susmentionnée, utilisez le modèle logique et effectuez un diagnostic des résultats et des produits⁸⁵ :
- » Déterminez si l'énoncé du résultat suppose une dynamique négative ou envisage un changement

85 La matrice de réflexion sur la pratique de la paix de l'ACD, que les équipes utilisent pour déterminer les éléments du projet par rapport aux types de changement et aux types de parties prenantes, est une excellente ressource pour faciliter cet exercice.

FIGURE 8 : Diagnostic des résultats par rapport aux produits



positif. S'il suppose une dynamique négative, évaluez si le ciblage des jeunes femmes et jeunes hommes est suffisamment précis pour justifier l'intervention.

Considérations spécifiques aux jeunes

- » Assurez-vous que les résultats du projet reflètent un changement souhaité par les jeunes en concevant avec eux les résultats et les produits du projet. Si les contraintes de temps rendent cela impossible, effectuez un exercice de validation avant de finaliser le projet pour confirmer que les résultats incluent les jeunes. Cela peut permettre de conjurer les risques inhérents à l'intensification des mouvements naissants ou à l'officialisation de réseaux informels qui peuvent étouffer ou même tuer l'élan communautaire initial.
- » Analysez si le projet adopte une approche DPS en examinant si les énoncés des résultats proposés renforcent le sentiment d'appartenance des jeunes femmes et des jeunes hommes et leur degré de confiance vis-à-vis de leurs connaissances et compétences, et s'ils reconnaissent les contributions positives des jeunes.
- » Réfléchissez à la question de savoir si le langage utilisé est explicitement ou implicitement genré.
- » Si les jeunes femmes et les jeunes hommes ont des points de départ différents en ce qui concerne le changement souhaité, déterminez si un effet spécifique axé sur le genre est nécessaire pour atteindre pleinement l'objectif du projet.

« Évitez de faire des suppositions au nom des jeunes femmes et des jeunes hommes sur ce qui, selon vous, devrait constituer un changement significatif. »

Contribuons-nous positivement à la consolidation de la paix ? Le rôle des indicateurs de résultats

La prévention des conflits, la transformation des conflits et les programmes de consolidation de la paix se déroulent dans des contextes très tendus et complexes qui sont en constante évolution. Être en mesure de comprendre le type d'impact de notre travail sur un contexte donné est important pour l'apprentissage et l'ajustement du programme, ainsi que pour la redevabilité envers les parties prenantes et les donateurs.

Les indicateurs de résultats contribuent à cette compréhension, en nous indiquant si nous réalisons ou non le changement prévu au niveau structurel ou sociétal et si ce changement a l'effet positif escompté sur le facteur de conflit. En d'autres termes, les indicateurs de résultats nous permettent de comprendre si nos TdC étaient correctes et valides au regard du contexte. Les équipes de projet doivent s'assurer que leur objectif principal peut être mesuré et que les indicateurs associés sont inclus dans le cadre de résultats. Souvent, les cadres de résultats incluent uniquement les indicateurs liés aux résultats du projet et non au changement transformationnel – ou « but ultime » – que le projet cherche à atteindre.

L'accent mis sur la mesure du changement structurel ou sociétal au niveau des résultats contraste avec l'accent mis sur les indicateurs de processus, qui mesurent les intrants et les produits du projet. Ces indicateurs de niveau inférieur montrent aux gestionnaires si le projet est mis en œuvre dans les temps et de la manière prévue. Les indicateurs de résultats comme les indicateurs de processus sont importants ; pour autant, les indicateurs d'intrant et de produit nous indiqueront uniquement si nous faisons ce que nous avons prévu de faire, mais ils ne nous donneront aucune information quant à savoir si oui ou non ces actions étaient appropriées.

Du fait qu'ils mesurent des actions plus concrètes, les indicateurs de processus ont tendance à être quantifiables – par exemple, le nombre de jeunes femmes et de jeunes hommes formés dans les ateliers et la fréquence des messages ou la couverture de la population d'une campagne sur les réseaux sociaux. En revanche, les changements de niveau supérieur que recherchent les résultats impliquent généralement des mesures qualitatives, car le changement recherché concerne plus souvent des perceptions ou des attitudes ou encore

la manière dont les parties prenantes appliquent les nouvelles connaissances et compétences pour contribuer au changement structurel.

L'évaluation de nos actions pour savoir si elles sont appropriées nous oblige à nous demander ce qui constitue un changement significatif pour un éventail de parties prenantes.

Ce type d'évaluation prend en compte le fait que différents acteurs peuvent avoir des objectifs ou des expériences différents dans une situation donnée. C'est une distinction particulièrement importante pour les jeunes femmes et les jeunes hommes en raison de leur situation spécifique vis-à-vis des institutions, des groupes sociaux, des normes culturelles et des pratiques religieuses.

Par ailleurs, les différences entre les jeunes femmes et les jeunes hommes peuvent également aboutir à des points de vue différents sur ce qui constitue un changement significatif. Pour tenir compte de ces différences, en plus de s'assurer que les indicateurs sont correctement désagrégés par sexe, âge et autres caractéristiques démographiques importantes, les équipes de projet peuvent déterminer si des indicateurs correspondant à des groupes de parties prenantes spécifiques sont nécessaires. Les équipes de projet augmentent leurs chances de concevoir des indicateurs de résultats pertinents et significatifs lorsqu'ils travaillent en concertation avec les jeunes parties prenantes, c'est-à-dire les jeunes femmes et les jeunes hommes qui sont les mieux placés pour identifier ce qui constitue un changement significatif pour eux-mêmes et leurs pairs⁸⁶.

La conception d'indicateurs qui donnent un aperçu pertinent et précis de la situation des jeunes femmes et des jeunes hommes est non seulement déterminante pour la mise en œuvre responsable du projet JPS, mais elle fournit également des données essentielles à d'autres processus importants, tels que les examens périodiques entrepris dans le cadre des

86 La communauté de pratique de la participation des jeunes, dirigée par YouthPower Learning, a établi une liste de mesures produites par les jeunes de la participation des jeunes et du DPS, qui est disponible sur <https://www.youthpower.org/sites/default/files/YouthLead/files/resources/Measuring%20Youth%20Engagement.pdf>

« En fait, invitez-les à participer au processus de conception des indicateurs, afin qu'ils puissent identifier les indicateurs qui ont du sens en ce qui les concerne. »

bilans communs de pays prévus par les nouvelles réformes du système de développement.

La disponibilité de données sur la façon dont des groupes spécifiques de jeunes femmes et jeunes hommes s'en sortent dans les contextes de programmation peut combler les manques d'informations existants et permettre au personnel de projet et à la haute direction au sein des Nations Unies de « voir » les jeunes et de mieux comprendre comment encourager leurs contributions positives à une paix durable.

Guide par étape pour identifier les résultats et les indicateurs correspondant aux jeunes

Étape 1 – Identifier ce qu'il convient de mesurer et préciser l'unité de mesure

» Décrivez le changement auquel s'attendre dans l'environnement de programmation si le résultat est atteint avec succès.

Envisagez de travailler avec les jeunes pour identifier les Indicateurs de paix au quotidien (EPI)⁸⁷ correspondant aux résultats du projet qui peuvent être facilement collectés par les jeunes.

87 Les EPI sont des indicateurs ascendants de concepts difficiles à mesurer, tels que la paix et la tolérance, qui ont été élaborés à l'aide d'une approche communautaire participative. L'approche des EPI est fondée sur la conviction que les communautés locales sont mieux placées que les experts extérieurs pour identifier les changements dans leurs contextes locaux. Ainsi, elle offre d'excellentes opportunités pour la participation des jeunes à l'élaboration d'indicateurs. On trouvera plus d'informations sur les EPI à : <https://everydaypeaceindicators.org/>

« Travaillez avec divers groupes de jeunes pour vous faire une idée des personnes qui devraient être sensibilisées à travers le suivi du projet.

Les jeunes peuvent connaître des populations de jeunes défavorisées ou ignorées sans doute invisibles pour les autres. »

- » Identifiez les unités de mesure pertinentes. Les unités de mesure peuvent inclure des ensembles spécifiques d'acteurs, des textes législatifs révisés et des degrés de confiance dans les processus de paix, la gouvernance ou d'autres acteurs et institutions. N'oubliez pas que le changement est susceptible d'inclure des mesures qualitatives, telles que des changements de perceptions ou d'attitudes, et que ce qui est mesuré doit signaler un changement significatif pour les parties prenantes clés, y compris les jeunes femmes et les jeunes hommes.

Lors de la recherche de mesures appropriées de la participation des jeunes, les équipes pourraient se référer à des listes d'indicateurs produites par les jeunes :

- [indicateurs de la participation des jeunes](#)
- [Indicateurs DPS](#)

Étape 2 – Identifier la ou les population(s) cible(s)

- » Identifiez la ou les population(s) cible(s) que votre projet vise à sensibiliser et assurez-vous que l'indicateur est désagrégé par sexe et par âge afin de refléter les différentes expériences au sein de la population.
- » Considérez dans quelle mesure une désagrégation des différences de groupe, outre le sexe et

l'âge, peut se révéler nécessaire. Les catégories importantes peuvent inclure des distinctions entre les jeunes des milieux ruraux et urbains, les groupes religieux, ethniques ou tribaux, les jeunes économiquement ou politiquement exclus, et les jeunes qui ne sont pas scolarisés, employés ou en formation, ou entre diverses identités de genre.

Évitez de simplifier à l'excès lorsque vous envisagez l'égalité de genre dans le ciblage. Les approches qui comprennent une répartition égale 50/50 dans la représentation entre les jeunes femmes et les jeunes hommes, par exemple, peuvent être appropriées pour certains résultats mais inappropriées pour d'autres. Se référer aux différences dans les points de départ de référence peut éclairer le choix des répartitions ou des réalisations appropriées selon le sexe.

Consultez les jeunes femmes et les jeunes hommes, s'il existe de grandes différences dans les valeurs de référence entre les sexes, afin de comprendre ce qui génère les différents résultats. Cela permettra d'orienter l'identification d'étapes et de cibles réalistes.

Étape 3 – Établir une base de référence

- » **Incluez une base de référence, une cible et des mesures par jalon pour chaque indicateur.**

La détermination de la base de référence est essentielle pour comprendre l'ampleur du changement qui sera finalement recherchée, car elle fournit des informations clés sur le statu quo avant la mise en œuvre du projet.

- » Les mesures de référence doivent être désagrégées par sexe et par âge afin que le personnel du projet puisse ainsi être informé des différents points de départ des diverses parties prenantes. De grandes différences dans les bases de référence entre les jeunes femmes et les jeunes hommes, par exemple, peuvent indiquer au personnel du projet que les interventions du projet doivent cibler davantage les jeunes femmes pour les amener au même niveau d'amélioration que leurs homologues masculins.
- » Lorsque les bases de référence des indicateurs reflètent de grandes différences entre les jeunes

femmes et les jeunes hommes ou d'autres groupes de parties prenantes, il se peut que les étapes ne reflètent pas le changement se produisant au même rythme pour toutes les parties prenantes. En fait, il peut être nécessaire de les calibrer pour s'assurer que chaque groupe atteint son objectif spécifique d'ici la fin du projet.

- » Bien que les valeurs de référence soient des informations connaissables, les objectifs exigent des équipes qu'elles anticipent l'ampleur du résultat que le projet devrait avoir d'ici la fin du projet. L'impact du projet sera influencé par l'échelle de ses interventions, et la grandeur de l'indicateur doit refléter ces paramètres.

Par exemple, un projet communautaire de réduction des conflits ne devrait pas modifier de manière significative le niveau général de conflit mesurable dans un pays, de sorte que l'indicateur au niveau des résultats doit viser une réduction significative de la violence au niveau communautaire.

N'oubliez pas que, puisque différentes parties prenantes peuvent avoir des points de départ différents, l'ampleur du changement peut également être différente selon les parties prenantes.

Étape 4 – Identifier les moyens de vérification

» Identifiez les moyens de vérification (MdV)⁸⁸ qui fourniront des données pour chaque indicateur.

La sélection des indicateurs et les plans de suivi/collecte de données vont de pair. L'indicateur parfait est inutile s'il n'existe pas de moyen de l'alimenter en données.

Travaillez avec les jeunes pour identifier les MdV plausibles et envisagez de les faire participer à la collecte de données et aux plans de suivi. Pour plus d'informations, reportez-vous au Chapitre 5 sur le suivi.

- » N'oubliez pas que souvent les ensembles de données existants⁸⁹ n'incluent pas d'indicateurs correspondant aux jeunes et ne sont pas désagrégés par âge, sexe et autres catégories importantes pour comprendre la situation des jeunes. Par conséquent, les artisans de la paix mettant en œuvre des programmes sensibles et adaptés aux jeunes peuvent devoir planifier et budgétiser des exercices de collecte de données dédiés pour s'assurer que chaque indicateur est associé aux MdV.

88 Les MdV identifient les endroits où les équipes de projet peuvent obtenir des données pour un indicateur spécifique. Parmi les exemples de MdV, citons les enquêtes, les rapports de recensement, les données administratives collectées de manière habituelle et les rapports de suivi sur le terrain systématiquement enregistrés. Il est essentiel que les équipes identifient les MdV en même temps qu'elles sélectionnent un indicateur, afin de s'assurer que chaque indicateur peut être alimenté par des données fiables, vérifiables et mises à jour.

89 Par exemple, l'indice de cohésion sociale et de réconciliation (SCORE) est un outil initialement élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement et le Center for Sustainable Peace and Democratic Development, avec le financement de l'USAID, en vue d'évaluer la paix dans une société en mesurant différents aspects de la cohésion sociale et de la réconciliation grâce à des instruments de collecte de données spécifiques au contexte. Pour de plus amples informations sur la méthodologie, y compris une liste d'indicateurs et les rapports de pays SCORE antérieurs, consultez le site Internet SCORE for Peace

Annexe – Suggestions de lectures complémentaires

Organisation	Titre	Description
Catholic Relief Services	<u><i>GAIN Peacebuilding Indicators</i></u>	Ce rapport propose une association d'indicateurs de résultats et de produits proposés pour mesurer le travail de consolidation de la paix, ainsi qu'une description de ce qui est mesuré et des MdV possibles.
Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État	<u><i>Peacebuilding and Statebuilding Indicators</i></u>	Ce document fournit une liste d'indicateurs mondiaux de haut niveau, développés pour le New Deal, à utiliser conjointement avec des indicateurs spécifiques aux États et aux communautés.
EPI	<u><i>“What are Everyday Peace Indicators?”</i></u>	Ce document décrit l'importance d'une bonne définition d'un changement significatif de consolidation de la paix pour les communautés locales et précise le processus du EPI.
Affaires mondiale Canada	<u><i>International Assistance Results Reporting Guide for Partners</i></u>	Tout en évoquant l'importance des rapports, ce guide offre des conseils étape par étape sur la façon d'identifier les indicateurs et les données appropriés, et sur la façon d'évaluer l'atteinte des résultats.
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.	<u><i>Human Rights Indicators: A Guide to Measurement and Implementation</i></u>	Ce rapport couvre les aspects conceptuels, méthodologiques et empiriques de l'identification d'indicateurs sensibles au contexte pour promouvoir et suivre la mise en vigueur des droits humains.
Département des opérations pour la paix des Nations Unies	<u><i>Monitoring Peace Consolidation: United Nations Practitioners' Guide to Benchmarking</i></u>	Ce manuel fournit des principes de base, des directives et des ressources pour les représentants et organismes des Nations Unies présents sur le terrain, afin de mesurer les progrès ou la régression de la consolidation de la paix dans le cadre des missions prévues grâce à l'analyse comparative, à la collecte et à l'agrégation de données et à la production de rapports.
Programme des Nations Unies pour le développement	<u><i>Improving the Impact of Preventing Violent Extremism Programming – A Toolkit for Design, Monitoring and Evaluation</i></u>	Cette boîte à outils comprend des modules, des processus et des approches, ainsi qu'une banque d'indicateurs, utilisables dans le cadre d'une approche de suivi du renforcement des capacités.

CHAPITRE 5

Suivi de la mise en œuvre et de l'impact des projets JPS

Introduction

La clé d'une consolidation de la paix réussie consiste à comprendre si :

- votre projet JPS est mis en œuvre conformément aux objectifs que vous vous êtes fixés
- votre projet JPS produit le résultat escompté
- ce résultat fait une différence positive dans la situation en général.

Il va donc sans dire que la mise en place d'un suivi rigoureux à différents niveaux de résultats est d'une importance capitale⁹⁰.

Bien que la plupart des systèmes des Nations Unies soient aptes à saisir les taux de mise en œuvre des projets – en d'autres termes, le suivi des intrants et des produits – les projets s'engagent parfois d'après des indicateurs de résultats tout en ne parvenant pas à collecter des données nécessaires pour assurer un suivi de ces résultats.

Ceci représente un problème en ce qui concerne les résultats de la consolidation de la paix, où l'on doit pouvoir généralement disposer de données sur les dispositions difficiles à mesurer, telles que la confiance dans les systèmes de gouvernance, les perceptions de la sécurité locale et les niveaux de confiance sociale. Il est rare d'obtenir ce type

90 Consultez l'annexe à ce chapitre pour une description des trois niveaux de suivi du projet.



CONSEIL – SUGGESTION

ENCADRÉ 19 : Lectures recommandées

Corlazzoli, V. et J. White (2013). *Solutions to Measurement Challenges in Fragile and Conflict-affected Environments*. Londres : Département du Développement international.

Il s'agit d'un guide pratique qui présente une variété d'outils, de méthodologies et d'approches en sciences sociales pour mesurer le changement immatériel dans les environnements fragiles et touchés par les conflits.

d'informations par les moyens de collecte de données habituels.

Lorsque l'absence de données désagrégées sur la situation des jeunes s'accompagne d'un manque de données au niveau des résultats, très souvent les chefs de projet sont laissés dans l'ignorance quant à savoir si leurs interventions ont une incidence positive sur la vie des jeunes femmes et jeunes hommes et si leur participation contribue à la paix et à la sécurité⁹¹.

91 Hagerty, T. (2017), « Data for youth, peace and security: a summary of research findings from the Institute for Economics & Peace ». Sydney : Institut pour l'économie et la paix, pages 12–15.

Pour résoudre ce double problème d'absence de données, les chefs de projet doivent budgétiser et planifier les exercices de collecte de données de sorte qu'ils coïncident avec les périodes où l'on aura besoin de données actualisées, par exemple lors des :

- examens périodiques des projets
- rapports de projet
- évaluations à mi-parcours
- suivis de situation

L'accès à des données actualisées au niveau des résultats permet de faire en sorte que les équipes sont responsables de leurs interventions et savent si celles-ci améliorent les facteurs de conflit clés pour toutes les parties prenantes. Il permet en outre des boucles de rétroaction pour corriger le cap, le cas échéant.

Étant donné que les résultats de la consolidation de la paix, par définition, visent un changement qui dépasse le résultat de tout projet individuel, les équipes ont besoin d'employer une méthode leur permettant de déchiffrer la contribution qu'elles ont apportée aux changements qu'elles observent. Une façon d'obtenir ces informations consiste à collecter des données non seulement parmi la population ou la zone géographique ciblée, mais aussi parmi les populations non ciblées⁹² ayant des caractéristiques comparables.

Pourquoi est-ce important ? Prenez, par exemple, un suivi des résultats qui enregistre une augmentation de seize pour cent (16 %) de l'ouverture d'esprit des jeunes à vouloir surmonter les divisions sociales pour travailler ensemble. À première vue, cela semble être un résultat positif. Toutefois, qu'en serait-il si un groupe similaire de jeunes n'ayant pas participé au projet améliorerait sa coopération de trente pour cent (30 %) au cours de la même période ? Cette nouvelle information devrait amener à poser de sérieuses questions quant à savoir si le projet n'aurait pas en quelque sorte inhibé la volonté des jeunes de coopérer.

Dans ce scénario, au lieu de signaler l'augmentation de 16 % comme une réussite, les équipes de projet

devraient reconnaître l'échec par rapport au groupe témoin, réévaluer leurs TdC et éventuellement réviser leur approche programmatique.

Ce type de suivi exhaustif rehausse la responsabilité des équipes envers les parties prenantes, car il fournit deux informations importantes :

1. Il permet aux équipes de comprendre non seulement si les conditions ont changé, mais aussi si ce changement indique une réussite.
2. Il donne une indication de la contribution du projet au changement observé.

Suivi des résultats adapté aux jeunes

La réponse aux deux questions « De quelles données faisons-nous un suivi ? » et « Comment faisons-nous un suivi des données ? » ouvre la voie pour garantir l'inclusion des perspectives des jeunes dans les informations de fond résultant d'un suivi rigoureux, ainsi que pour développer des partenariats solides avec les jeunes en vue de collecter et d'analyser les données de suivi.

De quelles données faisons-nous un suivi ? Comprendre la situation des jeunes

La première chose à laquelle penser concernant un suivi des résultats tenant compte de la situation des jeunes est de déterminer si les dispositifs de suivi de projet prévus ou existants sont conçus de manière à saisir les informations nécessaires à la compréhension des situations particulières des jeunes femmes et hommes.

Les sources d'informations peuvent inclure des dispositifs de collecte de données dédiés, tels que les innovations menées par les jeunes mises en évidence dans les paragraphes suivants, ainsi que les activités de gestion de projet habituelles, telles que les rapports de visite sur le terrain. Ces sources doivent fournir aux équipes de projet un aperçu de la question de savoir si et comment le changement substantiel en matière de consolidation de la paix a un impact sur la situation des différentes populations de jeunes femmes et hommes.

92 Ces populations non ciblées sont appelées groupes témoins ; elles permettent aux chefs de projet, aux parties prenantes et aux évaluateurs de voir ce qui aurait pu se passer dans un contexte donné si une intervention n'avait pas été mise en œuvre.

Comment faisons-nous un suivi des données ? Forger des partenariats avec les jeunes pour comprendre le contexte

Former des partenariats avec les jeunes en vue d'élaborer et d'effectuer un suivi offre aux jeunes femmes et jeunes hommes la possibilité d'enregistrer, de comprendre et de communiquer les changements significatifs dans leur contexte.

Comme indiqué dans les sections précédentes, les différences dans la façon dont les institutions, les groupes sociaux et les idéologies culturelles ou religieuses traitent les jeunes femmes et les jeunes hommes aboutissent à des résultats différents pour divers segments de la population des jeunes. Ces différences passent souvent inaperçues ou sont dissimulées aux yeux des décideurs.

À cet égard, tout en fournissant une image plus complète de la dynamique contextuelle, les programmes de suivi menés par des jeunes peuvent également influencer le contenu et le processus de collecte et d'analyse des données statistiques officielles. En outre, ces programmes renforcent les partenariats intergénérationnels et intersectoriels en démontrant le rôle positif des jeunes et en incluant la perspective et les compétences uniques qu'ils apportent en complément d'autres approches de suivi.

En s'associant aux jeunes pour mener un suivi des résultats, les équipes de projet des Nations Unies soutiennent la capacité de réflexion critique et d'analyse des jeunes tout en reconnaissant leur droit à participer à une supervision appropriée des interventions qui les concernent, y compris les interventions dans le secteur de la sécurité. De cette façon, les partenariats avec les jeunes renforcent la redevabilité des Nations Unies envers les jeunes femmes et les jeunes hommes tout au long du cycle de projet.

Cependant, la qualité du partenariat est tout aussi importante que le partenariat lui-même. Les équipes des Nations Unies doivent favoriser des partenariats équitables qui n'attendent pas des jeunes qu'ils effectuent un travail qui peut être important pour les Nations Unies, mais qui n'est peut-être pas prioritaire ni même souhaité par les jeunes eux-mêmes.

Une fois qu'ils se sont engagés à s'associer à des jeunes pour mener un suivi, les équipes de projet

doivent consacrer suffisamment de temps et de ressources pour s'assurer que les jeunes femmes et les jeunes hommes disposent des outils dont ils ont besoin pour mener cette tâche avec succès. Des rapports récents soulignent ce point et appellent les donateurs à mettre à disposition des ressources suffisantes pour renforcer la capacité des jeunes à participer au suivi⁹³. Ce soutien, cependant, doit reconnaître que les jeunes femmes et les jeunes hommes disposent déjà de moyens créatifs et avant-gardistes de collecter des données et comprennent aussi les contextes en pleine évolution. Il faudrait donc s'efforcer d'en tirer des enseignements et d'étendre ces bonnes pratiques existantes tout en continuant à favoriser l'innovation.

Par ailleurs, le suivi des résultats de la consolidation de la paix peut éveiller des sensibilités ou susciter des inquiétudes parmi certaines parties prenantes, car il cherche à comprendre si la situation générale s'est améliorée et de quelle manière, et quels segments de la population ont bénéficié ou ont été exclus de cette amélioration.

Les dirigeants politiques, par exemple, peuvent exiger que les indications d'une aggravation de la situation sécuritaire ne soient pas rendues publiques. Dans d'autres contextes, l'acte de suivi lui-même peut être perçu comme un acte d'espionnage ou de renseignement ou même soupçonné d'être la preuve d'une collusion présumée avec des acteurs de la sécurité ou des États Membres non fiables, ce qui fait courir des risques aux observateurs. Les équipes de projet doivent être conscientes de ces risques et travailler avec les jeunes observateurs pour identifier des mesures appropriées d'atténuation des risques.

93 UNOY (Réseau uni des jeunes artisans de la paix) et Search for Common Ground (2017). Mapping a Sector: Bridging the Evidence Gap on Youth-driven Peacebuilding — Findings of the Global Survey of Youth-led Organizations Working on Peace and Security. La Haye, Pays-Bas, p. 8. Disponible sur <http://unoy.org/wp-content/uploads/Mapping-a-Sector-Bridging-the-Evidence-Gap-on-Youth-Driven-Peacebuilding.pdf> ; Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, Groupe de travail sur les jeunes et la consolidation de la paix (2016). Young People's Participation in Peacebuilding: A Practice Note. New York p 16 Disponible sur <https://www.youth4peace.info/system/files/2016-10/PRACTICE%20NOTE%20-%20Young%20People%27s%20Participation%20in%20Peacebuilding%20%282016%29.pdf>.

La Figure 9 propose une série de moyens innovants par le biais desquels les jeunes peuvent diriger le suivi des résultats ou de la situation ou y participer.

Toutefois, avant de sélectionner une approche de suivi, les équipes de projet doivent d'abord analyser la somme totale des indicateurs dans le cadre des résultats de leur projet, y compris les indicateurs d'intrants et de produits ainsi que les indicateurs de résultats quantitatifs et qualitatifs. Une première étape de ce processus consiste à examiner le MdV de chaque indicateur, afin de cartographier les indicateurs déjà collectés dans le cadre des efforts de collecte de données existants. Après avoir dressé une liste d'indicateurs devant encore faire l'objet d'exercices de collecte de données dédiés, les équipes doivent réfléchir à la nature des indicateurs eux-mêmes. Dans le cas des indicateurs quantitatifs, par exemple, les mécanismes de collecte de données devront être rigoureux mais peut-être différents de ceux des indicateurs qualitatifs, qui pourraient exiger

des approches permettant de saisir les sentiments ou les perspectives des personnes interrogées. Comme indiqué précédemment, de nombreux résultats de la consolidation de la paix, tels que des niveaux accrus de cohésion sociale, la confiance dans les forces de sécurité et la tolérance entre les groupes, exigent la collecte de données qualitatives.

Cela étant, une mise en garde concernant la planification de la collecte de données s'impose. Bien qu'il puisse exister un besoin impérieux de lancer des dispositifs de collecte de données innovants, les équipes doivent veiller à ne collecter que les données qui seront utilisées pour le suivi du projet ou du contexte général dans lequel le projet est mis en œuvre. Pour en garantir l'utilité, les équipes doivent identifier quand et comment les données seront utilisées avant de consacrer des ressources à leur collecte. Les données recueillies mais non utilisées gaspillent de précieuses ressources humaines, financières et de temps.

FIGURE 9 : Manières innovantes par lesquelles les jeunes peuvent diriger le suivi des résultats ou de la situation ou y participer

Méthodes participatives basées sur les arts en tant que collecte de données rigoureuse pour un changement transformateur.

- **Narration**⁹⁴. Il s'agit d'un mode d'expression puissant qui peut saisir la réaction d'une personne interrogée à une situation ou à un objet donné(e), ou au souvenir d'une expérience⁹⁵. L'adoption d'une approche sous forme de narration pour la collecte de données peut inciter la participation des jeunes de diverses manières, y compris sous forme de narration entre pairs et de narration intergénérationnelle, et en rassemblant des équipes de jeunes pour coder et analyser les récits des autres. La narration peut être verbale, visuelle ou écrite, et peut se dérouler par le biais d'une interaction en face à face ou peut être appuyée par les médias sociaux ou traditionnels. **Le projet Her(connect)Her de la Footage Foundation**, par exemple, fournit une plateforme de narration numérique sur des appareils mobiles, afin de cultiver la capacité d'action et un sentiment d'appartenance chez les jeunes femmes réfugiées et migrantes, tout en favorisant l'empathie et la compréhension dans les communautés d'accueil de plusieurs pays européens.

94 Bien que la narration en tant qu'approche de collecte de données soit incontestable pour ceux qui recherchent une expression riche et créative, les équipes doivent faire preuve de rigueur dans la détermination de l'échantillon de population qui fournira les récits et dans le codage et l'analyse des informations brutes tirées des récits. Sans cela, les récits individuels sont des anecdotes, qui ne sont pas considérées comme des données.

95 Du fait que les opinions et les souvenirs des personnes sont façonnés par leurs interactions au sein des institutions et des groupes sociaux, les récits fournissent des indications précieuses sur la façon dont les exposés personnels ont été façonnés au fil du temps par ces structures. Analysés seuls, cependant, les récits sont moins fiables en tant que rapports des faits, même dans le cas de témoignages oculaires. Comme avec d'autres approches de collecte de données, les équipes doivent faire preuve de prudence lorsqu'elles examinent des récits à la recherche de données et doivent appliquer des méthodes d'échantillonnage et de codage rigoureuses.

- **Sous-catégorie de narration : collecte de données visuelles** - Les photographies, les illustrations et les films sont des exemples de techniques de collecte de données basées sur les arts visuels qui appliquent littéralement une perspective « jeunes » à la façon dont une situation est perçue. Les approches utilisant les arts visuels peuvent encourager la participation des jeunes en exploitant leur créativité tout en leur permettant de partager des expériences et des pensées qu'ils pourraient sinon trouver difficiles à exprimer ou que les données numériques ne peuvent saisir. De plus, certaines études montrent que la communication en utilisant des métaphores peut créer de nouvelles idées sur le sujet, ce qui pourrait engendrer de nouvelles perspectives sur l'évolution des dynamiques de conflit et de paix dans un contexte donné⁹⁶. L'initiative photographique **PhotoVoice au Royaume-Uni**, par exemple, aide les jeunes réfugiés à ressentir une meilleure connexion vis-à-vis de leurs nouvelles écoles et communautés, à être davantage reconnus et valorisés, et mieux équipés pour participer et trouver leur voix grâce à de nouvelles compétences et à des réseaux plus étendus⁹⁷. Au **Kirghizistan**, le projet du Global Public Policy Institute « **Cameras in Hand** » a offert à des jeunes de différentes origines ethniques, géographiques et linguistiques l'occasion de travailler ensemble sur des courts métrages et des campagnes sur les réseaux sociaux pour plaider en faveur du changement.

Observation directe. Il s'agit d'un moyen systématique de recueillir des données en observant le comportement ou les événements, ou en notant les caractéristiques physiques dans leur environnement naturel. Ces approches demandent une connaissance approfondie du contexte, car les changements significatifs observables peuvent être subtils ou complètement invisibles pour les personnes extérieures. Comme elle est sensible au point de vue particulier du collecteur de données, l'observation directe peut fournir aux jeunes femmes et jeunes hommes une méthode systématique de saisir le changement ou l'absence de changement qui est significatif pour eux mais souvent invisible pour le reste de la population.

Crowdsourcing. Les solutions basées sur la technologie, telles que l'utilisation des SMS rapides ou des médias sociaux pour la collecte de données participative, et dont beaucoup sont dirigées par des jeunes, se sont considérablement développées au cours de la dernière décennie. Du fait qu'il fonctionne via des appareils mobiles pour sonder les populations concernées, le crowdsourcing offre un large accès aux données en temps réel sur des sujets d'intérêt spécifiques. Le **U-Report de l'UNICEF**, par exemple, rassemble des données sur plus de 8 millions de jeunes dans plus de 60 pays et est utilisé pour éclairer tous les aspects de la planification et du suivi, et – dans une moindre mesure⁹⁸ – le suivi, les rapports et l'évaluation des projets. Les jeunes dirigent également les efforts de suivi des progrès vers la réalisation des ODD, surtout l'ODD 4.7 sur l'éducation, par le biais d'une plateforme de crowdsourcing financée par **l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture**. Cette approche innovante recueille des données auprès des jeunes au niveau local, en vue de discerner des tendances pouvant être quantifiées et utilisées pour les rapports sur les ODD.

Conception d'enquête et recensement traditionnels. Lorsque des degrés de confiance dans la validité des informations sur des populations spécifiques sont requis, il se peut que les équipes aient besoin d'employer une approche d'enquête et de collecte de données plus traditionnelle. Bien que les enquêtes traditionnelles exigent une sophistication à la fois dans l'échantillonnage des populations et dans la conduite d'entretiens ou de questionnaires, les jeunes peuvent acquérir ces compétences grâce à une formation qui rend possible leur participation ou leur leadership. Au début du conflit actuel **au Yémen**, par exemple, **l'UNICEF s'est associé à des équipes de jeunes femmes** qui, compte tenu des normes de genre traditionnelles, étaient particulièrement bien placées pour interroger les femmes aidantes sur le bien-être de leur ménage. Ces enquêtes ont fourni aux acteurs humanitaires et aux défenseurs des droits humains les seules données disponibles sur la manière dont la crise affectait les familles et les communautés vulnérables dans les zones urbaines et rurales.

96 SUSPLACE (2018). *Arts-Based Methods for Transformative Engagement: A Toolkit*. Wageningen, Pays-Bas, p. 7.

97 Pour soutenir l'utilisation éthique des photos d'autrui, le Bond People in the Pictures Group, réseau d'organisations non gouvernementales travaillant dans le développement international, a élaboré un ensemble de principes pour guider l'utilisation éthique de l'imagerie dans leur travail. Les principes incluent celui de ne pas nuire, le consentement éclairé, la maximisation de la précision pour divers groupes, la rédaction de légendes lorsque cela est possible, ainsi que l'engagement à ne pas perpétuer les stéréotypes négatifs. Les principes sont consultables sur <https://www.bond.org.uk/sites/default/files/resource-documents/bond-ethical-guidelines-for-collection-and-use-of-content.pdf>.

98 Dhillon, A., I. Reinhart et D. Willett (2017). *Citizen-Driven Measurement of Sustainable Development Goals: How Perceptions Data Measurement Contribute to the 2030 Agenda for Sustainable Development*. New York : UNICEF.

Annexe – Suivi de projet à trois niveaux

- NIVEAU 1 -

Suivi des intrants et des produits

Faisons-nous ce que nous avons dit que nous ferions ?

Le suivi du projet à ce niveau consiste à se demander si les actions que nous avons planifiées se déroulent dans les temps et à l'échelle prévue. Combien d'ordinateurs ont-ils été achetés pour soutenir un réseau naissant de jeunes issus de communautés en guerre ? Avons-nous organisé le nombre prévu d'ateliers de formation pour préparer les jeunes à utiliser les ordinateurs en vue d'identifier les besoins et les objectifs communs qui doivent guider les négociations de paix ? À ce niveau, nous faisons un suivi des actions telles que la formation et la fourniture de biens et services qui sont entièrement sous notre contrôle. Bien que ce niveau soit important pour comprendre si la mise en œuvre du projet est en bonne voie, il n'est pas suffisant pour déterminer si notre travail réduit un facteur de conflit.

- NIVEAU 2 -

Suivi des effets directs du projet

Nous faisons ce que nous avons dit que nous ferions, mais cela a-t-il l'effet escompté ?

Le suivi à ce niveau nous indique si nos hypothèses de programmation sur le fonctionnement du changement – nos TdC – étaient valides. Former les jeunes à l'utilisation des ordinateurs pour permettre l'identification de besoins et d'objectifs communs, par exemple, suppose qu'un obstacle clé à la coopération des jeunes est le manque d'outils de communication pour combler les différences géographiques, politiques ou sociales. Le suivi du projet à ce niveau d'effet direct plus élevé fournit des informations sur la validité de cette hypothèse ou sur l'existence d'autres obstacles plus importants qui empêchent les jeunes de se mobiliser entre les différents groupes.

- NIVEAU 3 -

Impact du projet et suivi situationnel

Notre projet produit l'effet escompté, mais fait-il une différence positive dans le contexte ?

Le suivi à ce niveau nous oblige à considérer nos hypothèses de changement à un niveau d'impact plus élevé. Même si notre projet est une réussite pour ce qui est d'aider divers groupes de jeunes à identifier un ensemble commun d'objectifs en vue d'orienter les pourparlers de paix, par exemple, les négociateurs n'ont toujours pas reflété leurs points de vue dans l'accord de paix. Le projet n'a pas eu l'impact souhaité, car notre hypothèse générale, selon laquelle les opinions des jeunes étaient exclues des accords de paix parce que les négociateurs ne les connaissaient pas, n'a pas identifié l'obstacle le plus important à l'inclusion. En conséquence, bien que nous ayons accompli ce que nous avons prévu de faire, nous n'avons pas réduit le facteur de conflit et, en fait, l'avons peut-être exacerbé si des segments de la population des jeunes ont le sentiment que la non-prise en compte de leur voix réduit la légitimité de l'accord de paix.

CHAPITRE 6

Évaluation basée sur les connaissances des programmes JPS

Introduction

Les évaluations sont des appréciations de la qualité d'un projet fondées sur des éléments probants. Il existe divers aspects d'un projet qui peuvent être évalués en vue de révéler différents types d'informations, par exemple :

- **Les évaluations de processus** indiquent aux gestionnaires si la mise en œuvre est en bonne voie.
- **Les évaluations à mi-parcours** indiquent si un projet est toujours pertinent et en bonne voie pour atteindre ses objectifs déclarés.
- **Les évaluations finales** évaluent si les objectifs d'un projet ont été atteints et, dans l'idéal, quel effet le projet a eu sur le contexte en général.

Les éléments probants fournis par les évaluations apportent des connaissances précieuses sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas pour un type d'intervention donné et renseignent sur les conditions nécessaires à la réussite.

Comme indiqué dans l'introduction, en raison de la relative nouveauté des programmes JPS, les évaluations sont d'une importance cruciale pour établir la base de connaissances et briser les mythes sur la façon de soutenir les jeunes femmes et les jeunes hommes et de les faire participer à la consolidation de la paix.

Bien que des évaluations finales soient fréquemment demandées par les donateurs, étant donné le dynamisme des environnements de consolidation de la paix, les équipes peuvent envisager d'inclure d'autres exercices d'évaluation se déroulant tout au long de la mise en œuvre pour permettre l'apprentissage et la correction du cap avant la fin du projet. Des approches telles que l'évaluation développementale (ED), la récolte des



DÉFINITIONS ET EXEMPLES

ENCADRÉ 20 : Évaluation menée par les jeunes en Irlande du Nord

En 2016, PeacePlayers s'est engagée à effectuer une évaluation de son travail menée par des jeunes catholiques et protestants en Irlande du Nord. Cette démarche s'est déroulée sur deux ans en trois étapes : (1) du temps et des ressources financières consacrés à la formation à l'évaluation et à la planification ; (2) collecte de données ; et (3) analyse et rédaction du rapport d'évaluation. Préparé par un groupe de 18 jeunes femmes et jeunes hommes âgés de 15 à 18 ans, le rapport final de haute qualité a tiré profit des informations uniques qu'une perspective « jeunes » a apportées à un examen des « Troubles » et démontre qu'une évaluation dirigée par des jeunes ne se fait pas au détriment de la rigueur. Le rapport final est disponible ici : [Évaluation de PeacePlayers en Irlande du Nord](#).

résultats et l'enquête appréciative (EA) rassemblent les équipes à des moments spécifiques de la mise en œuvre, afin de réfléchir aux réalisations progressives du projet et aux changements du contexte. De ce fait, elles offrent non seulement un espace structuré pour la réflexion de groupe, mais également des opportunités de faire participer les jeunes au processus de gestion et d'évaluation de projet.

Bien que les évaluations de développement, la récolte des résultats et les enquêtes appréciatives puissent ne pas satisfaire la demande d'évaluation finale d'un donateur, l'examen périodique inhérent à ces processus augmente la probabilité pour un projet donné de réussir à avoir un impact positif sur un facteur de conflit clé, à favoriser des partenariats plus solides avec les jeunes, et à fournir des données et des analyses utiles pour réaliser une évaluation finale de haute qualité et exploitable.

Il faut cependant reconnaître que tous les projets ne seront pas tenus d'effectuer une évaluation, ni ne seront adaptés à cet exercice. Les ressources nécessaires pour commander une évaluation exploitable dans le cas de projets dotés d'un budget extrêmement modeste ou qui sont de courte durée peuvent rendre les évaluations de ces efforts irréalistes ou non stratégiques. Dans ces cas, les équipes de projet peuvent envisager de s'associer avec des jeunes en vue de mener d'autres exercices, tels que des exercices sur les enseignements tirés et des rapports après action, afin de saisir les connaissances et d'évaluer les résultats.

Différentes approches des jeunes et de l'évaluation

Avant la mise en œuvre du projet, les équipes doivent décider de la manière dont les jeunes seront inclus dans l'évaluation.

Une considération particulière concerne la nature de l'initiative elle-même – les projets qui ont pour but principal de s'associer avec les jeunes pour faire avancer des objectifs de consolidation de la paix identifiés par ces derniers, par exemple, doivent s'assurer que les points de vue des jeunes et les résultats auxquels ils souhaitent aboutir constituent un élément central de l'enquête de l'évaluation.

Les projets qui intègrent les jeunes pour s'assurer qu'une perspective « jeunes » est appliquée à une initiative générale de consolidation de la paix doivent toujours viser à inclure les jeunes, bien que la façon dont ils le font et dans quelle mesure soit une décision qui peut varier d'un projet à l'autre. Peu importe si la promotion des objectifs des jeunes constituait un objectif principal ou si les jeunes étaient intégrés, les équipes peuvent envisager une échelle graduée d'inclusion des jeunes, reconnaissant que plusieurs de ces approches peuvent être associées au sein d'une même évaluation.

La Figure 10 présente trois approches d'évaluations adaptées aux jeunes.

Guide par étape pour concevoir et mener une évaluation tenant compte de la situation des jeunes

Étape 1 – Se préparer à une évaluation

» Soyez précis sur la manière dont les jeunes et leurs points de vue seront inclus dans les TdR du processus d'évaluation.

En particulier, assurez-vous que les TdR indiquent non seulement que les jeunes seront consultés, mais identifient également comment et quand les jeunes participeront à la validation des résultats pour garantir une saisie précise de leurs points de vue.

» Étant donné que les questions d'évaluation établissent les principales pistes d'enquête des évaluateurs, examinez les questions d'évaluation préliminaires énoncées dans les TdR pour vous assurer qu'au moins une d'entre elles se rapporte spécifiquement aux jeunes.

» Veillez à ce que les données disponibles et les rapports qui seront mis à la disposition des évaluateurs pour l'examen documentaire fournissent des informations adéquates sur la situation spécifique des jeunes issus de divers milieux. Si aucune donnée désagrégée par âge n'est disponible, discutez de la manière dont ces informations peuvent être collectées dans le cadre de l'exercice d'évaluation.

FIGURE 10 : Trois approches d'évaluations adaptées aux jeunes

Évaluation tenant compte de la situation des jeunes	Évaluation axée sur les jeunes	Évaluation dirigée par les jeunes
<p>Une évaluation tenant compte de la situation des jeunes applique une perspective « jeunes » pour évaluer l'expérience spécifique des jeunes femmes et jeunes hommes concernant la mise en œuvre, les résultats et l'impact du projet. Elle examine si un projet répond aux différents besoins et priorités des jeunes et évalue s'il a eu un impact sur la situation des jeunes et, si c'est le cas, de quelle manière.</p> <p>Il n'existe pas de méthodologie spécifique pour effectuer ce genre d'évaluation. Cependant, elle doit au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inclure au moins une question d'évaluation explicite axée sur les jeunes. • S'assurer que les données collectées et analysées sont désagrégées par âge. • Inclure une discussion sur les structures de pouvoir et de discrimination fondées sur l'âge. • Inclure des conclusions et des recommandations qui traitent des inégalités générationnelles. • S'assurer que les jeunes sont interrogés et les inclure dans les groupes de référence pour garantir que les résultats de l'évaluation reflètent les expériences particulières des jeunes femmes et jeunes hommes issus de différents milieux. • S'assurer que l'évaluation inclusive des jeunes dépasse la simple prise en compte de la situation des jeunes en cherchant des possibilités de faire directement participer les jeunes au processus d'évaluation. Les jeunes peuvent faire partie de l'équipe d'évaluation, y compris en tant que personnes interrogées lors de la collecte de données, ou peuvent être membres de consultations de parties prenantes ou de groupes de référence pour s'assurer que les résultats de l'évaluation reflètent les expériences particulières des jeunes femmes et jeunes hommes. 	<p>Une évaluation axée sur les jeunes concerne principalement les projets dont l'objectif principal est d'atteindre un objectif spécifique lié aux jeunes et à la consolidation de la paix. Cependant, elle pourrait également être déployée lorsque les équipes souhaitent savoir comment une initiative n'incluant pas les jeunes peut néanmoins avoir un impact indirect ou involontaire sur les jeunes femmes et les jeunes hommes.</p> <p>Par exemple, si un processus DDR a été conçu et mis en œuvre sans tenir compte des jeunes, les équipes peuvent tirer profit d'une évaluation axée sur les jeunes afin de mieux comprendre les conséquences du processus DDR pour les jeunes. Ces informations contribueront à un meilleur apprentissage et à une plus grande redevabilité vis-à-vis d'un groupe essentiel mais ignoré.</p>	<p>Une évaluation dirigée par les jeunes place les jeunes femmes et les jeunes hommes aux commandes, en les recrutant pour diriger l'évaluation ou des aspects spécifiques du processus d'évaluation. Une évaluation dirigée par des jeunes exige, entre autres, que les jeunes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • décident des questions de recherche • recrutent l'équipe d'évaluation • décident des instruments de collecte de données • dirigent la collecte de données • interprètent et analysent les résultats • présentent des recommandations de changement. <p>N'oubliez pas que le fait de faire participer les jeunes de cette manière peut impliquer un besoin de ressources financières et d'une formation préalable.</p> <p>Même si une approche d'évaluation dirigée par les jeunes garantit l'appropriation du processus par ces derniers, cela ne signifie pas automatiquement que l'évaluation tiendra compte de la situation des jeunes et/ou représentera les perspectives de tous les jeunes.</p> <p>Bien qu'il soit plus courant que les jeunes dirigent des évaluations de programmes axés sur les jeunes, ils peuvent être très bien placés pour diriger des évaluations sur des projets qui ont d'autres objectifs de paix et de sécurité.</p>

Étape 2 – Recruter une équipe d'évaluation

- » Sur la base des TdR, identifiez les facteurs de classement de la qualité pour faciliter la sélection des équipes d'évaluation et/ou d'un évaluateur externe.
- » Dans la liste des compétences requises des évaluateurs, exigez une expérience de travail avec des jeunes sur des évaluations ou une expérience de réalisation d'évaluations adaptées aux jeunes.



CONSEIL – SUGGESTION

ENCADRÉ 21 : Conseils

Consultez *EvalGroupe*, une initiative de *EvalPartners*, pour faciliter l'identification des évaluateurs jeunes et des ressources disponibles pour appuyer leur travail.

- » Si vous recrutez des consultants en évaluation externes, assurez-vous que les descriptions de poste recherchent explicitement des spécialistes expérimentés dans l'évaluation de projets avec une perspective « jeunes » et/ou incluent des jeunes qualifiés dans l'équipe d'évaluation.
- » Si vous cherchez à embaucher des équipes d'évaluation qui incluent des jeunes ou qui sont dirigées par des jeunes, soyez sensible à la façon dont les années d'expérience de travail requises ou le niveau d'éducation souhaité peuvent limiter la capacité de certains jeunes à postuler.

Étape 3 – Rapport initiaux

Le premier produit livrable d'une évaluation est souvent un rapport initial, préparé par un évaluateur, qui repose sur un examen initial de la documentation et, occasionnellement, sur des entretiens avec des parties prenantes sélectionnées. Il définit le cadre conceptuel et le calendrier de l'évaluation, anticipe les obstacles ou les limites, affine les questions et la méthodologie clés de l'évaluation, et contient des informations sur les sources et la collecte de données, l'échantillonnage et les indicateurs clés.

- » Examinez les questions d'évaluation proposées pour vous assurer qu'elles reflètent les engagements envers l'inclusion des jeunes. Si le responsable de l'évaluation ou les équipes de projet ont du mal à comprendre comment les réponses aux questions d'évaluation fourniront des informations essentielles sur les jeunes, demandez à l'équipe d'évaluation de revoir les questions.
- » Examiner la méthodologie et les instruments de collecte de données qui sont proposés pour répondre à chacune des questions d'évaluation, afin de déterminer s'ils fourniront des informations adéquates pour permettre aux évaluations d'aboutir à des conclusions tenant compte de la situation des jeunes.
- » Dans le cadre du rapport initial, les évaluateurs effectuent une cartographie des parties prenantes sensible aux conflits qui permet de guider le ciblage des parties prenantes clés pour la collecte de données et d'éclairer l'analyse des données en cernant les relations entre les groupes de parties prenantes. Les responsables de l'évaluation doivent s'assurer que l'ensemble de la population de jeunes concernée est adéquatement représenté dans cette cartographie des parties prenantes et reflète l'âge, l'identité de genre, l'affiliation religieuse, la situation géographique et les différences d'identité ethnique, de caste ou tribale. Envisagez d'organiser un groupe de discussion centré sur les jeunes pour valider les résultats de la cartographie.
- » Pour examiner la méthodologie de l'évaluation, les responsables de l'évaluation, les équipes de projet et le groupe de référence doivent indiquer comment l'équipe d'évaluation prévoit d'inclure les jeunes dans les approches de collecte de données, par exemple dans le cadre d'enquêtes, d'entretiens avec des informateurs clés et de discussions de groupe. Pour examiner les instruments de collecte de données, les responsables de l'évaluation et les équipes de projet doivent étudier les calendriers d'entretiens ou les questions spécifiques qui seront posées aux informateurs pour chaque approche méthodologique, afin de s'assurer qu'ils tiennent compte de la situation des jeunes et en même temps favorisent leur inclusion. Les jeunes membres du groupe de référence doivent valider la méthodologie et le contenu des outils de collecte de données.

« Dans les discussions de groupe, soyez sensible aux pratiques culturelles qui font que des jeunes ont du mal à critiquer leurs aînés, à proposer de nouvelles idées ou à s'associer à des personnes d'autres sexes. »

Étape 4 – Collecte des données

Pour compléter les données et rapports existants, les équipes d'évaluation organisent fréquemment des visites sur le terrain en vue de collecter des données primaires destinées à appuyer leurs conclusions. Au cours de cette phase de l'exercice d'évaluation, il est important que les équipes de projet surveillent dans quelle mesure les évaluateurs respectent les engagements pris envers l'inclusion des jeunes, comme convenu dans les TdR approuvés. Plus précisément, les équipes doivent :

- » Évaluer les dispositifs de codage des données du point de vue des jeunes. Si les expériences ou les perceptions des jeunes sont omises des dispositifs de codage, les équipes doivent examiner les données brutes pour déterminer si elles omettent les informations relatives aux jeunes.

L'absence de codes relatifs aux jeunes peut toutefois être le signe d'une attention insuffisante accordée aux jeunes dans d'autres domaines du travail de collecte de données, notamment :

- la sensibilisation des parties prenantes (solution : rechercher explicitement la participation de jeunes concernés ou garantir un espace de participation spécifique aux jeunes)
 - la méthodologie (solution : réviser l'approche méthodologique pour mieux sensibiliser les jeunes avec des questions pertinentes)
 - les instruments de collecte de données (solution : consulter les jeunes pour examiner la façon dont les questions sont formulées pour cerner leurs points de vue de manière plus appropriée et avec plus de clarté et précision.
- » Comme pour la sensibilisation et l'inclusion de tout groupe de parties prenantes, les équipes d'évaluation ont besoin d'une stratégie

d'échantillonnage qui sensibilise les jeunes les mieux placés pour parler de la situation générale et/ou de l'impact du projet. Un écueil courant à ce sujet concerne la dépendance excessive à l'égard des adultes locaux dotés de pouvoir, tels que les élus, les chefs de partis politiques, les chefs tribaux et les enseignants, pour identifier les jeunes qui doivent participer. Bien que les équipes d'évaluation ne doivent pas exclure les jeunes sur la base des recommandations des personnes qui ont du pouvoir, leurs efforts de sensibilisation doivent porter sur d'autres jeunes que ceux triés sur le volet. Le recours à un échantillonnage en boule de neige peut aider les équipes à élargir leur périmètre d'action.

- » Reconnaissez que la participation à des entretiens ou à des consultations peut entraîner des risques pour les participants, sur lesquels on pourrait exercer des pressions pour qu'ils ne donnent que des informations « positives » sur la mise en œuvre ou le contexte dans son ensemble. Les équipes d'évaluation doivent expliquer comment elles compenseront ces risques. Elles doivent en outre faire preuve d'une prudence particulière pour protéger la sécurité des jeunes participants, qui pourraient être plus vulnérables face aux pressions exercées par d'autres acteurs.

Pour garantir une approche efficace qui « ne nuit pas », les équipes d'évaluation doivent :

- planifier explicitement la manière d'obtenir de manière responsable un consentement éclairé tant pour les mineurs que pour les adultes
- élaborer un solide plan de sécurité des données pour protéger l'identité et les informations des personnes interrogées
- atténuer le risque que des acteurs dotés de pouvoir puissent considérer certains jeunes comme des « informateurs » en raison de leur participation à l'évaluation.

Étape 5 – Exercices de validation et rédaction du rapport

- » Menez des exercices de validation pour partager les résultats préliminaires avant que les évaluateurs ne quittent le site ou peu de temps après. Cela donnera aux évaluateurs l'occasion de s'assurer qu'ils ont parfaitement compris ce que les informateurs leur ont dit et de signaler les absences d'informations qui pourraient compromettre le rapport final. La participation de jeunes aux exercices de validation est essentielle pour garantir que leurs points de vue ont été compris et priorités.
- » Planifiez les exercices de validation bien avant la préparation du rapport de sorte que, en cas d'identification d'une absence d'informations sur les perceptions ou les priorités des jeunes, l'on ait le temps de collecter les données manquantes nécessaires.
- » Sur la base des résultats préliminaires, l'équipe d'évaluation préparera le projet de rapport final, qui devra être partagé avec le groupe de référence de l'évaluation en vue d'obtenir son retour d'information et son approbation.
- » Le responsable de l'évaluation doit établir une liste de contrôle ou une matrice de réponses comprenant des questions d'évaluation tenant compte de la situation des jeunes, afin de guider l'examen des résultats préliminaires et du projet de rapport. Au Tableau 14, vous trouverez des exemples de ces questions.
- » Assurez-vous que les jeunes qui ont participé tout au long du cycle du projet sont traités comme des partenaires égaux dans le processus d'examen des projets de rapports d'évaluation et d'approbation du rapport final. Plus précisément,

assurez-vous que les jeunes membres reçoivent le rapport en même temps que les autres membres du groupe de référence et que leurs commentaires et suggestions sont pris en compte dans les révisions ultérieures du rapport.

- » Si les TdR de l'évaluation demandent à l'équipe d'évaluation de réaliser des supports de communication sur les conclusions et les recommandations de l'évaluation, assurez-vous que le contenu est adapté aux jeunes et que les communications ciblent correctement les jeunes.

Étape 6 – Réponse de la direction

Une étape essentielle souvent négligée dans le processus d'évaluation consiste à savoir si, et comment, une organisation prend en compte les recommandations d'une évaluation. De nombreux bureaux des Nations Unies exigent une réponse officielle de la direction, par le biais de laquelle l'organisation explique comment elle répondra à chacune des recommandations et s'engage à respecter un calendrier d'exécution. Appliquez une perspective « jeunes » en :

- » veillant, au minimum, à ce que les recommandations spécifiques aux jeunes ne soient pas jugées moins prioritaires que les autres, voire ignorées
- » lançant une campagne de communication stratégique pour partager des informations sur la manière dont les recommandations de l'évaluation sont abordées avec les principales parties prenantes jeunes dans la zone du projet
- » envisageant de convoquer un organe consultatif ou un groupe de travail composé de jeunes pour surveiller la mise en œuvre de la réponse de la direction.

« Fournir un accès aux jeunes observateurs augmente la transparence et la redevabilité de l'organisation envers les jeunes et peut améliorer l'adoption des recommandations. »

TABLEAU 14 : Questions d'évaluation tenant compte de la situation des jeunes

Pertinence

Le projet a-t-il contribué à l'amélioration de la participation des jeunes – y compris des jeunes femmes – aux processus liés à la paix et à la sécurité ? Si c'est le cas, comment ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Le projet a-t-il répondu aux besoins et aspirations pratiques et stratégiques de divers groupes de jeunes ? Cela a-t-il conduit à l'amélioration des droits et de la participation des jeunes, y compris les droits et la participation des jeunes femmes ? Si c'est le cas, comment ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Efficacité

Le projet a-t-il été efficace en ce qui concerne les objectifs du programme JPS ? (Par exemple, a-t-il contribué à la protection des droits des jeunes et/ou a-t-il permis une participation significative des jeunes aux processus de paix ?) Si c'est le cas, comment ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Les organisations partenaires et cibles ont-elles bénéficié du projet sur le plan de renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine de l'intégration des jeunes ? Si c'est le cas, comment ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Impact

Quel est l'impact du projet sur les politiques, processus et programmes en général qui améliorent l'égalité entre les groupes d'âge et les droits des jeunes ? (Par exemple, a-t-il eu un impact sur la réduction de la violence à l'égard des jeunes hommes ? Ou a-t-il contribué à des politiques et/ou plans d'action spécifiques aux jeunes ?)

Durabilité

Les résultats positifs du projet concernant l'augmentation de la participation et de l'influence des jeunes sont-ils susceptibles de perdurer après la fin du financement ?

Dans quelle mesure les jeunes femmes et les jeunes hommes et/ou les organisations dirigées par des jeunes se sont-ils appropriés les résultats ?

Dans quelle mesure la capacité d'intégration des jeunes par le biais du projet a-t-elle été renforcée et institutionnalisée ?

Annexe 1 – Lectures complémentaires

Organisation	Titre	Description
ACT for Youth	<u>"Youth participatory evaluation"</u>	Cette ressource décrit les éléments clés d'une évaluation participative des jeunes.
Projets d'apprentissage collaboratif d'ACD	<u>Thinking Evaluatively in Peacebuilding Design Implementation and Monitoring</u>	Cette publication encourage la réflexion évaluative tout au long du cycle du projet et propose trois exercices d'évaluation à mener pendant la programmation : (1) évaluations de la qualité du programme, (2) examens de l'évaluabilité et (3) exercices de réflexion sur la stratégie et le programme.
Projets d'apprentissage collaboratif d'ACD	<u>Evaluating Impacts of Peacebuilding Interventions: Approaches and Methods, Challenges and Considerations</u>	Ce document fournit des conseils spécifiques en répondant aux questions spécifiques « pourquoi », « quand » et « comment » mener des évaluations de l'impact de la consolidation de la paix.
Organisation de coopération et de développement économiques	<u>Évaluer les activités de construction de la paix dans les situations de conflit et de fragilité</u>	Ce document représente le premier guide spécifiquement dédié à l'évaluation des initiatives de consolidation de la paix selon les critères d'évaluation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.
Pact	<u>Monitoring, Evaluation, Reporting and Learning (MREL) for Peacebuilding Programs</u>	Ce manuel fournit une introduction au suivi, à l'évaluation, à l'établissement de rapports et à l'apprentissage et comporte des exemples de consolidation de la paix. Chaque chapitre comprend un exercice d'apprentissage.
Peacebuilding Evaluation Consortium	<u>The Online Field Guide to Peacebuilding Evaluation</u>	Ce guide fournit une introduction à l'évaluation et des conseils spécifiques aux responsables de l'évaluation sur la planification, la gestion et la mise en œuvre de l'évaluation.
Groupe des Nations Unies pour l'évaluation	<u>Intégrer les droits de l'homme et l'égalité des sexes aux évaluations</u>	Il s'agit d'un guide visant à promouvoir la mise en œuvre de pratiques d'évaluation tenant compte des droits humains et du genre dans toutes les évaluations des Nations Unies.

Annexe 2 – Approches évolutives de l'apprentissage et de l'adaptation des projets

Le Tableau 5 présente trois approches d'évaluation de projet en temps réel qui concernent autant la gestion de projet rigoureuse que l'évaluation. Comme elles sont fréquemment menées pendant la mise en œuvre du projet, ces trois approches demandent une plus grande participation de la part des cadres supérieurs et des équipes de projet au processus d'évaluation que la commande d'évaluations finales externes plus standard. Une application réussie de ces trois approches exige :

- une haute direction et des équipes de projet qui soient ouvertes à la possibilité que leurs hypothèses de programmation étaient fausses
- ou que les conditions aient changé de manière à rendre leurs décisions initiales inefficaces ou contre-productives dans le contexte
- des systèmes de gestion de projet qui permettent de modifier en cours de route les objectifs généraux ou les approches
- l'intégration de facilitateurs capables de créer un climat de confiance entre tous les utilisateurs de l'évaluation et de diriger des séances régulières de retour d'information
- une haute direction et des équipes de projet qui s'engagent à participer aux séances de retour d'information et peuvent y consacrer suffisamment de temps et de ressources financières
- un accès à des données actualisées sur les changements de contexte et les points de vue et capacités des acteurs.

TABLEAU 15 : Trois approches d'évaluation de projet en temps réel

	Qu'est-ce que c'est ?	Comment est-elle réalisée ?	Conseils supplémentaires
Enquête appréciative	L'EA vise à identifier ce qui génère les meilleurs résultats pour les personnes, les organisations et les contextes en général. Contrairement aux approches d'évaluation plus traditionnelles qui examinent les défaillances et les opportunités manquées, ainsi que les points forts, une approche EA part du principe fondamental que chaque système a le potentiel d'être performant et vital. Le rôle de l'EA consiste à identifier ce qui constitue le socle du succès systémique et d'indiquer les moyens de l'encourager.	L'EA pose généralement des questions selon un processus en quatre étapes appelé les « quatre D » en anglais: (1) « Discovering » (« Découvrir » les processus et les dynamiques qui fonctionnent le mieux) ; (2) « Dreaming » (« Rêver » d'une vision positive de l'avenir) ; (3) « Designing » (« Concevoir » des processus qui permettront d'obtenir des résultats positifs pour l'avenir) ; et (4) « Delivering » (Produire » des résultats grâce à un processus évolutif d'autonomisation, d'apprentissage et d'ajustement).	Le document « Introduction to appreciative inquiry » d'AI Commons Le document « Generic processes of appreciative inquiry » du Centre for Appreciative Inquiry

suite à la page suivante

Qu'est-ce que c'est ?	Comment est-elle réalisée ?	Conseils supplémentaires
<p>Évaluation développementale (ED)</p>	<p>L'ED est née d'une préoccupation selon laquelle l'attente d'une évaluation sommative finale dans des contextes de programme complexes et en constante évolution rend souvent les données et les conclusions de l'évaluation obsolètes ou non pertinentes. En fait, l'ED intègre des exercices d'évaluation dans le cycle de programme en cours, en planifiant explicitement des moments de retour d'information sur l'impact d'une initiative sur le contexte et en proposant des adaptations pour s'assurer qu'elle répond aux besoins des différentes personnes à différents moments. L'ED est particulièrement appropriée lorsque la production de résultats n'est pas linéaire, lorsqu'il existe un degré élevé d'incertitude quant à la probabilité de succès ou lorsque l'on s'attend à ce que les acteurs du contexte du programme évoluent et changent au cours du calendrier d'exécution.</p>	<p>Des facilitateurs d'évaluation externes à temps plein, et intégrés aux équipes de programmation, sont mieux placés pour mener l'ED. Les experts en ED doivent initier les utilisateurs de l'évaluation (équipes de projet et parties prenantes) au processus et susciter leur intérêt à participer à une réflexion périodique. À l'aide d'un ensemble de TdC, les experts en ED identifient des questions d'évaluation adaptées au contexte et les valident avec les utilisateurs de l'évaluation. Les experts en ED dirigent les utilisateurs de l'évaluation au moyen d'exercices de réflexion basés sur des données et des analyses mises à jour. Grâce à des exercices de réflexion, l'ED produit des connaissances sur les changements se produisant dans le contexte et recommande d'autres actions ou adaptations programmatiques.</p> <p>Patton, M. Q. (2010). <i>Developmental Evaluation – Applying Complexity Concepts to Enhance Innovation and Use</i>. New York : Guilford Press. Disponible sur http://www.guilford.com/cgi-bin/cartscript.cgi?page=pr/patton.htm&dir=re...</p> <p>Le document <i>Developmental Evaluation Toolkit</i> du Spark Policy Institute. Disponible sur : https://www.betterevaluation.org/en/resources/toolkit/developmental_evaluation_toolkit</p> <p>USAID (2017). <i>Developmental Evaluation in Practice: Tips, Tools and Templates</i>. Washington, D.C. Disponible sur https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/15396/USAID_DEPA_MERL_Developmental_Evaluation_in_Practice_Tips_Tools_and_T.pdf.</p>
<p>Récolte des résultats</p>	<p>La récolte des résultats est une approche qui englobe conception, suivi et évaluation en collectant ou en « récoltant » des éléments probants sur les changements intervenus dans un cadre donné (pour le meilleur ou pour le pire) et en retraçant les étapes du processus afin de comprendre si un projet a contribué à ce changement et de quelle manière. Semblable à l'ED, cette récolte est fréquemment déployée dans des contextes complexes, lorsqu'il est impossible d'identifier ce qu'une intervention permettra d'accomplir, ni les étapes spécifiques nécessaires au fil du temps. Elle peut être utilisée dans le cadre d'une approche ED ou peut être déployée dans le cadre d'une évaluation finale.</p>	<p>La récolte des résultats se déroule en six étapes : (1) conception collaborative de la récolte avec les utilisateurs de cette récolte ; (2) examen ou collecte de données et évaluation initiale ; (3) dialogue avec des informateurs ; (4) justification des résultats identifiés ; (5) analyse/interprétation et regroupement des résultats en catégories ; et (6) encouragement de l'utilisation des conclusions. Ces étapes peuvent être effectuées aussi fréquemment ou rarement que cela est jugé approprié, compte tenu de la durée du projet, de la dynamique du contexte et des besoins d'information des utilisateurs.</p> <p>Wilson-Grau, R. and Britt, H. (2012). <i>Outcome Harvesting</i>. New York : Ford Foundation. Disponible sur https://usaidearninglab.org/sites/default/files/resource/files/Outcome%20Harvesting%20Brief%20FINAL%202012-05-2-1.pdf.</p> <p>INTRAC (2012). « Outcome harvesting ». Oxford, Royaume-Uni : Disponible sur https://www.intrac.org/wpcms/wp-content/uploads/2017/01/Outcome-harvesting.pdf.</p>

Points d'entrée JPS

PREMIER PILIER – Participation

Encouragez et soutenez une participation significative des jeunes à toutes les phases des processus informels et formels de paix, de sécurité et de transition politique, depuis la prénégociation jusqu'à la mise en œuvre, y compris dans les dialogues aux niveaux national et local, l'élaboration d'une constitution, la justice transitionnelle, la résolution des conflits et d'autres processus politiques et de gouvernance.

1. Identifiez les besoins et les aspirations des jeunes, éliminez les obstacles à la participation des jeunes et investissez dans des mécanismes innovants pour les jeunes.

- » Soutenez la cartographie des actions menées par les jeunes liées aux processus de paix et de transition politique, et identifiez les obstacles formels (loi, politiques et réglementations) et les obstacles informels (culture organisationnelle et pratiques sociales), y compris les obstacles liés au genre, à la participation des jeunes à la paix et à la sécurité.
- Un rapport politique sur les perceptions des jeunes visant à guider l'initiative « Faire taire les armes à feu en Afrique » de l'Union africaine a été élaboré, sous forme de six dialogues intergénérationnels « Les jeunes font taire les armes ».
- » Créez des espaces sûrs et organisez des consultations régulières avec divers groupes de jeunes, y compris les plus marginalisés, afin d'identifier leurs besoins et priorités en matière de paix et de sécurité.
- Un Forum de la paix au Soudan du Sud, organisé par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, a réuni des acteurs de la société civile, des universitaires du Soudan du Sud, des groupes de femmes et de jeunes.
- À Chypre, les initiatives « Famagusta Students Together » et « PeacePlayers Chypre » de la Mission des Nations Unies ont mis en contact des jeunes de toutes les communautés de l'île à travers des activités collaboratives en créant un environnement plus propice à leur travail.
- Le travail d'ONU-Femmes de concert avec l'Association des grands débatteurs du Soudan du Sud a consisté à organiser des dialogues et des débats entre les jeunes femmes et les jeunes hommes dans les écoles (p. ex., le « dialogue sous l'arbre », qui aborde les questions liées à la consolidation de la paix).

-
- » Soutenez les mécanismes et plateformes formels qui favorisent une interaction régulière avec un large éventail de jeunes et d'organisations de jeunes, en accordant une attention particulière à l'inclusion des jeunes femmes, des réfugiés et des jeunes déplacés, ainsi que d'autres jeunes marginalisés, et en encourageant une collaboration entre pairs chez les jeunes.
-
- » Créez ou renforcez des structures permanentes pour encourager la participation des jeunes et des organisations, mouvements et réseaux de jeunes à, par exemple, la conception de plans de réponse et des mécanismes de supervision et de redevabilité des architectures de paix et de sécurité. Élargissez l'infrastructure pour la mise en œuvre du programme JPS en créant et en finançant des centres de jeunes en tant que centres de formation et espaces pour le développement personnel des jeunes, des espaces de jeunes et des organisations de jeunes, ainsi que des conseils de jeunes en tant qu'organes consultatifs.
-
- » Soutenez la collaboration transfrontalière entre les jeunes artisans de la paix
-
- Le Comité mixte des jeunes de Gaalkacyo s'est engagé dans des initiatives de réconciliation en Somalie.
 - Un groupe de travail sur les femmes, les jeunes, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, qui se réunit tous les mois, a été mis sur pied par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et par ONU-Femmes.
 - Le Groupe de travail des Nations Unies sur les jeunes (Mission des Nations Unies au Kosovo⁹⁹) est un mécanisme formel dédié aux jeunes.
 - Les directives des Nations Unies sur la participation illustrent le contenu du droit de participer et fournissent des orientations claires et pratiques aux États sur la manière d'assurer la participation aux niveaux national et international. Les orientations sur les mesures à adopter à chaque étape des processus décisionnels sont essentielles pour garantir la participation des jeunes aux processus liés à la paix et à la sécurité¹⁰⁰.
 - "Jeunes et paix : une approche transfrontalière", une initiative conjointe et transfrontalière du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) au Mali et au Burkina Faso (PBF), soutient la participation des jeunes dans les mécanismes formels et informels.
-

99 Les références au Kosovo doivent être comprises dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

100 Directives à l'intention des États sur l'application effective du droit de participer aux affaires publiques, adoptées par le Conseil des droits de l'homme par le biais de la résolution 39/11.

- » Élargissez la capacité d'atteindre et de sensibiliser des communautés éloignées grâce à l'utilisation d'outils numériques, en vue d'encourager une participation significative et inclusive des jeunes et la conception de processus participatifs en ligne adaptés aux jeunes.
- Le PNUD Bangladesh a accéléré un mouvement de paix numérique dans le but général d'identifier les moteurs de la violence et de la cohésion sociale, de sensibiliser les communautés vulnérables et de mener des actions d'engagement social impliquant la participation de plus de 10 000 jeunes.
- En Ukraine, une école dédiée aux ambassadeurs de la paix a été créée en tant que centre de formation pour les enseignants des collèges et des écoles, qui ont ensuite travaillé avec les jeunes de leurs communautés sur la promotion de la paix.

2. Examinez l'impact des politiques et pratiques de paix et de sécurité sur les jeunes.

- » Menez une évaluation de référence de la situation actuelle de divers groupes de jeunes et apportez un soutien au travail de consolidation de la paix axé sur les jeunes, en identifiant les lacunes et les moyens possibles d'accroître la participation des jeunes à la consolidation de la paix.
- Des études et plaidoyers menés par des jeunes pour influencer les politiques publiques sur la paix et la sécurité dans le cadre du soutien de l'UNFPA et du PNUD au Bureau régional de coopération pour la jeunesse, qui œuvre en faveur de la coexistence pacifique dans les Balkans occidentaux, sont mis en œuvre sous la houlette du PBF.
- Le projet Dialogue for the Future a mis en place des plateformes de dialogue et des forums de jeunes dans toute la Bosnie-Herzégovine. Ce sont des exemples de mécanismes offrant un espace formel d'interaction entre les citoyens et les décideurs, afin d'identifier, de promouvoir et de mettre en œuvre conjointement des activités de dialogue et de renforcement de la confiance.
- La feuille de route du Kosovo sur les jeunes, la paix et la sécurité (Mission des Nations Unies au Kosovo) et la Consultation nationale colombienne sur les jeunes, la paix et la sécurité (2017) sont d'autres exemples de travail dans ce domaine.

3. Favorisez et soutenez la participation des jeunes en politique tout au long du cycle électoral.

- » Adoptez des quotas de jeunes et d'autres mesures spéciales temporaires.
- Le Parlement ougandais compte cinq jeunes représentants, dont l'un doit être une femme.

-
- » Facilitez l'accès des jeunes à des postes élus en alignant l'âge d'éligibilité pour se présenter aux élections sur la majorité électorale et en soutenant des simulations de parlement des jeunes et des programmes de leadership des jeunes.
 - Le manuel Commission européenne-PNUD intitulé Handbook for Electoral Management Bodies on Youth Participation in Electoral Processes décrit la manière dont plusieurs pays ont commencé à utiliser des quotas pour la participation des jeunes et identifie trois catégories : sièges réservés (constitutionnels et/ou législatifs), quotas légaux de candidats (constitutionnels et/ou législatifs) et quotas volontaires que s'imposent des partis politiques, et propose un large éventail de recommandations tout au long du cycle électoral – avant, pendant et après les élections.
-
- » Abordez les questions de législation discriminatoire, structures patriarcales et attitudes qui limitent la participation électorale des jeunes femmes.
 - Le rapport PNUD-ONU *Processus électoraux inclusifs* présente des recommandations utiles.
-
- » Facilitez la création d'espaces de dialogue et de coopération entre divers représentants de jeunes (y compris des représentants de partis politiques, de groupes ethniques/religieux, de différents groupes socio-économiques, de communautés urbaines et rurales, etc.).
 - La Mission de vérification des Nations Unies en Colombie a organisé des dialogues entre les jeunes de partis politiques ayant des points de vue opposés sur le processus de paix.
-
- » Encouragez la participation des jeunes aux campagnes politiques et à l'observation électorale.
 - Silba – Initiative for Dialogue and Democracy, organisation de jeunes à but non lucratif et interpolitique, œuvre pour soutenir la démocratie et l'établissement de passerelles, notamment en facilitant la participation d'étudiants et de jeunes professionnels aux missions d'observation électorale.

4. Permettez la participation des jeunes aux fonctions essentielles du gouvernement, ainsi qu'à la fonction publique et à la prise de décision aux niveaux national et local.

- » Encouragez et soutenez l'élaboration de politiques publiques sur la paix et la sécurité adaptées aux jeunes.
 - Le projet du PNUD sur la sécurité globale et la prévention de la violence affectant les enfants, les adolescents et les jeunes dans les pays SICA (PREVJUVE) en Amérique centrale a apporté son soutien à l'élaboration et à l'examen de politiques globales de sécurité des citoyens, en mettant l'accent sur le lien entre les politiques nationales et les priorités régionales.
-

-
- » Encouragez une véritable inclusion des jeunes dans les stratégies de sécurité nationale, en soutenant l'élaboration de messages cibles reprenant des arguments fondés sur des preuves et spécifiques au contexte ayant pour but de convaincre les décideurs politiques d'accroître la participation des jeunes dans le secteur de la sécurité et de renforcer la participation des jeunes aux stratégies de sécurité nationale.
- En République centrafricaine, au Libéria, en Libye, au Mali et en Somalie, les missions des Nations Unies ont mis en place des mécanismes permettant aux jeunes de contribuer à l'élaboration de stratégies de sécurité nationale.
-
- » Encouragez l'inclusion des jeunes dans l'audit social, la conception budgétaire participative, les mécanismes de suivi, les mécanismes de responsabilité et la prise de décision liés à l'affectation des dépenses publiques dans les contextes locaux et nationaux, en particulier concernant la paix et la sécurité, ainsi que dans les fonds de développement et de consolidation de la paix.
- L'Accountability Lab, en partenariat avec le PNUD Guinée-Bissau et l'Observatoire de la démocratie et de la gouvernance, développe un incubateur de redevabilité pour aider les jeunes promoteurs du changement en Guinée-Bissau à émettre de nouvelles idées favorisant la redevabilité vis-à-vis de la riposte à la COVID-19.
-
- » Permettez aux jeunes de jouer un rôle dans la prise de décision concernant la prestation de services pour leurs communautés, notamment en garantissant une redevabilité vis-à-vis d'un accès équitable et inclusif. Dans le système éducatif, favorisez la participation des jeunes aux conseils scolaires et à l'élaboration des programmes d'études.
- Au Kirghizistan, l'UNICEF a soutenu une initiative de gouvernance locale adaptée aux jeunes, afin d'accroître la capacité des jeunes à participer à la prise de décision locale tout en renforçant les contributions des gouvernements locaux à la cohésion sociale et à la paix.
-
- » Augmentez les opportunités de participation des jeunes aux institutions de gouvernance au niveau local et aidez les fonctionnaires à dialoguer avec les jeunes et à répondre à leurs préoccupations.
- Un projet UNFPA/UNESCO/UNICEF, financé par le PBF en Guinée, encourage les jeunes à jouer un rôle dans la gouvernance locale et à établir des conseils locaux de jeunes dans les zones sujettes aux conflits.
-
- » Encouragez la participation des jeunes à la sécurité climatique et à la prise de décision dans ce domaine, grâce à des mécanismes de planification et de gestion efficaces liées au changement climatique, notamment en ce qui concerne les contributions déterminées au niveau national.
- Le jeu Mission 1.5 et les activités éducatives associées offrent aux personnes l'occasion d'en savoir plus sur les solutions climatiques et de partager leurs préférences sur les mesures spécifiques que leur pays devrait prendre pour limiter le réchauffement climatique à moins de 1,5°C.
-

5. Encouragez une participation significative des jeunes à l'élaboration de la constitution, à la justice transitionnelle et à la promotion et au soutien de l'état de droit.

- » Faites participer les jeunes, y compris les jeunes femmes, en tant que parties prenantes clés, à la conception, la mise en œuvre et le suivi des processus de justice transitionnelle, y compris les programmes de recherche de la vérité, de réparation et de réconciliation, les processus de réforme institutionnelle visant à rétablir la confiance civique et à prévenir les violations répétées, la justice pénale et la redevabilité vis-à-vis des violations passées, ainsi que les programmes de mémoire et de commémoration destinés aux générations futures.
 - En Colombie, une initiative d'ONU-Femmes a formé des jeunes femmes, victimes de violences sexuelles et de disparitions forcées, à la justice transitionnelle dans les contextes nationaux et internationaux et au système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition. Ces femmes ont également obtenu réparation grâce au processus de justice transitionnelle.
- » Encouragez les quotas de jeunes dans l'élaboration des constitutions dans le cadre des processus de paix.
 - En 2011, un quota de vingt pour cent (20 %) de jeunes a été fixé dans le cadre de la Conférence de dialogue national pour donner forme à la nouvelle constitution du Yémen. Ce quota a été mis en œuvre avec le ferme soutien du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Yémen.
 - Un projet de l'UNFPA, d'ONU-Femmes et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets financé par le PBF visait à soutenir les femmes et les jeunes participants à la Conférence de dialogue national, en leur fournissant l'espace et les outils nécessaires pour renforcer leur participation à la transition politique.

6. Dans le contexte de la négociation et de l'entrée en application des accords de paix en particulier, soutenez les espaces dirigés par les jeunes et une participation réelle des jeunes aux consultations et aux processus.

- » Soutenez les initiatives locales des jeunes pour la paix.
 - Le programme « Jeunes femmes pour la paix et le leadership » du Réseau mondial des femmes artisanes de la paix, mené dans les communautés touchées par le conflit de la région autonome de Bangsamoro, aide à remédier à la compréhension locale limitée de l'accord de paix et à renforcer l'appropriation locale de la loi organique de Bangsamoro.
- » Encouragez une participation réelle des jeunes femmes aux processus de paix à tous les niveaux, par le biais, par exemple, de subventions et de renforcement des capacités et en facilitant les programmes de mentorat et le réseautage.
 - Le projet de renforcement de la participation des jeunes femmes aux processus de paix locaux et nationaux au Soudan du Sud, financé par le PBF, vise à renforcer la capacité des jeunes femmes leaders et des groupes de jeunes femmes à diriger en collaboration les efforts de paix aux niveaux local et national.

DEUXIÈME PILIER – Protection, justice et droits humains

Facilitez un environnement inclusif, sûr, propice et sensible au genre, dans lequel les jeunes acteurs, y compris les jeunes de divers milieux, sont reconnus et bénéficient d'un soutien et d'une protection adéquats pour mettre en œuvre des activités de prévention de la violence et soutenir la cohésion sociale ; mener à bien leur travail de manière indépendante et sans ingérence indue, y compris dans les situations de conflit armé ; et enquêter de manière approfondie et impartiale sur les menaces, le harcèlement et la violence à leur encontre, afin de garantir que les auteurs soient traduits en justice.

1. Encouragez et soutenez des campagnes de sensibilisation.

- » Sensibilisez les gouvernements nationaux et les décideurs aux problèmes liés aux jeunes victimes de VBG, y compris la violence sexuelle liée aux conflits et la violence entre partenaires intimes.
 - Un projet de l'UNFPA, de l'UNICEF, d'ONU-Femmes et du PNUD, financé par le PBF au Soudan du Sud, s'attaque à la forte prévalence de VBG, qui entrave la participation des femmes au processus de paix et compromet les progrès vers une paix durable.

- » Sensibilisez les gouvernements nationaux et les décideurs à la protection des droits des jeunes et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
 - [Initiative des jeunes pour les droits humains.](#)

- » Sensibilisez aux problématiques liées à l'éducation aux médias, à l'ère numérique, et à la lutte contre les informations fallacieuses, les discours de haine, la misogynie et la discrimination en ligne et hors ligne
 - Le PNUD Ukraine soutient l'éducation aux droits humains pour les étudiants, les enseignants, les organisations de la société civile et les futurs journalistes, en fournissant des plateformes de dialogue, en contribuant à l'élaboration de programmes scolaires et en organisant des festivals, des événements et des formations.

- » Veillez à mettre en place des mécanismes opérationnels nationaux et locaux de coordination de la sécurité, avec la participation active des jeunes et des représentants des principales institutions de sécurité et d'autres entités, telles que les ministères de la Jeunesse, des Affaires féminines, de l'Éducation et des Finances, etc., qui partagent des informations et conviennent de réponses conjointes à la violence contre les jeunes. Fournissez une plateforme durable où dialoguer et répondre aux griefs, partager les points de vue et trouver un terrain d'entente entre les jeunes et les agents des forces de l'ordre dans les communautés.
 - Les autorités de Benadir en Somalie se sont associées à des organisations dirigées par des jeunes pour créer le Madal Furan, un forum permanent qui rassemble les jeunes et les autorités chargées de la sécurité afin de discuter des griefs et de convenir de solutions de sécurité communes.

2. Collaborez avec les institutions nationales des droits humains et améliorez les processus des droits humains concernant les jeunes avec les jeunes, ainsi que l'accès des jeunes à l'aide juridique et au système judiciaire.

- » Assurez une coopération significative entre les jeunes et les mécanismes nationaux des droits humains, et augmentez l'accès à l'aide juridique et au système judiciaire pour les jeunes.
 - Le Canada, la Corée et le Portugal, ainsi que de nombreux autres pays, ont l'expérience d'avoir un médiateur pour les enfants et les adolescents.
 - Un projet financé par le PBF en El Salvador (avec la participation de l'Organisation internationale pour les migrations, de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés et du PNUD) renforce et consolide les mécanismes de protection et attire l'attention sur les droits des personnes affectées par diverses formes de violence, grâce à la participation, au dialogue et au renforcement institutionnel.
 - Au Guatemala, le PNUD œuvre à la promotion et à la protection des droits fondamentaux des jeunes et à la prévention de toutes les formes de discrimination et de marginalisation.
 - Grâce à son réseau des jeunes fonctionnaires, le Haut-commissariat aux droits humains renforce les capacités des jeunes et des organisations/ groupes de jeunes sur les mécanismes et processus des droits humains, pour sensibiliser et promouvoir la participation des jeunes à des processus tels que l'Examen périodique universel et la soumission de rapports aux organes conventionnels des Nations Unies.
-
- » Jouez un rôle rassembleur pour garantir la contribution des jeunes aux examens périodiques universels et facilitez l'engagement et la participation directe des organisations de jeunes et des jeunes défenseurs des droits humains aux activités, aux côtés des institutions nationales des droits humains.
 - Le Forum européen de la Jeunesse, entre autres institutions, a plaidé pour une plus grande inclusion des jeunes dans les examens périodiques universels.
-

3. Favorisez des espaces sûrs pour les jeunes et les jeunes défenseurs des droits humains.

- » Dispensez des conseils exhaustifs sur la préparation de cadres juridiques et de plans opérationnels pour améliorer la prise en charge des jeunes, y compris les jeunes femmes en conflit avec la loi et pour apporter un soutien à la santé mentale des jeunes, etc.
- Les Nations Unies en Somalie ont soutenu la mise en place d'une ligne téléphonique d'assistance gratuite pour lutter contre les VBG à destination des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

- » Aidez les institutions de sécurité (y compris les forces de l'ordre, les autorités pénitentiaires et l'armée) à concevoir et mettre en œuvre des plans opérationnels rentables pour renforcer leurs capacités institutionnelles à protéger les jeunes contre toutes les formes de violence.
- Le Département des opérations de paix soutient la réforme du secteur de la sécurité.
- Le PNUD au Kazakhstan s'est engagé auprès des jeunes et de la police, qui travaillent en étroite collaboration avec les jeunes vulnérables au niveau communautaire.
- Le Groupe de travail sur la protection pour les jeunes artisans de la paix et les défenseurs des droits humains de la Coalition mondiale pour la jeunesse, la paix et la sécurité encourage le partage des connaissances et des orientations politiques sur la manière d'améliorer la protection des jeunes défenseurs des droits humains et des artisans de la paix.

- » Créez des opportunités pour les jeunes de collaborer et de créer en concertation avec les aînés, les autorités et d'autres adultes des communautés, en organisant conjointement des activités – nettoyage communautaire, célébrations culturelles, tournois sportifs – offrant ainsi aux communautés la possibilité de vivre une collaboration intergénérationnelle dans la pratique.
- En collaboration avec des partenaires, le PNUD a soutenu une ligue sportive communautaire pérenne en Cisjordanie/dans la bande de Gaza, afin de renforcer la participation des jeunes femmes et jeunes hommes aux activités sportives, en tant qu'outil pour améliorer la cohésion sociale, soutenir la santé psychosociale et physique et encourager le développement de l'esprit d'équipe.

- » Fournissez des programmes de santé mentale et de soutien psychosocial pour augmenter la résilience des jeunes face aux conflits et aux traumatismes, et créez des espaces sûrs pour les jeunes dans toute leur diversité, par exemple en créant des centres de soutien pour les jeunes à risque ou les jeunes qui ont été exposés à la violence, aux abus, etc., et dans lesquels ils peuvent trouver sécurité, soutien psychosocial et autre type d'aide.
- ONU Habitat a encouragé des centres de jeunes à guichet unique au Rwanda.
- Le Tillmaame Youth Centre de l'UNFPA en Somalie a fourni un soutien à la santé mentale.
- L'UNFPA a créé des centres de jeunes en Syrie et dans les pays voisins, y compris dans des camps de réfugiés.

4. Encouragez systématiquement l'égalité de genre et lutez contre les VBG.

- » Élaborez des mécanismes sûrs, accessibles, transparents, redevables, adaptés aux jeunes et sensibles au genre pour que les jeunes puissent signaler les expériences de violence, de violations des droits humains et d'abus, y compris toutes les formes de VBG. Ciblez spécifiquement les jeunes hommes et les garçons pour les former sur la prévention des VBG (dont une formation sur le consentement, etc.).
 - L'UNFPA a publié un rapport intitulé *COVID-19 : Reporting on Gender-based Violence during Public Health Crises*.
 - Le PNUD a publié une note d'information sur les VBG et le soutien à la riposte face à la COVID-19.
 - En Iraq, l'UNFPA fournit des services de santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'un soutien psychosocial, aux survivantes de VBG, y compris aux membres de la communauté yézidie.
 - L'UNFPA soutient des équipes de santé mobiles dans plusieurs provinces d'Afghanistan, en fournissant aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux rapatriés et aux communautés d'accueil des soins de santé reproductive, une prévention et une réponse aux VBG, ainsi que des services psychosociaux.
 - En Libye, le Service de lutte antimines des Nations Unies a organisé des séances de formation pour donner aux jeunes les moyens de dispenser une formation de sensibilisation aux risques liés aux armes légères et de petit calibre, afin qu'ils puissent renforcer la résilience de leurs communautés et contribuer à réduire les VBG.
 - L'initiative d'ONU-Femmes Villes sûres et espaces publics sûrs pour les femmes et les filles visant à prévenir et à combattre la violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles dans les espaces publics a obtenu le soutien de plusieurs villes championnes dans un contexte de consolidation de la paix en Colombie.
 - Au Népal, ONU-Femmes apporte un soutien aux jeunes femmes rescapées de violences sexuelles et de VBG liées aux conflits, pour les aider à étayer leurs expériences à travers la narration.
-

5. Encouragez le leadership des jeunes pour la gestion des ressources naturelles, la justice climatique et la sécurité.

- » Faites participer les jeunes, et en particulier les jeunes défenseurs des droits humains, à l'identification de solutions.
 - De jeunes journalistes environnementaux œuvrent de concert pour sensibiliser à la protection de l'environnement et des droits humains dans le secteur minier. Ils reçoivent un soutien et une formation par le biais du programme conjoint de gouvernance environnementale de l'Agence suédoise de protection de l'environnement et du PNUD.

- » Appliquez une perspective « autonomisation des jeunes » pour comprendre les impacts du changement climatique et sensibiliser aux risques de sécurité liés au climat.
 - La Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre a créé une initiative de jeunes champions de la paix et de l'environnement.

- » Appuyez le rôle des jeunes dans la gestion des ressources naturelles et la prévention des conflits.
 - Grâce au financement du PBF, ONU-Femmes et le PNUD soutiennent les jeunes femmes en tant que médiatrices et agentes du changement dans le cadre de la prévention des conflits liés aux différends portant sur les ressources naturelles à la frontière entre le Mali et le Niger.

- » Soutenez les réseaux et les organisations de jeunes travaillant sur la réduction des risques climatiques et la préparation aux catastrophes, et formez des partenariats avec les jeunes pour identifier les risques liés au climat des programmes de consolidation de la paix.
 - Au Timor-Leste, le projet de renforcement de la résilience côtière et le programme d'écoles vertes du PNUD sensibilisent les jeunes aux problèmes du changement climatique et œuvrent aux côtés des jeunes pour protéger l'environnement.
 - YouthBRE! Eco-Camp (Mission des Nations Unies au Kosovo), un projet qui organise des éco-camps sur une consolidation de la paix environnementale et un mode de vie durable, a offert aux jeunes militants de milieux différents l'occasion de se renseigner sur les défis environnementaux et les mesures que les particuliers et les communautés peuvent prendre en faveur d'un mode de vie plus durable, ainsi que de se connecter avec les parties prenantes concernées.

TROISIÈME PILIER – Prévention

Favorisez et soutenez des environnements inclusifs et propices dans lesquels les jeunes gens, y compris les jeunes de différents milieux, sont reconnus et bénéficient d'un soutien adéquat pour mener des activités de prévention des conflits et de la violence et appuyer la cohésion sociale et la réconciliation.

1. Soutenez les politiques publiques et les cadres législatifs adaptés aux jeunes et en favorisant l'inclusion (politiques sectorielles, planification et coordination interministérielle).

- » Œuvrez pour soutenir l'intégration du programme JPS dans les politiques relatives aux jeunes.
 - Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et le PNUD soutiennent l'intégration du programme JPS dans les politiques relatives aux jeunes et les politiques et activités liées à la consolidation de la paix au Libéria et au Kenya.

- » Veillez à l'inclusion de la cohésion sociale et de la participation civique des jeunes dans les priorités et les programmes des gouvernements.
 - Le PNUD a soutenu l'inclusion de la cohésion sociale et de la participation civique des jeunes dans le programme social ciblé de l'État « Jeunes 2025 » en Ukraine.

- » Créez des occasions d'intensifier le sentiment d'identité partagée et d'appartenance communautaire des jeunes.
 - [L'initiative 16x16 du PNUD](#) reconnaît les modèles positifs des jeunes et célèbre la contribution des jeunes à des sociétés pacifiques, justes et inclusives qui peuvent inspirer les autres.

2. Encouragez une éducation et un apprentissage formels et non formels équitables en faveur de la paix.

- » Transformez les établissements scolaires et les systèmes éducatifs en faveur de la paix.
 - Il existe de multiples points d'entrée pour transformer les établissements scolaires et les systèmes éducatifs, afin de promouvoir la paix avec et pour les jeunes. Le Programme mondial pour la consolidation de la paix, l'éducation et le plaidoyer de l'UNICEF – mis en œuvre dans 14 contextes de conflit et fragiles – montre comment une approche pluridimensionnelle peut être utilisée pour promouvoir l'éducation en faveur de la paix.
 - Au Myanmar, l'UNICEF a soutenu une politique nationale d'éducation multilingue pour promouvoir l'inclusion et la cohésion sociale ; L'UNICEF a également soutenu le premier programme scolaire national du Soudan du Sud, qui intègre et promeut désormais les valeurs de coexistence, de tolérance et de respect.
 - Les établissements scolaires constituent un autre point d'entrée important. Travailler avec eux dans ce domaine exige de renforcer les capacités des enseignants et des écoles. En Colombie, l'UNICEF œuvre dans des écoles touchées par les conflits aux côtés des enseignants et des administrateurs pour les aider à mieux soutenir les adolescents et les jeunes dans la consolidation de la paix.
 - Il est essentiel de soutenir la participation des jeunes à l'élaboration des politiques et des programmes d'éducation. En Somalie, l'UNICEF a soutenu la participation des jeunes, y compris les consultations communautaires dirigées par des jeunes sur la formulation du cadre du programme pédagogique national.
-

-
- » Encouragez les compétences et les aptitudes d'apprentissage et de consolidation de la paix dans des cadres formels et informels.
- L'UNICEF Soudan du Sud a assuré et élargi l'accès équitable à l'éducation pour les jeunes, notamment par le biais de l'action humanitaire et en créant des parcours éducatifs alternatifs pour les jeunes – en particulier pour les plus marginalisés et les plus difficiles à atteindre. L'objectif est de combler les écarts parmi eux et de créer une base pour renforcer leur capacité d'action.
 - En Ukraine, les Volontaires des Nations Unies (VNU) ont aidé des jeunes à s'entraîner aux négociations de paix et à l'aide au relèvement.
 - Dans les écoles, les clubs de la paix peuvent servir de points d'entrée utiles pour créer des espaces sûrs dans lesquels aborder les conflits qui touchent les jeunes au niveau local. L'UNICEF en Côte d'Ivoire a œuvré de concert avec des clubs de la paix pour soutenir la capacité des écoles, des enseignants et des élèves à comprendre les racines des conflits et à renforcer les capacités des participants à collaborer à la gestion et à la transformation des conflits.

-
- » Soutenez une éducation civique, aux droits humains et au climat en faveur de la paix.
- Le PNUD a soutenu l'éducation au climat pour une action mondiale en Europe et en Asie centrale grâce à l'élaboration de la Climate Box, qui fournit aux pays un programme scolaire sur le climat destiné aux écoles. Ce projet prouve qu'il reste possible de trouver de nouveaux liens entre les jeunes, l'éducation, le climat et la résilience.
 - La 4e phase du Programme d'action mondial dans le domaine des droits humains se concentre sur les jeunes en tant que groupe cible, conformément à la résolution 39/3 du Conseil des droits de l'homme.
-

» Soutenir les échanges interculturels et une culture de la paix, notamment à travers des initiatives entre pairs.

- Au Kosovo, le PNUD a organisé des « camps de réutilisation adaptative » du patrimoine culturel comme moyen de nouer des relations entre les jeunes professionnels, en créant les conditions de la réconciliation comme condition préalable à la paix et à la démocratie.
- La Mission de vérification des Nations Unies en Colombie a mis en place A Son de Paz, une initiative d'échange culturel et de réconciliation entre d'anciens combattants des Forces armées révolutionnaires de Colombie et des jeunes locaux.
- Le réseau Y-PEER, soutenu par l'UNFPA, propose une éducation entre pairs à l'aide de méthodes alternatives telles que des techniques théâtrales, des jeux de rôle et des simulations, y compris dans des contextes humanitaires et de consolidation de la paix.
- Le PNUD Kosovo s'est efforcé de faire des écoles un espace sûr pour tous, en protégeant les étudiants, les enseignants, les écoles et les universités des attaques.

3. Favorisez et soutenez la transformation des normes socioculturelles.

» Sensibilisez aux VBG au niveau communautaire et travaillez avec les jeunes hommes et les garçons pour remettre en question les définitions démodées de la masculinité.

- Le documentaire Not Your Property (Ne vous appartient pas) (soutenu par la Mission des Nations Unies au Kosovo) présente les voix des rescapées des VBG et met en lumière les réponses institutionnelles, ou leur absence. Les projections peuvent être associées à des débats multipartites et suivies d'un travail communautaire.
- Le Bureau des droits de l'homme de la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq a mis en œuvre un projet de peinture murale avec de jeunes artistes irakiens, créant d'immenses peintures dans des espaces publics pour représenter des sujets qui inquiètent et sur lesquels s'interroge la jeunesse irakienne, tels que le mariage des enfants, la discrimination fondée sur le genre, le changement climatique et la protection des minorités.

4. Créez des plateformes destinées aux jeunes créateurs de médias, sur les réseaux sociaux comme dans les médias traditionnels, pour permettre aux jeunes d'exprimer leur vision de la société, diffuser leurs données et expliquer leurs points de vue sur l'actualité, ainsi que leurs suggestions pour résoudre les problèmes communautaires.

- » Encouragez et élargissez les campagnes de plaidoyer dirigées par des jeunes, ainsi que le « militantisme numérique » et la « citoyenneté numérique » sur les réseaux sociaux, à la télévision et la radio, en aidant les jeunes à toucher un public plus large et en augmentant l'impact de ces campagnes dans la communauté.
- Studio Sifaka – Tracer la voie à la paix par la voix des jeunes est un projet financé par le PBF et mis en œuvre par le PNUD, l'UNICEF et le Haut-commissariat aux droits de l'homme, en collaboration avec Studio Hirondelle, pour fournir aux jeunes femmes et aux jeunes hommes un accès à des informations fiables et de qualité grâce à la mise en place d'un studio qui leur est dédié.
- YouTube Creators for Change est une autre initiative visant à donner la parole aux jeunes dans les médias et à les présenter comme des acteurs du changement.
- » Soutenir la collecte et la visualisation des données par les jeunes.
- Visualize 2030 est une initiative du Portail de développement arabe qui rend les données accessibles aux jeunes grâce à des technologies avancées et des outils de visualisation.

5. Encouragez la participation des jeunes aux initiatives de réconciliation et garantisiez-en l'engagement à soutenir le processus de réconciliation.

- » Travaillez avec les jeunes pour éviter les cycles répétés de violence sociopolitique et soutenir la réconciliation.
- L'UNICEF a travaillé au Burundi avec des adolescents par le biais du théâtre interactif, de la radio et de la télévision, pour contribuer à transformer les relations que leurs communautés entretiennent avec le passé et à promouvoir la réconciliation.
- L'UNESCO a travaillé avec les jeunes en tant qu'acteurs de la paix nationale et de la réconciliation au Mali.
- » Encouragez la collaboration transfrontalière entre et avec les jeunes.
- Jeunes et paix : Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina Faso est un projet géré par l'UNFPA et le PNUD et financé par le PBF.
- » Favorisez des initiatives de narration pour la réconciliation entre les jeunes anciens combattants et d'autres jeunes locaux.
- ONU-Femmes, avec son partenaire Mythos Labs, a mené le projet My Power, qui a permis à 150 jeunes femmes leaders aux Philippines et en Indonésie de s'engager au sein de leurs communautés pour lutter contre les normes sociales néfastes, en produisant et en partageant de courtes vidéos.

6. Augmentez la résilience des jeunes grâce à des opportunités de développement social et économique.

- » Améliorez la résilience en fournissant des compétences et en favorisant l'autonomisation économique des jeunes, en accordant une attention particulière aux jeunes femmes, aux migrants, aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés et aux rescapées de VBG.
- [YouthConnekt Africa](#) s'est efforcé d'autonomiser les jeunes, de les mettre en contact avec des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat, et de renforcer l'engagement civique et le leadership.
- [L'Initiative mondiale sur des emplois décents pour les jeunes](#), dirigée par l'OIT, a appuyé des emplois décents pour les jeunes dans tous les contextes de développement, y compris dans les contextes fragiles.
- Par le biais de [Generation Unlimited Youth Challenges](#), le PNUD, l'UNICEF, Plan International et les Scouts ont soutenu la sélection, le mentorat et le financement d'initiatives innovantes dirigées par des jeunes en faveur de l'éducation et de l'entrepreneuriat des jeunes (p. ex., une initiative dirigée par des jeunes en Syrie).

7. Soutenez les efforts de médiation, les systèmes d'alerte précoce et les comités de jeunes pour la paix.

- » La participation des jeunes aux processus de paix formels, aux structures de médiation communautaire et aux systèmes d'alerte précoce est importante. Créez des canaux formels pour la participation des jeunes aux comités de paix traditionnels (qui sont souvent dirigés par des hommes adultes). Les comités de jeunes pour la paix doivent être composés de divers groupes de jeunes femmes et de jeunes hommes et être mandatés pour représenter les intérêts des jeunes dans les processus de paix formels.
- [La Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie soutient le Comité mixte des jeunes de Gaalkacyo.](#)
- Dans la province du Kasai, en République démocratique du Congo, les jeunes ont été inclus dans les accords de paix locaux et les plateformes de résolution des conflits par [la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation dans le pays.](#)
- Au Kenya, le programme VNU et le PNUD ont aidé des volontaires à [mettre en place des systèmes d'alerte rapide et d'intervention pour la paix.](#)
- Le programme VNU et le PNUD ont formé de [jeunes dirigeants de la région d'Ixil au Guatemala à la résolution et à la transformation des conflits, en mettant un accent particulier sur l'analyse des conflits, la médiation, la négociation et le dialogue pour promouvoir la paix et l'harmonie sociale dans leurs communautés](#)

8. Favorisez des politiques de sécurité encourageant l'inclusion des jeunes.

- » Soutenez les évaluations et le consensus politique sur la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de stratégies et de plans de sécurité adaptés aux jeunes.
 - Le PNUD soutient InfoSegura, qui facilite la participation des enfants et des jeunes aux politiques de sécurité des citoyens dans les pays d'Amérique centrale. InfoSegura a consulté 9 000 jeunes dans le cadre d'enquêtes, a mené plus de 10 groupes de discussion et a réalisé 30 entretiens avec divers experts sur les jeunes et les jeunes leaders.

- » Organisez des dialogues de renforcement de la confiance qui incluent les jeunes.
 - À Goma (Nord-Kivu), en février 2020, la Mission et le Conseil local de la jeunesse des quartiers ont soutenu six forums pour les jeunes et les autorités municipales, y compris les services de sécurité, afin de discuter de l'insécurité à Goma et de faire participer les jeunes à la réduction de la violence ([Mission de l'ONU pour la stabilisation en République démocratique du Congo, étude de cas de Youth4Peace](#)).

- » Sensibilisez les gouvernements et d'autres acteurs institutionnels aux impacts négatifs de la marginalisation et de l'exclusion des jeunes des politiques et de la prise de décision, et aux effets contre-productifs que peuvent avoir des approches sécuritaires « très dures » qui aggravent le problème.
 - Le [rapport Frontlines du PNUD](#) vise à éclairer la collaboration interinstitutions sur les jeunes et la prévention de l'extrémisme violent, ouvrant la voie à une nouvelle génération d'initiatives ambitieuses et puissantes pour les jeunes.

QUATRIÈME PILIER – Partenariats

Forgez de nouveaux partenariats et renforcez les partenariats existants avec et pour les jeunes, avec un large éventail de parties prenantes, en privilégiant les partenariats avec les organisations, les mouvements et les réseaux de jeunes et les partenariats qui soutiennent le financement d'initiatives favorisant l'inclusion des jeunes et dirigées par ceux-ci.

1. Encouragez et soutenez des coalitions qui mobilisent toute une panoplie d'acteurs JPS.

- » Donnez la priorité à la création de coalitions JPS pour garantir un impact collectif dans le domaine JPS aux niveaux local, national, régional et mondial. Ces coalitions doivent être des partenariats multisectoriels et transversaux entre les jeunes, y compris les jeunes femmes, les organisations de jeunes, et les acteurs multilatéraux du gouvernement et de la société civile, y compris le secteur privé, les communautés religieuses, les fondations privées et les établissements d'enseignement. À titre d'exemples, citons :
 - [La Coalition mondiale sur la jeunesse, la paix et la sécurité](#)
 - [Le Plan d'action national de la Finlande sur la RCSNU n° 2250.](#)

- » Collaborez avec les entités régionales.
 - Les organisations et réseaux régionaux de jeunes, tels que le Réseau panafricain des jeunes pour une culture de la paix, le Forum européen de la jeunesse, l'Asian Youth Peace Network et le Commonwealth Youth Peace Ambassador Network, s'engagent régulièrement aux côtés des acteurs nationaux et régionaux sur les questions de paix et de sécurité.

- » Soutenez les partenariats avec les institutions financières internationales dans les situations de crise.
 - Le programme ONU-Banque mondiale pour l'emploi des jeunes au Mali a été mis en place pour conférer aux jeunes un plus grand avantage économique dans la société.

- » Collaborez avec le secteur privé et les philanthropes
 - Le PNUD s'est associé à la Fondation Tony Elumelu (TEF) pour lancer le programme d'entrepreneuriat des jeunes TEF-PNUD visant à autonomiser 100 000 jeunes entrepreneurs africains supplémentaires au cours des 10 prochaines années, en leur fournissant un capital de démarrage, une formation commerciale et un mentorat, grâce à l'approche éprouvée de philanthropie de la Fondation, qui donne la priorité aux entrepreneurs africains en tant que principaux catalyseurs du développement économique.

-
- » Collaborez avec le monde universitaire.
 - Travaillez avec le monde universitaire pour inclure les droits humains dans les programmes d'études des universités de journalisme et renforcer les capacités des professeurs, ainsi que des jeunes femmes et jeunes hommes étudiant le journalisme, à promouvoir les valeurs de tolérance, de démocratie et de droits humains.
 - En Ukraine, le PNUD aide l'Académie des droits humains pour les professeurs de journalisme à inclure les droits humains dans les programmes d'études et à renforcer les capacités des professeurs, ainsi que des jeunes femmes et jeunes hommes étudiant le journalisme, à promouvoir les valeurs de tolérance, de démocratie et de droits humains, notamment grâce à l'organisation du Festival des médias pour les droits humains.

2. Créez des opportunités de réseautage et de collaboration entre les jeunes leaders et les organisations et mouvements dirigés par des jeunes, ainsi qu'entre les jeunes, les décideurs et les organisations internationales.

- » Organisez conjointement divers forums et conférences pour les jeunes ; offrez des opportunités aux jeunes de différents genres et de différents milieux de se réunir, d'établir des connexions, de créer des liens et de nouer des relations amicales avec leurs pairs.
 - Le premier Forum mondial sur la jeunesse, la paix et la sécurité, qui s'est tenu à Amman, a été organisé par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le PNUD, l'UNFPA, le Réseau uni des jeunes artisans de la paix (UNOY) et Search, avec le soutien du gouvernement jordanien.
 - Le Dialogue YouthConnekt au Rwanda a permis aux enfants des auteurs, des survivants et des dirigeants qui ont vécu le génocide de se réunir pour discuter de l'histoire du Rwanda (en mettant l'accent sur le génocide) et de la manière dont ils peuvent construire un avenir meilleur et plus radieux.
 - Les séances de travail thématiques Stories from the Other Side rassemblent du personnel des Nations Unies et des jeunes professionnels de différentes communautés (Mission des Nations Unies au Kosovo).
 - Le Forum des jeunes du Conseil économique et social des Nations Unies a organisé des séances sur le maintien de la paix et l'ODD 16.
-

3. Soutenez les organisations, campagnes et initiatives dirigées par les jeunes.

- » Soutenez les jeunes leaders et les organisations de jeunesse, les mouvements et les réseaux qui s'expriment sur le JPS et qui sont actifs dans cet espace ; rejoignez toujours les espaces jeunesse lorsque vous y êtes invités et apportez une contribution significative.
 - La Mission pluridimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali a soutenu les activités de la Journée internationale de la paix, au cours de laquelle des jeunes leaders et des associations de jeunes ont été formés sur la RCS 2250, et a fourni un soutien technique, financier et logistique pour des campagnes d'information et de sensibilisation sur l'Accord de paix, et pour la Conférence d'entente nationale, qui a eu lieu en 2017.
 - Les entités et partenaires des Nations Unies ont soutenu les artisans de la paix d'UNOY et leurs activités, qui constitue un réseau mondial visant à renforcer une consolidation de la paix durable menée par les jeunes.
 - Le PNUD et le Grand groupe pour les enfants et les jeunes ont collaboré dans le cadre de l'initiative 16x16 pour appeler à l'action sur l'ODD 16 et accroître la participation significative des jeunes à l'examen de l'ODD 16 en 2019.
 - En Ukraine, le Défi innovation jeunesse (#UInn) s'est tenu en 2017-2018 et 2019-2020 pour recueillir et soutenir les meilleures idées innovantes sur la manière de renforcer la démocratie et de promouvoir les droits humains dans les communautés locales.

- » Soutenez le développement des capacités des groupes dirigés par des jeunes, tels que les organisations, les groupes et les coalitions de jeunes, grâce aux opportunités de développement des compétences et de formation, ainsi qu'aux efforts déployés pour lutter contre les préjugés autolimitants/ perceptions négatives biaisées des jeunes.
 - La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo travaille avec la Représentation nationale des étudiants du Congo et l'organisation non gouvernementale internationale Search for Common Ground pour aider 50 femmes leaders étudiantes, de 30 universités et instituts d'enseignement supérieur à Kinshasa, à renforcer leurs capacités en matière de résolution de conflits et de communication non violente.
 - Le PNUD Ukraine soutient un programme de travail avec les jeunes offrant aux fonctionnaires travaillant avec des jeunes et aux dirigeants d'ONG pour les jeunes la possibilité de renforcer leurs capacités. Les plus de 2 400 diplômés du programme sont des pionniers en matière de politique des jeunes en Ukraine.

4. Soutenez le financement et la mobilisation des ressources.

- » Soutenez les organisations de jeunes et les initiatives dirigées par des jeunes à la recherche de canaux et d'options de financement, en aidant les jeunes à développer et à mettre en œuvre leurs propres interventions communautaires et en renforçant leurs capacités tout en favorisant l'impact communautaire.
- Le PBF a créé une initiative dédiée à la promotion du genre et des jeunes.
- Par le biais du guichet de financement du PNUD sur la gouvernance, la consolidation de la paix, la crise et la résilience, le PNUD est en train d'allouer près de 5,5 millions de dollars à neuf bureaux de pays en réponse à des propositions axées sur l'engagement des jeunes, dont beaucoup concernent la pandémie de COVID-19 (données d'octobre 2020).

5. Soutenez la collecte, l'analyse et la diffusion de données, les recherches et le rassemblement d'éléments de preuve.

- » Soutenez la recherche, la documentation et l'analyse sensible au genre des initiatives dirigées par des jeunes, afin de tirer des enseignements des expériences pratiques, d'identifier les bonnes pratiques et de rassembler les éléments de preuve nécessaires pour plaider davantage en faveur de la mise en œuvre du programme JPS.
- Un projet conjoint des Nations Unies, financé par le PBF, soutient le Bureau régional de coopération pour la jeunesse dans les Balkans occidentaux (dirigé par le PNUD avec l'UNICEF et l'UNFPA). Il travaille sur le leadership des jeunes pour la réconciliation, sur les perceptions des jeunes concernant la paix et la sécurité, et sur l'engagement avec les jeunes en tant que partenaires tout au long des processus de recherche : conception de l'étude, validation et analyse des résultats, identification des priorités régionales et nationales, formulation de messages politiques et de plaidoyer, et établissement d'un dialogue avec les pairs et les décideurs.
- Le projet Infosegura du PNUD et de l'USAID en Amérique centrale a collecté et analysé des données pertinentes et formulé des recommandations sur la manière d'élaborer des politiques qui favorisent la résilience des jeunes.

CINQUIÈME PILIER – Désengagement et réinsertion

Encouragez et soutenez des actions qui garantissent que les besoins, les préoccupations et les aspirations des jeunes anciens combattants – dans toute leur diversité – sont pris en compte dans les processus de réinsertion et que les jeunes femmes et les jeunes hommes peuvent jouer un rôle positif dans la codirection ou la mise en œuvre des processus de désengagement et de réinsertion.

1. Remettez en question les normes culturelles et sociales genrées encourageant la violence chez les jeunes ou qui amplifient les stéréotypes concernant les jeunes.

- » Lancez des campagnes de sensibilisation sociale, encouragez des réflexions sur les stéréotypes de genre et lutttez contre les perceptions négatives des jeunes qui les présentent comme une menace pour la communauté.
- La campagne Shughel Shabab (PNUD et UNESCO) dans les États arabes a remis en question les hypothèses négatives sur le rôle des jeunes dans la communauté et la consolidation de la paix.

2. Permettez aux jeunes d'avoir la possibilité de soutenir activement et positivement le processus de réinsertion.

- » Veillez à ce que les organes et organisations de haut niveau chargés des processus de réinsertion incluent les jeunes, par exemple par le biais de groupes de travail dédiés dans le cadre des mécanismes nationaux de réinsertion.
- Un groupe de travail sur les jeunes a été créé dans le cadre du Conseil national de réinsertion en Colombie.

3. Favorisez et soutenez l'intégration et l'autonomisation socio-économiques.

- » Soutenez des processus de réinsertion exhaustifs à travers des activités productives.
- Le Programme de réintégration intégrale (Programa de reintegración integral) est mis en œuvre par le PNUD, la Mission de vérification des Nations Unies, le gouvernement de la Colombie et les Forces armées révolutionnaires de Colombie, pour soutenir la réinsertion socio-économique de manière exhaustive.

4. Favorisez l'accès aux garanties de protection et à la justice.

- » Garantissez l'accès à une justice respectueuse et équitable pour les jeunes qui se désengagent de la violence ou des conflits, en veillant au respect des normes internationales en matière de droits humains et des directives relatives à la protection. De plus, efforcez-vous d'assurer leur protection vis-à-vis de leurs communautés lors de leur réinsertion, en travaillant avec les communautés sur leur relation avec ces jeunes. Mobilisez les jeunes dans les processus de mémoire et de justice transitionnelle, en améliorant l'accès à la vérité, à la justice et aux processus de réparation pour les victimes de conflits armés internes, et encouragez des mesures de non-répétition.
- Le PNUD soutient un projet sur la justice transitionnelle au Guatemala avec l'organisation de jeunesse Paz Joven (Youth Peace) pour mettre en œuvre l'initiative [#Generaciónmemoria](#) (#MemoryGeneration).

- » Développez des programmes d'application de peines alternatives et des approches plus exhaustives, par exemple en encourageant la réinsertion des jeunes en ayant recours à des peines alternatives, qui peuvent inclure du travail communautaire, une participation au processus de réconciliation, le développement des compétences, etc.
- Le PNUD Trinité-et-Tobago a promu des [réponses innovantes pour soutenir les jeunes délinquants pendant la pandémie de COVID-19](#), avec le lancement de la phase 2 du programme des jeunes ambassadeurs de la paix au Youth Transformation and Rehabilitation Centre, un établissement qui héberge de jeunes délinquants.

5. Facilitez le regroupement familial/la réinsertion communautaire.

- » Offrez des opportunités de réinsertion des jeunes dans leurs communautés et de réunification avec leurs familles, notamment par la création de groupes de soutien parental pour renforcer les capacités des parents à soutenir la réinsertion de leurs enfants.
- L'UNICEF BARM (anciennement ARMM) à Bangsamoro, aux Philippines, contribue à renforcer la résilience des personnes, en particulier des jeunes.

6. Mettez à disposition un soutien psychologique et psychosocial et faites en sorte qu'il soit accessible.

- » Garantissez aux jeunes délinquants l'accès à des services de soutien psychologique et à un soutien psychosocial de haute qualité, y compris l'accès aux opportunités de participer à la guérison et à la réconciliation communautaires.
- L'UNICEF a soutenu la réinsertion en Libye. Grâce aux centres de soutien, les jeunes anciennement associés à des groupes armés peuvent retrouver un sentiment de normalité dans leur vie.



Jeunes,
Paix et
Sécurité